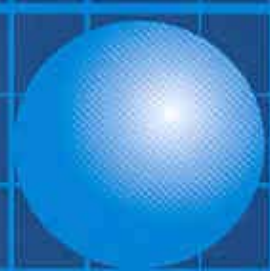


2001
RALENTISSEMENT
PROGRESSIF DE L'ACTIVITÉ
Bilan économique et social
du Loir-et-Cher



SEPTEMBRE 2002

2001

**RALENTISSEMENT
PROGRESSIF DE
L'ACTIVITE**

**Bilan économique et social
du Loir-et-Cher**

Sommaire

Synthèse	5
Introduction	13
1 - La population.....	17
A - Les évolutions de la population active et des emplois entre les deux derniers recensements	19
1 - Rappel des grandes évolutions démographiques.....	19
2 - La montée en puissance des métiers de service.....	19
3 - Les créations d'emplois concentrées dans quelques pôles d'activités	20
4 - Une nouvelle distribution des activités.....	21
5 - Les pôles principaux étendent leur aire d'influence	23
6 - Le temps partiel gagne du terrain.....	25
7 - Une précarité plus marquée	25
8 - Le Loir-et-Cher reste attractif	26
9 - Vers une reprise de la natalité en Loir-et-Cher ?.....	27
B - L'enseignement	28
1 - Un répit dans la baisse du nombre d'élèves du premier degré	28
2 - Les effectifs se stabilisent dans le second degré	28
3 - Près de 3 400 étudiants à Blois	31
2 - Aspects sociaux.....	33
A - Les revenus	35
1 - La hausse des revenus se poursuit sur un bon rythme	35
B - Les minima sociaux	36
1 - Un recul plus marqué du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion	36
2 - Net recul du nombre de bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé	38
3 - Nouvelle progression du nombre d'allocataires adultes handicapés.....	39

C - La délinquance en forte hausse	39
D - Les ménages continuent à investir	40
1 - Nouvelle progression du marché automobile en Loir-et-Cher.....	40
2 - Les logements collectifs prennent le relais	41
3 - Le prêt à taux zéro moins mobilisé	42
E - Surendettement des ménages : la baisse se poursuit	43
F - L'aide à domicile aux personnes âgées.....	44
1 - Services d'aides à domicile et emplois familiaux	44
2 - Services de soins infirmiers à domicile.....	44
 3 - L'activité économique	 45
A - La vie des entreprises et des établissements	47
1 - Les mouvements d'entreprises s'amplifient.....	47
2 - La dégradation est générale	48
3 - Entreprises implantées ou disparues en 2001.....	48
4 - L'artisanat de nouveau malmené	50
5 - Un peu plus d'apprentis	52
B - Le niveau d'activité des entreprises	53
1 - Des chiffres d'affaires toujours en hausse	53
2 - La baisse des recettes de TVA en Loir-et-Cher contraste avec la tendance générale	54
3 - Une moindre participation de l'impôt sur les sociétés au budget de l'Etat en Loir-et-Cher	55
4 - Un niveau d'investissements jamais atteint	56
5 - La construction de locaux d'activités se tasse, sauf dans l'industrie.....	56
6 - Les aides économiques et financières	59
7 - Aides européennes	60
C - Le commerce extérieur	60
1 - Les volumes d'échanges se sont contractés	60
2 - Les exportations du Loir-et-Cher repartent à la hausse.....	60
3 - Toujours plus d'importations	61
4 - Diminution de l'excédent commercial du département	62

D - Répercussions des activités sur l'emploi	62
1 - Les services ont tiré l'emploi	62
2 - L'emploi salarié privé progresse plus faiblement	64
3 - Chômage partiel et licenciements : une fin d'année difficile	66
4 - Perspectives 2002 : vers une reprise molle ?	67
E - Le tourisme	67
1 - Grande stabilité du parc hôtelier	68
2 - Une moindre fréquentation des hôtels.....	68
3 - Baisse continue de la fréquentation des campings	69
4 - Léger mieux pour les gîtes ruraux.....	71
5 - Monuments et animations : déclin sensible des châteaux.....	71
F - L'agriculture.....	72
1 - Le sud du département fortement touché par la déprise agricole.....	72
2 - Une plus grande spécialisation des exploitations professionnelles.....	73
3 - Une érosion constante des installations	74
4 - La campagne 2001	75
5 - Baisse du nombre de salariés agricoles.....	76
4 - Le marché du travail	79
A - Les demandeurs d'emploi	81
1 - Le chômage a cessé de reculer	81
2 - Les demandes d'emploi en fin de mois : quelques caractéristiques	85
3 - Reprise du chômage pour les emplois de production et d'encadrement	86
4 - Fort tassement des sorties du marché du travail.....	87
B - Des offres d'emploi durable de plus en plus nombreuses en Loir-et-Cher ...	88
C - Bilan des aides à l'emploi en Loir-et-Cher en 2001	89
D - Perspectives 2002	90
Conclusion.....	91
Table des illustrations	95

SYNTHESE

Introduction

Les attentats du 11 septembre n'ont fait que renforcer une tendance déjà établie d'un fort ralentissement de l'activité aux Etats-Unis. Le commerce mondial s'est contracté et plusieurs pays, dont le Japon et l'Allemagne, en ont souffert. Grâce à une hausse historique du pouvoir d'achat, les consommateurs français ont permis à notre pays de conserver une croissance assez soutenue (+ 2 %), bien que s'étiolant au fil des mois. La construction a fait preuve une nouvelle fois de dynamisme, mais n'a pas été épargnée en fin d'année par le ralentissement général.

La création d'emplois a accusé le coup : dans le secteur concurrentiel, il s'en est créé moins de 270 000 contre près de 520 000 en 2000. Le nombre des chômeurs a en conséquence recommencé à croître à partir du milieu de l'année et le taux de chômage a retrouvé au 31 décembre le même niveau qu'un an auparavant (9 %).

En Loir-et-Cher l'activité est restée particulièrement soutenue au premier trimestre, mais les entreprises ont vu leurs carnets de commandes se dégarnir en fin d'année. Pour autant, la situation restait bonne dans la majorité des cas avec des chiffres d'affaires supérieurs à ceux de 2000.

1 - LA POPULATION

▪ La population active se dirige vers les services

- Le détail du recensement sur la répartition par activité des actifs du Loir-et-Cher montre un recul très net de l'agriculture et de l'industrie au profit des services. Le poids des ouvriers dans la structure par catégorie socioprofessionnelle reste prépondérant mais il a chuté de 12 % entre 1990 et 1999.
- Les emplois se concentrent dans quelques pôles d'activités. Le milieu rural, en particulier le nord du département, subit une perte d'emplois souvent massive. Il en résulte un accroissement des migrations quotidiennes entre lieu d'habitation et lieu de travail.
- Entre les deux derniers recensements, le Loir-et-Cher a accueilli près de 56 000 personnes et en a vu partir un peu moins de 44 000. Les sortants sont plutôt des jeunes, le plus souvent actifs ou étudiants et vivent souvent seuls, tandis que les entrants ont en majorité entre 25 et 39 ans, vivent en couple et sont actifs. Une des principales caractéristiques réside d'ailleurs dans le fait que le département accueille finalement moins d'inactifs que d'actifs.

▪ L'enseignement

Selon les estimations de l'Inspection Académique, les effectifs du premier degré seraient en légère augmentation, rompant ainsi avec l'effritement continu observé depuis plusieurs années. On observe une stabilisation dans le second degré, en particulier dans les collèges. Pour les lycées, il y a simultanément un nouveau recul dans l'enseignement général et technologique alors que la filière professionnelle corrige quelque peu la forte chute de l'année précédente.

Le nombre d'élèves de l'enseignement supérieur progresse encore, bien que plus modestement. Il atteint désormais près de 3 400. L'école d'ingénieurs du Val-de-Loire reste en pointe (430 étudiants), mais la progression la plus forte pour cette année concerne l'Ecole de Soins Infirmiers. A l'inverse, les effectifs des BTS industriels apparaissent en net retrait.

2 - ASPECTS SOCIAUX

▪ La hausse des revenus se poursuit sur un bon rythme

En 1999, le revenu moyen des personnes physiques s'est de nouveau accru en Loir-et-Cher, de 2,3 % en francs courants pour atteindre 14 005 euros (91 870 F).

Le nombre des foyers fiscaux a augmenté de 1 200 en 1999. Contrairement à l'année précédente, les foyers non imposés sont un peu plus nombreux (+ 1,4 %) et ils représentent 46,3 % de l'ensemble, contre 45,9 %.

▪ Minima sociaux

Le recul du nombre d'allocataires du RMI s'est avéré plus fort en 2001 qu'en 2000 dans notre département, suivant ainsi une tendance inverse à celle observée dans le Centre ou en France. Au 31 décembre, on compte moins de 3 600 allocataires réellement payés au cours du mois (- 4,6 %). Le reflux s'est cependant arrêté en octobre et les deux derniers mois marquent une reprise. Le poids des familles monoparentales parmi les érémites s'accroît tandis que les couples avec enfants ont été les principaux bénéficiaires de l'embellie.

La baisse du nombre des bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé amorcée l'an dernier s'est amplifiée (- 12,6 %).

Le nombre de personnes percevant l'Allocation Adultes Handicapés a dépassé les 2 700, avec une nouvelle hausse de 3 %.

▪ Forte hausse de la délinquance

En 2001, les services de police et de gendarmerie du département ont recensé plus de 13 600 crimes et délits, en augmentation de 7,7 % sur un an (Centre : + 9,5 %). Les vols sont les plus fréquents, mais ce sont les atteintes aux personnes qui s'accroissent le plus. On note surtout que parmi les personnes mises en cause, la proportion de mineurs est en forte progression, atteignant près de 28 %.

▪ Les ménages continuent à investir

- L'achat d'automobiles est resté très ferme avec une progression de près de 4 % des immatriculations à 54 500. Cette tendance touche davantage l'occasion que le neuf.
- La construction de logements individuels s'est un peu tassée, mais le collectif a pris le relais. Au total, les mises en chantier ont atteint 1 731 unités, en hausse de 3,9 % sur l'année. Parallèlement, les transactions dans l'ancien ont observé une pause (repli de 8 %) après les sommets atteints en 2000. Le prêt à taux zéro a été également moins sollicité ; moins de 700 prêts ont été accordés, en recul de 7 %.

▪ Surendettement des ménages : la baisse se poursuit

La tendance engagée en 2000 s'est heureusement confirmée et même confortée. La commission de surendettement de Loir-et-Cher a enregistré le dépôt de 622 dossiers en 2001, soit 7,7 % de moins. On reste néanmoins au-dessus des niveaux de 1998.

▪ **L'aide à domicile aux personnes âgées**

L'écart entre le service prestataire (prise en charge par les caisses de retraite, les mutuelles ou l'aide sociale) et le service mandataire (particuliers employeurs) ne cesse de grandir. Pour le premier, on compte 332 549 heures travaillées (- 0,4 %) et pour le second 728 833 (+ 2,6 %). Néanmoins, le nombre de bénéficiaires est en hausse dans les deux cas.

3 - L'ACTIVITE ECONOMIQUE

▪ **Les mouvements d'entreprises s'amplifient**

Selon les données provisoires de la CCI, on aurait enregistré 1 046 immatriculations d'entreprises au cours de l'année (dont plus de la moitié de créations pures), soit 33 de plus en un an. Dans le même temps, les radiations auraient bondi de 121 unités (1 106). Le solde s'avèrerait donc assez nettement négatif (60 entreprises). Hormis la construction, tous les secteurs seraient affectés.

Malgré une conjoncture moins favorable, le nombre des procédures de redressement judiciaire ouvertes au cours de l'année par les deux tribunaux de commerce serait en légère diminution : 78 en 2001 contre 83 en 2000. En revanche, celui des liquidations immédiates est en hausse (106).

L'artisanat est de nouveau dans le rouge avec des immatriculations en baisse sensible ; néanmoins, on compte également moins de radiations. Mais le solde est au total négatif de 19 unités. En cinq ans, l'artisanat a perdu 1,7 % de ses ressortissants, cette moyenne masquant des disparités entre branches : le bâtiment se porte toujours plutôt bien alors que l'alimentation et la production connaissent une forte érosion.

▪ **Nouvelle progression des chiffres d'affaires**

Selon le tableau de bord des administrations économiques et financières de Loir-et-Cher, le montant global des chiffres d'affaires des entreprises aurait presque atteint les 8 milliards d'euros, en augmentation de 9,3 % en un an. Les différentes enquêtes de conjoncture de l'Observatoire indiquent d'ailleurs que l'activité est restée très soutenue en Loir-et-Cher. La construction a conservé une bonne dynamique et l'industrie, bien que faiblissant en fin d'année, s'est bien maintenue. Les investissements apparaissent également en hausse sensible (+ 9 %), tranchant ainsi avec les résultats nationaux. La mise en chantier de nouvelles surfaces de locaux d'activité s'inscrit cependant en repli de 7 % (215 700 m²), mais par rapport à un niveau très élevé en 2000. L'industrie échappe à ce repli avec un bond de 18 %.

Contrairement à la tendance observée pour l'ensemble de la région (+ 2,9 %), les recettes de TVA sont un peu moindres cette année en Loir-et-Cher (- 0,6 %) avec 314 millions d'euros.

Elles ont ainsi acquitté pour 103,5 millions d'euros d'impôt sur les sociétés, soit près de 5 % de moins que l'an dernier, tandis que la moyenne du Centre fait ressortir une augmentation de 8 %.

▪ **Les exportations du département sont repartiées à la hausse**

Dans un contexte difficile (contraction du commerce mondial), les entreprises du Loir-et-Cher ont bien tiré leur épingle du jeu en exportant plus qu'en 2000 : 1,53 milliards d'euros (+ 1,7 %). De leur côté, les importations ont poursuivi leur tendance à la hausse amorcée depuis quatre ans avec un bond de 12 %. Le solde s'est donc une nouvelle fois contracté (- 3 points), mais demeure largement positif avec un taux de couverture de 122 %.

▪ **Répercussions des activités sur l'emploi**

Un nouveau record a été établi en matière de déclarations préalables à l'embauche. L'URSSAF en a enregistré près de 186 000, soit 3,3 % de plus qu'en 2000. L'intérim est encore en progression, plus légère (119 200 déclarations), mais ce sont les autres services aux entreprises (+ 27 %) et ceux aux particuliers qui sont en pointe. On observe en revanche un tassement pour l'industrie, la construction et surtout le commerce.

L'emploi salarié du secteur privé a encore progressé, mais beaucoup plus faiblement qu'au cours des deux exercices précédents : + 0,8 %. De surcroît, l'augmentation s'est faite uniquement sur le premier trimestre, le reste de l'année étant marqué par une lente érosion. Ce résultat est cependant un peu meilleur que la moyenne régionale. Si les médiocres résultats de l'industrie et de la construction sont logiques au vu de l'évolution de l'activité, la faible performance d'ensemble est surtout imputable au tertiaire (+ 1,4 % seulement) qui poursuit et renforce ainsi la tendance apparue en 2000. Certaines branches comme les services opérationnels sont dans le rouge.

Le recours au chômage partiel apparaît en recrudescence avec 20 700 journées indemnisées, plus fort total des quatre dernières années. Néanmoins, il faut rappeler que jusqu'à 1996, on était autour de 100 000 journées. Le nombre des licenciements économiques déclarés demeure quant à lui au même niveau qu'en 2000, c'est-à-dire faible.

▪ **Perspectives 2002 : vers une reprise molle ?**

La récession semble s'éloigner aux Etats-Unis et les industriels sont contraints de reconstituer leurs stocks. L'investissement n'est pour autant pas reparti et la consommation des ménages risque d'être plus faible en raison des craintes liées à la remontée du chômage. En Loir-et-Cher, les carnets de commande ont recommencé à se gonfler en début d'année, mais les perspectives générales ne laissent pas augurer une reprise forte dans les mois qui viennent.

▪ **Une saison touristique contrastée**

Une nouvelle fois, de mauvaises conditions climatiques ont pesé sur la fréquentation au mois de juillet. Le mois d'août et une bonne arrière-saison ont cependant permis de sauvegarder l'essentiel. Dans les hôtels, un léger allongement de la durée de séjour, en particulier de la clientèle étrangère, a permis de compenser en partie une diminution des arrivées. L'inverse est constaté dans les campings où le nombre de nuitées est en baisse de 8 % malgré des clients plus nombreux. Les gîtes ruraux ont mieux tiré leur épingle du jeu avec une fréquentation moyenne supérieure à 18 semaines ; elle reste cependant inférieure d'une semaine aux résultats de 1999.

Les grands monuments du Loir-et-Cher ont reçu moins de visiteurs en 2001. C'est notamment le cas des châteaux de Chambord, Blois et Chaumont qui enregistrent leur plus mauvais résultat depuis 11 ans. Au chapitre des satisfactions, on note la performance renouvelée du Zoo-parc de Beauval et le nouveau souffle du Festival des Jardins.

▪ **Agriculture : la déprise agricole touche surtout le sud-est du département**

Le recensement agricole 2000, fait apparaître une diminution de 43 % des exploitations professionnelles depuis 1988. Les surfaces qu'elles détiennent ont surtout diminué dans un grand quart sud-est du Loir-et-Cher et en particulier les cantons de Neung-sur-Beuvron, Salbris et Romorantin Nord. Ce mouvement s'est accompagné d'une profonde transformation des orientations technico-économiques, marqué par une plus grande spécialisation ; cette dernière profite essentiellement aux céréales qui concernent près d'une exploitation sur deux.

La superficie agricole utilisée a de nouveau perdu plus de 10 000 hectares en 2001 ; parallèlement, les surfaces mise en jachère se sont étendues. A part les oléagineux, toutes les cultures disposent de moins de terres. Le recul le plus important touche les légumes de plein champ (- 41 %). Les rendements ont de surcroît été inférieurs à ceux des années précédentes. Au total, la campagne 2001 est décevante avec des productions en baisse sensible dans presque tous les secteurs. Par ailleurs, le nombre des salariés agricoles continue de se réduire, en particulier le personnel saisonnier.

4 - LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le chômage a cessé de décroître. Au 31 décembre 2001, le département compte en données brutes 9 551 demandeurs d'emploi (catégorie 1), soit quasiment autant qu'un an auparavant (- 0,5 %). Il s'agit pourtant du meilleur résultat de la région dont la moyenne s'établit à + 3,2 %. Le point d'inflexion se situe en mai, la courbe se redressant ensuite avec une accélération au cours des deux derniers mois. La zone d'emploi de Romorantin-Lanthenay a été la plus touchée (+ 6 %), tandis que la tendance est restée favorable dans celle de Blois avec une nouvelle baisse de 4,3 %. Le taux de chômage du Loir-et-Cher finit l'année à 7,5 % contre 8 % en décembre 2000 ; il est très légèrement inférieur au taux régional (7,6 %) et conserve un différentiel assez important avec le taux national (9 %).

L'évolution sur le marché de l'emploi se révèle tout à fait atypique. Le chômage féminin a continué de diminuer alors que celui des hommes a augmenté de plus de 6 %. De même, les jeunes sont la seule tranche d'âge à subir la hausse (+ 6,1 %) et d'ailleurs, les hommes jeunes constituent la catégorie la plus défavorisée sur ce plan en 2001. Parmi les points positifs, on note la poursuite de la décrue du chômage de longue durée et en particulier pour les personnes inscrites depuis deux ans et plus dont le nombre s'est encore réduit de 22 %.

La remontée du chômage masculin est à rapprocher indéniablement d'une conjoncture plus maussade dans l'industrie. En atteste un mouvement similaire pour les ouvriers et les techniciens, tandis que les employés ont bénéficié d'une tendance toujours favorable. Parallèlement, les chômeurs les plus diplômés ont subi des augmentations proportionnellement élevées alors que ceux ne bénéficiant d'aucune formation étaient moins nombreux.

Contrairement à l'an dernier, le nombre des sorties des fichiers de l'ANPE a été nettement inférieur à celui des entrées. Parmi ces dernières, on observe une augmentation sensible des demandes consécutives à une fin de mission d'intérim et, dans une moindre mesure, des fins de contrats à durée déterminée. Les entrées dans la vie active sont au contraire en chute.

Malgré un contexte peu propice, le nombre d'offres d'emploi récoltées par l'Anpe a dépassé les 14 000, en progression de 5,3 % sur l'année, alors que les résultats sont négatifs tant au plan régional que national. De surcroît, il s'agit en majorité d'offres durables.

La tendance s'est poursuivie au 1^{er} trimestre 2002 ; au 31 mars, on est revenu sur une pente annuelle proche de + 10 %. Le taux de chômage s'établit à cette date à 7,7 % pour l'ensemble du Loir-et-Cher. De nouveau, ce sont les hommes et les moins de 25 ans qui sont le plus concernés (+ 33 % pour les jeunes hommes).

Conclusion

Les résultats d'ensemble ne sont pas mauvais en soi, mais l'on reste sur l'impression très décevante laissée par le dernier trimestre. La dépendance de notre pays vis-à-vis des économies extérieures est là encore mise en lumière, et en particulier lorsque notre principal client, l'Allemagne, se trouve en fâcheuse posture.

La remontée du chômage a essentiellement affecté les hommes de moins de 25 ans, plus touchés par la précarité des emplois dans l'industrie (intérim, CDD). Ce mode de gestion des ressources humaines est désormais généralisé, ce qui repousse la véritable entrée des jeunes dans la société (logement, famille...).

Nous vivons une nouvelle révolution technologique, celle de l'information et de la communication. Les modes de production, de commercialisation et de gestion des stocks s'en trouvent bouleversés. Les entreprises du Loir-et-Cher sont condamnées à suivre le mouvement en se réorganisant pour être encore plus réactives face à une concurrence planétaire.

INTRODUCTION

HEUREUSEMENT, IL Y A LES CONSOMMATEURS

Forte contraction du commerce mondial

L'économie mondiale a été fortement perturbée en 2001 et pas seulement par les événements du 11 septembre. L'économie américaine était déjà en phase de fort ralentissement, celui-ci ayant des retentissements sur ses voisins (Canada, Mexique), mais aussi sur les pays d'Asie du Sud-Est qui exportent beaucoup de produits technologiques. Grâce à quelques noyaux de résistance (Chine, Inde, Russie), la croissance mondiale est restée positive ; elle n'a cependant pas dépassé 2 %, contre plus de 4,5 % en 2000. Le commerce international s'est quant à lui contracté de 1,5 % en moyenne sur l'année, son plus fort repli depuis 20 ans. Parmi les pays les plus développés, le Japon, toujours paralysé par le marasme bancaire, et l'Allemagne, dont la demande intérieure est vacillante, ont le plus souffert du ralentissement mondial.

Le climat des affaires a été particulièrement morose dans l'industrie, dépassant son point bas atteint lors du creux de 1996. Nombre de projets d'investissement ont été annulés. Aux Etats-Unis, les dépenses d'équipement ont diminué de 8 % et de 5 % dans la zone Euro (en France, - 0,5 %). Comme habituellement dans ces phases de retournement de conjoncture, on a assisté à un phénomène de déstockage massif qui a pesé négativement sur l'activité. Son ampleur est comparable à celle qui avait été observée lors de la récession de 1993.

Et s'il n'en reste qu'un, ce sera la consommation

Favorisée par des politiques économiques volontaristes (baisse des taux d'intérêts, des impôts, augmentation des dépenses), la consommation des ménages est demeurée forte, notamment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Cela n'a pas été le cas dans tous les pays de la zone Euro et spécialement en Allemagne. En France, la hausse historique du revenu des ménages a dopé la consommation qui est restée sur une pente annuelle proche de 3 %, au premier comme au second semestre, malgré la détérioration du marché du travail. L'inflation est de surcroît restée très modérée (+ 1,4 % en glissement annuel), alors que le pic du printemps lié notamment à la hausse du prix des produits frais, pouvait faire craindre un mauvais résultat en ce domaine. Le pouvoir d'achat s'est en conséquence accru de 4 %, après + 3,6 % en 2000. Il en est résulté une hausse du PIB de 2 %, contre + 3,2 % au cours des deux années précédentes. Il convient de souligner cependant que cette moyenne cache une sérieuse dégradation en fin d'année.

Après plusieurs mois d'euphorie, l'activité de la construction a fléchi au fil des mois. Elle est cependant restée sur une pente nettement positive avec une croissance de 2,8 %. Dans les Travaux Publics, le second semestre 2001 s'est révélé difficile, mais de nouveaux grands chantiers comme celui du TGV Est pourraient lui permettre de rebondir en 2002.

Un nouveau Baby-boom

Au cours des quatre dernières années, la France a connu un regain de natalité. En l'an 2000, on a compté 779 000 naissances, résultat inégalé depuis le début des années 80, et encore 773 000 en 2001. Le taux de fécondité qui était tombé à 1,7 en 1993 est remonté à 1,9 car dans le même temps, le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants ne cesse de reculer. L'amélioration du climat économique a sans doute joué, mais pas lui seul puisque dans d'autres pays européens comme l'Espagne, la Grèce ou les Pays-Bas, où la croissance économique était plus forte que chez nous, la natalité n'a pas suivi. Des critères sociologiques sont donc également en cause, la société française ne culpabilisant pas les mères qui travaillent par exemple, à la différence de certains pays du sud. Joue également l'existence de structures pour la garde des enfants, bien qu'il reste beaucoup à faire

en ce domaine. Ce regain de natalité constitue indéniablement un soutien à la consommation des ménages.

Panne dans le recul du chômage

Durant les années 1998 à 2000 le chômage a connu un recul sans précédent, grâce à un volume exceptionnel de créations d'emplois. Le taux de chômage est ainsi passé en France de 12,1 % en décembre 1997 à 9 % en décembre 2000. Le point le plus bas a été atteint en avril 2001 avec 8,6 %, mais l'infléchissement était déjà amorcé.

L'emploi salarié marchand a quand même augmenté de 226 000 au cours de l'année, mais c'est moitié moins qu'en 2000 (566 000). En conséquence, le nombre des demandeurs insatisfaits a recommencé à croître et en particulier celui des jeunes. Près d'un sur deux occupe un emploi à durée limitée, CDD ou intérim, et ils ont été les premiers touchés par les suppressions de postes. En fin d'année, le taux de chômage est remonté à 9 %, soit exactement au même niveau que 12 mois auparavant.

Bonne résistance du Loir-et-Cher

Sur la lancée de 2000, l'activité est demeurée particulièrement soutenue en Loir-et-Cher au premier trimestre 2001. L'enquête de conjoncture trimestrielle réalisée par l'Observatoire auprès d'un échantillon représentatif d'une centaine d'entreprises indique qu'à cette période les carnets de commande étaient remplis et continuaient même à se gonfler dans bon nombre de cas. Des signes d'essoufflement sont évidemment apparus par la suite. En fin d'année, les volumes de travail étaient en baisse dans près de la moitié des établissements ; cependant, les chiffres d'affaires restaient très souvent supérieurs à ce qu'ils étaient un an auparavant.

En décembre, l'optimisme demeurait majoritaire parmi les responsables interrogés, mais le doute semblait s'installer chez une proportion non négligeable d'entre eux pour la première fois depuis de longs mois.

Que cachent les soubresauts des marchés financiers ?

La bourse a logiquement fléchi dans tous les pays après les attentats du 11 septembre. Puis l'hiver et le printemps ont enregistré une remontée. Celle-ci était déjà assez chaotique, mais l'arrivée de l'été l'a vu replonger sévèrement sans que les informations soient réellement plus alarmistes. Si le secteur des télécommunications est particulièrement éprouvé, en raison de débouchés qui apparaissent moins étoffés que prévu face à un endettement colossal, d'autres activités sont malmenées sans que leurs marchés donnent des signes de retournement. On spéculait beaucoup sur la vigueur de la reprise de l'économie américaine et chaque indice donne lieu à des commentaires passionnés des analystes financiers dont l'objectif est visiblement à très court terme. La sphère monétaire semble de plus en plus déconnectée de l'économie réelle, mais son impact ne cesse de se renforcer, influençant le plus souvent négativement le moral des producteurs et des consommateurs.

Par ailleurs des signes d'inflation sous-jacente sont apparus, qui pourraient inciter les autorités monétaires à relever les taux d'intérêt, aux Etats-Unis comme dans la zone Euro, risquant ainsi de brider la consommation et la reprise qui semble se dessiner timidement.

1

POPULATION

A - LES EVOLUTIONS DE LA POPULATION ACTIVE ET DES EMPLOIS ENTRE LES DEUX DERNIERS RECENSEMENTS

1 - Rappel des grandes évolutions démographiques

Au recensement de 1999, le Loir-et-Cher comptait 314 933 habitants, en progression de 3 % depuis 1990 soit une moyenne annuelle de 0,32 % contre 0,40 % lors de la période 1982-1990. Cet accroissement est dû pour l'essentiel à un solde migratoire largement positif, tandis que l'excédent des naissances sur les décès ne cesse de s'amenuiser. Le nombre moyen de personnes par ménage s'établit à 2,35 (2,40 en moyenne nationale), contre 2,52 précédemment.

La population du département vieillit. La part des plus de 60 ans est passée de 24,5 % à 26,3 % entre les deux recensements, tandis que celle des moins de 20 ans reculait dans le même temps de 25,3 % à 23,1 %, un point au-dessous de la moyenne du Centre.

La population active s'élève à 141 000 personnes. Elle a moins augmenté (+ 2,6 %) que la population en âge de travailler, en raison principalement de l'allongement de la scolarité chez les jeunes. En revanche, le taux d'activité des femmes de 25 à 60 ans a encore progressé de 4 points depuis 1990 pour atteindre 82 %.

L'exploitation du recensement s'est poursuivie, donnant lieu en 2001 à la diffusion des statistiques sur la population active occupée au lieu d'habitation par catégorie socioprofessionnelle, type de contrat de travail et grandes branches d'activité, la population active occupée au lieu de travail (emplois) par activité, ainsi que des éléments plus détaillés sur les déplacements quotidiens domicile-travail et la population migrante entre 1990 et 1999 (partie du Loir-et-Cher ou venant s'y installer). Les principaux éléments en sont présentés ci-après.

2 - La montée en puissance des métiers de service

L'évolution de la population active occupée indique clairement le recul des activités de production (agriculture, industrie) au profit des services. Le poids des ouvriers reste important dans la structure des catégories socioprofessionnelles (CSP), mais il a nettement chuté, comme celui des agriculteurs exploitants. Inversement, celui des employés, des professions intermédiaires et des cadres progresse.

Tableau 1 : Evolution de la population active occupée par CSP

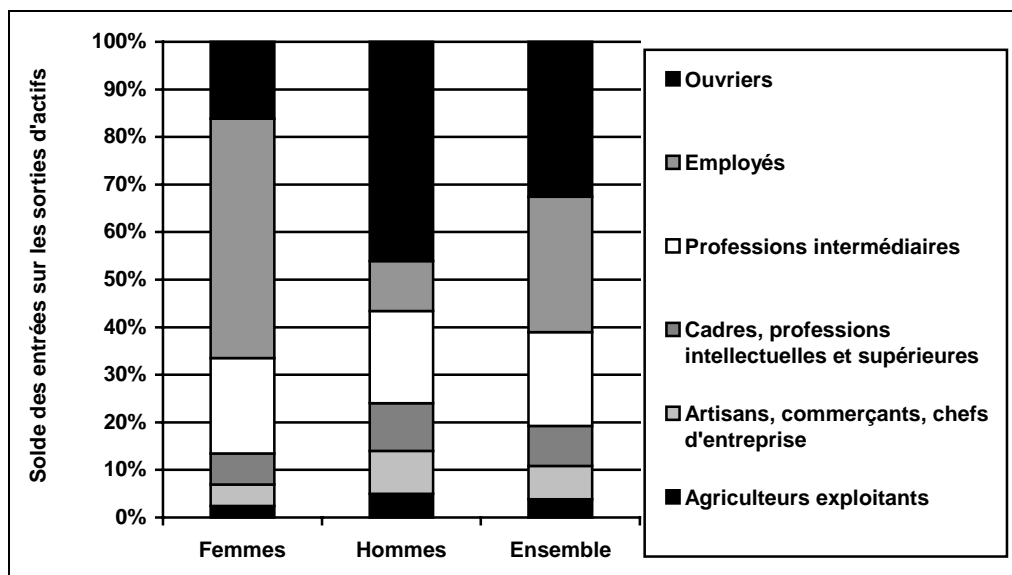
	1990		1999		Evolution 1990/1999
	Nombre	%	Nombre	%	%
Agriculteurs exploitants	8 468	6,9	4 781	3,8	- 43,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	9 994	8,1	8 741	7	- 12,5
Cadres, professions intellectuelles et supérieures	8 284	6,7	10 493	8,4	+ 26,7
Professions intermédiaires	19 800	16,1	24 595	19,7	+ 24,2
Employés	30 468	24,7	35 592	28,5	+ 16,8
Ouvriers	46 186	37,5	40 654	32,6	- 12,0
Total	123 200	100	124 856	100	+ 1,3

Source : INSEE

Ce mouvement s'accompagne d'une nouvelle progression du salariat : près de 87 % des actifs sont salariés en 1999, contre 83,5 % en 1990.

L'orientation professionnelle reste très largement dépendante du sexe. Plus de la moitié des femmes sont employées et 46 % des hommes sont ouvriers. Il n'y a que pour les professions intermédiaires que le poids est équivalent.

Graphique 1 : Répartition par CSP de la population active occupée en 1999



D'après source : INSEE

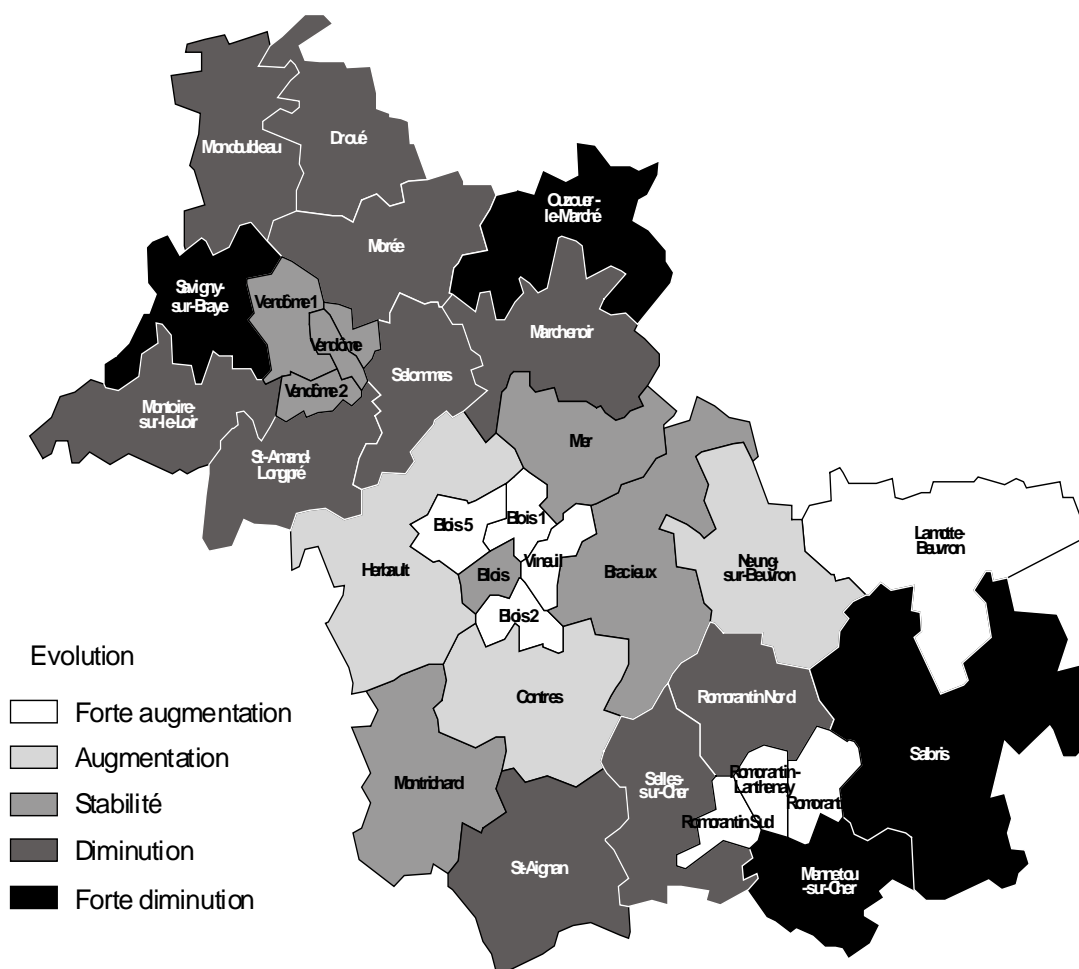
3 - Les créations d'emplois concentrées dans quelques pôles d'activités

La population active au lieu de travail, qui équivaut à celui des emplois effectivement pourvus dans le département, qu'ils soient tenus ou non par des habitants du Loir-et-Cher, est en très faible augmentation de 0,8 % entre 1990 et 1999. La période a en effet été marquée par deux crises, d'abord en 1992-1993, puis en 1996. De surcroît la reprise de la création d'emploi n'a connu sa pleine puissance qu'en 1999-2000, donc après le recensement pour l'essentiel. L'évolution par territoire permet néanmoins de tirer quelques constats importants.

Dans le Blaisois, le nombre d'emplois est stable sur Blois même mais augmente fortement à la périphérie (+ 43 % pour les communes hors Blois du canton de Blois 1 [La Chaussée et Villebarou entre autres], et + 98 % pour celles de Blois 5 [Fossé, Saint-Sulpice]), où les zones d'activités ont accueilli de nouvelles entreprises ainsi que celles qui quittaient la ville centre. La montée en puissance de Matra dans les années 90 a entraîné une forte progression de l'emploi sur Romorantin-Lanthenay ; cette dynamique s'est transmise à Romorantin Sud mais pas à son homologue du nord, ni au canton de Mennetou (malgré la présence de Villefranche-sur-Cher) qui subit la baisse la plus importante : - 20 %. En dehors de ces deux pôles, seul le canton de Lamotte-Beuvron (grâce à la création de Center Parcs) et, dans une moindre mesure, celui de Contres, enregistrent une progression significative.

Le nord du département est marqué par un reflux souvent massif de l'emploi, à l'exception du pôle vendômois qui maintient tout juste le volume de 1990. La vallée du Cher et la Sologne ne sont guère mieux loties. Les activités traditionnelles de tous ces territoires ont vu s'accroître les difficultés, alors que des projets de remplacement peinaient à voir le jour.

Carte 1 : Evolution de la population active au lieu de travail entre 1990 Et 1999



D'après source : INSEE

Le poids des trois grands pôles d'activités s'est légèrement renforcé sur la période : ils concentrent 56,2 % des emplois en 1999, contre moins de 54 % en 1990.

4 - Une nouvelle distribution des activités

L'évolution de l'emploi par grand secteur n'est pas uniforme selon les territoires. L'agriculture est la grande perdante partout, à quelques très rares exceptions près. L'industrie, globalement en reflux, résiste dans quelques cantons, en particulier autour de Blois (Vineuil, Contres, Herbault). La construction, qui a connu un début de décennie particulièrement difficile, connaît des îlots de résistance en Sologne (où le poids indirect de la chasse à travers les résidences secondaires est prépondérant) et dans quelques cantons du nord (Montoire, Saigny). Les activités de services sont en croissance forte dans une grande partie du territoire, mais certains cantons restent en dehors de cette dynamique : Mennetou (repli), Morée et Selles-sur-Cher (croissance très faible).

Tableau 2 : Evolution de l'emploi par grand secteur selon les cantons entre 1990 et 1999 (en %)

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire	Total
Cantons de Blois	- 21,3	- 19,3	- 30,8	+ 17,3	+ 3,7
<i>dont ville de Blois</i>	- 20,7	- 29,8	- 26,5	+ 13,2	- 0,9
Bracieux	- 16,9	- 28,7	- 12,8	+ 32,4	- 1,5
Contres	- 17,8	+ 6,2	+ 4,6	+ 21,2	+ 9,1
Droué	- 23,0	- 18,7	- 45,0	+ 46,7	- 7,3
Herbault	- 27,7	+ 1,5	- 27,1	+ 24,6	+ 3,7
Lamotte-beuvron	- 29,2	- 9,4	- 9,4	+ 40,1	+ 15,1
Marchenoir	- 28,8	+ 16,7	- 34,0	+ 12,8	- 3,4
Mennetou-sur-Cher	- 36,6	- 34,5	- 5,2	- 10,4	- 20,0
Mer	- 41,1	- 21,5	- 24,1	+ 30,1	- 1,3
Mondoubleau	- 24,7	- 6,6	- 21,6	+ 7,5	- 7,0
Montoire-sur-le-loir	- 42,0	- 19,3	+ 9,3	+ 17,0	- 6,7
Montrichard	- 45,1	- 24,9	- 2,8	+ 30,1	- 0,7
Morée	- 34,2	- 24,2	- 0,8	+ 0,6	- 13,9
Neung-sur-beuvron	- 24,3	+ 3,0	+ 8,9	+ 17,2	+ 5,3
Ouzouer-le-Marché	- 40,8	- 3,6	- 56,0	+ 26,9	- 12,6
Cantons de Romorantin	- 17,6	- 3,6	- 4,0	+ 34,0	+ 12,9
<i>dont ville de Romorantin</i>	- 8,3	- 3,7	- 5,1	+ 29,8	+ 13,2
Saint-aignan	- 35,8	- 22,5	- 6,6	+ 12,6	- 8,2
Saint-Amand-Longpré	- 31,7	- 13,9	- 21,1	+ 22,7	- 5,6
Salbris	- 19,5	- 39,9	- 12,4	+ 11,2	- 17,6
Savigny-sur-braye	- 40,2	- 46,1	+ 4,5	+ 29,4	- 11,4
Selles-sur-cher	- 33,1	- 5,8	- 15,6	+ 2,9	- 8,8
Selommes	- 30,2	- 34,3	- 27,8	+ 65,9	- 8,3
Cantons de Vendôme	- 40,2	- 15,0	- 19,3	+ 16,6	- 0,1
<i>dont ville de Vendôme</i>	- 28,4	- 16,8	- 32,3	+ 16,4	- 0,2
Vineuil	- 55,0	+ 9,1	- 38,9	+ 24,4	+ 14,3
Total Loir-et-Cher	- 31,4	- 17,5	- 17,5	+ 19,9	+ 0,8

D'après source : INSEE

en gras : résultat nettement supérieur à la moyenne
ombré : résultat nettement inférieur à la moyenne

Faisant écho aux catégories socioprofessionnelles, les emplois impliquent une spécialisation des territoires qui a eu tendance à se renforcer. Par rapport à de précédentes études de l'Observatoire dans le domaine de l'emploi, l'intérêt du tableau suivant réside dans la prise en compte du secteur public et des non-salariés.

Tableau 3 : Répartition de l'emploi par grand secteur selon les cantons en 1999 (en %)

	Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire
Cantons de Blois <i>dont ville de Blois</i>	0,9 <i>0,4</i>	20,4 <i>19,2</i>	4,8 <i>4,3</i>	73,8 <i>76,1</i>
Bracieux	10,7	27,9	8,0	53,4
Contres	13,8	12,8	16,8	56,5
Droué	33,2	21,2	6,7	38,8
Herbault	12,7	18,3	9,6	59,4
Lamotte-beuvron	3,1	28,8	5,3	62,8
Marchenoir	21,2	10,8	6,7	61,4
Mennetou-sur-Cher	7,8	26,1	15,2	50,9
Mer	7,9	25,0	8,0	59,0
Mondoubleau	20,5	30,2	6,3	43,1
Montoire-sur-le-loir	12,5	27,0	7,4	53,1
Montrichard	8,3	23,2	7,9	60,7
Morée	14,5	27,7	7,3	50,
Neung-sur-beuvron	12,2	22,1	19,8	45,9
Ouzouer-le-Marché	20,5	12,9	9,4	57,3
Cantons de Romorantin <i>dont ville de Romorantin</i>	2,5 <i>0,8</i>	34,1 <i>36,1</i>	5,7 <i>5,0</i>	57,7 <i>58,1</i>
Saint-aignan	16,7	17,0	11,3	55,
Saint-Amand-Longpré	28,0	9,8	6,3	55,9
Salbris	6,6	35,7	8,0	49,8
Savigny-sur-braye	18,0	16,4	9,7	56,0
Selles-sur-cher	16,1	27,1	7,6	49,2
Selommes	33,4	16,5	7,6	42,6
Cantons de Vendôme <i>dont ville de Vendôme</i>	2,2 <i>0,8</i>	33,8 <i>35,0</i>	4,7 <i>3,1</i>	59,3 <i>61,1</i>
Vineuil	2,0	11,0	3,7	83,3
Total Loir-et-Cher	6,5	24,2	6,8	62,5

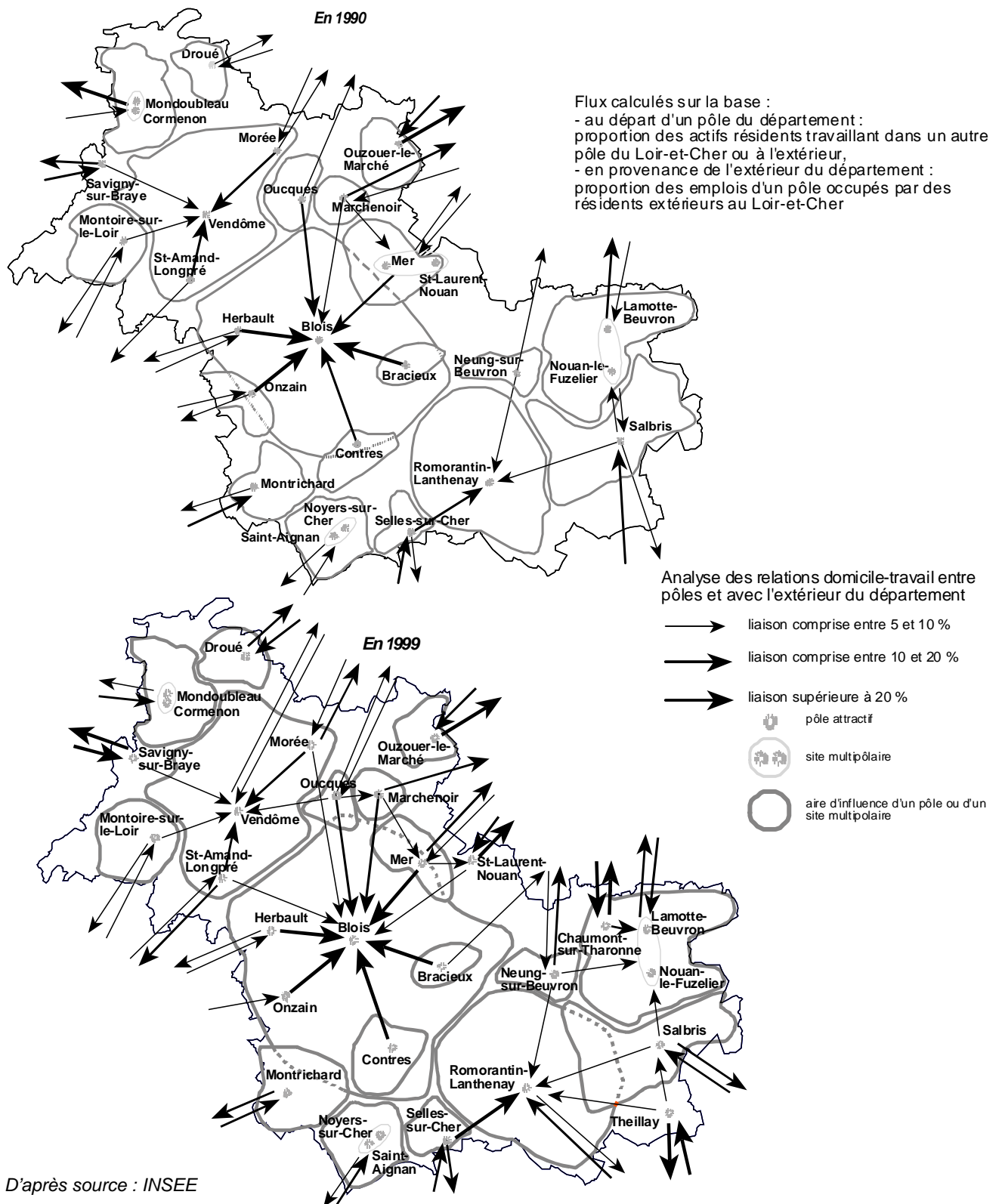
D'après source : INSEE

5 - Les pôles principaux étendent leur aire d'influence

La concentration de l'activité dans quelques pôles se traduit par un accroissement des migrations domicile-travail. Celles-ci sont également le reflet des changements intervenus dans l'implantation de la population. Les lieux d'habitation tendent en effet à s'éloigner des lieux de travail, les ménages investissant à nouveau l'espace rural. Ils y trouvent une meilleure qualité de vie et, pour beaucoup, des prix immobiliers plus attractifs.

Les trois grands pôles du Loir-et-Cher ont vu en conséquence leur aire d'influence s'agrandir, en particulier celle de Blois qui s'étend désormais jusqu'à la vallée du Cher au sud et englobe presque tout l'axe ligérien dans sa traversée du département. Le pôle de Lamotte/Nouan est également en développement, au détriment de Salbris dont l'influence est en outre grignotée à l'ouest par celle de Romorantin-Lanthenay. Parmi les aires en régression, on note celles de Mer et d'Onzain. On voit en revanche apparaître deux pôles secondaires isolés : Theillay et Chaumont-sur-Tharonne, ce dernier étant lié à Center Parcs.

Carte 2 : Aires d'influence des pôles et relations entre pôles

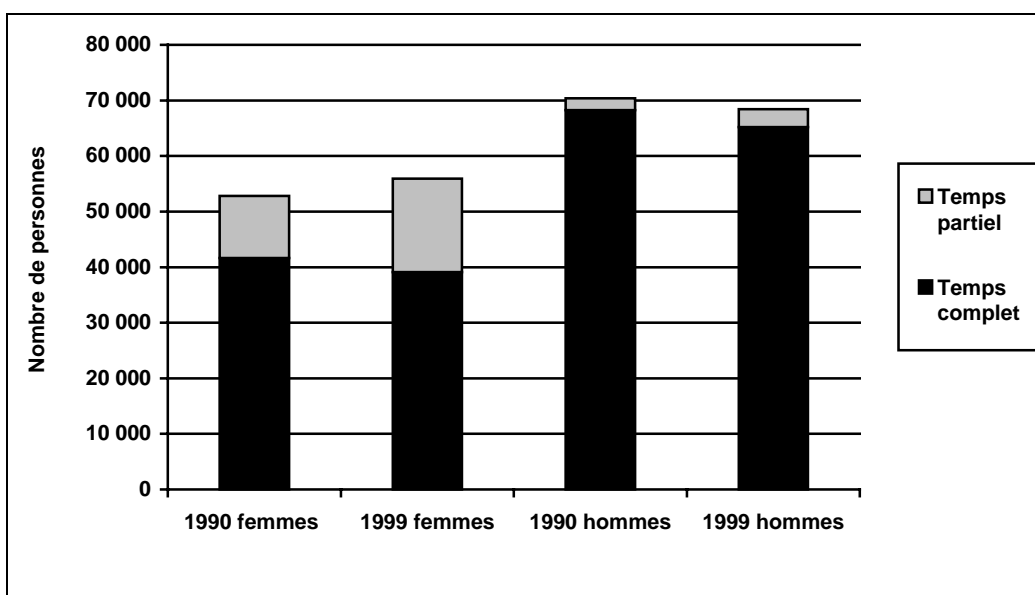


Les pôles de Blois, Romorantin, Vendôme et Montrichard comprennent plusieurs communes :
 Blois / la Chaussée-Saint-Victor / Fossé / Saint-Gervais / Villebarou / Vineuil,
 Romorantin-Lanthenay / Pruniers-en-Sologne / Villefranche-sur-Cher,
 Vendôme / Naveil / Saint-Ouen,
 Montrichard / Saint-Julien-de-Chédon

6 - Le temps partiel gagne du terrain

La population active occupée à temps complet a diminué de 5 % entre 1990 et 1999. L'augmentation globale est donc imputable uniquement au développement du temps partiel qui a progressé de 50 % quel que soit le sexe. Choisi ou subi, le temps partiel touche désormais 30 % des actives ayant un emploi, contre 21 % en 1990. Il reste plus marginal chez les hommes, mais approche des 5 % contre 3 % auparavant.

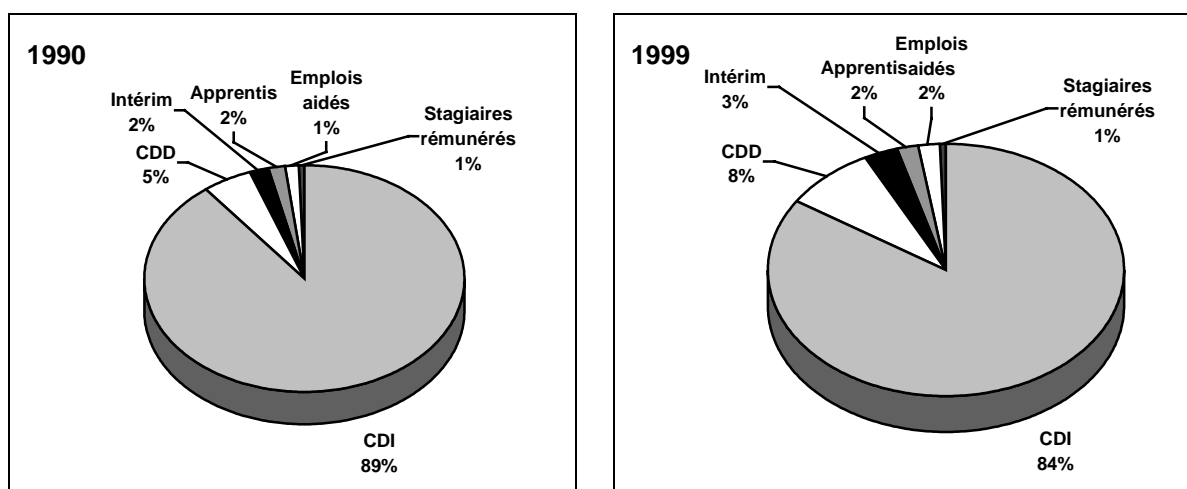
Graphique 2 : Répartition de la population active occupée selon le temps de travail



D'après source : INSEE

7 - Une précarité plus marquée

Graphique 3 : Répartition de la population active occupée selon le statut



D'après source : INSEE

Le Contrat à durée indéterminée reste de très loin le statut le plus courant, avec 84 % des actifs qui en bénéficient en 1999. Néanmoins il recule, non seulement en terme de poids au sein de la structure (89 % en 1990), mais aussi en nombre (- 1,2 %). Inversement, les formes particulières d'emploi progressent. Les CDD et les contrats d'intérim ont augmenté de plus de 70 % en 9 ans ; ensemble, ils représentent aujourd'hui 11,5 % des contrats de travail, soit 4 points de plus qu'en 1990¹. On remarque également que les apprentis sont plus nombreux, ainsi que les salariés sous contrats aidés. Pour ces derniers, la diversification des mesures a probablement joué un rôle non négligeable.

Précisons que parmi les CDI figurent les fonctionnaires. Ils rassemblent globalement 17 % des actifs, mais 21 % des femmes. La modification des rubriques ne permet pas d'en mesurer l'évolution.

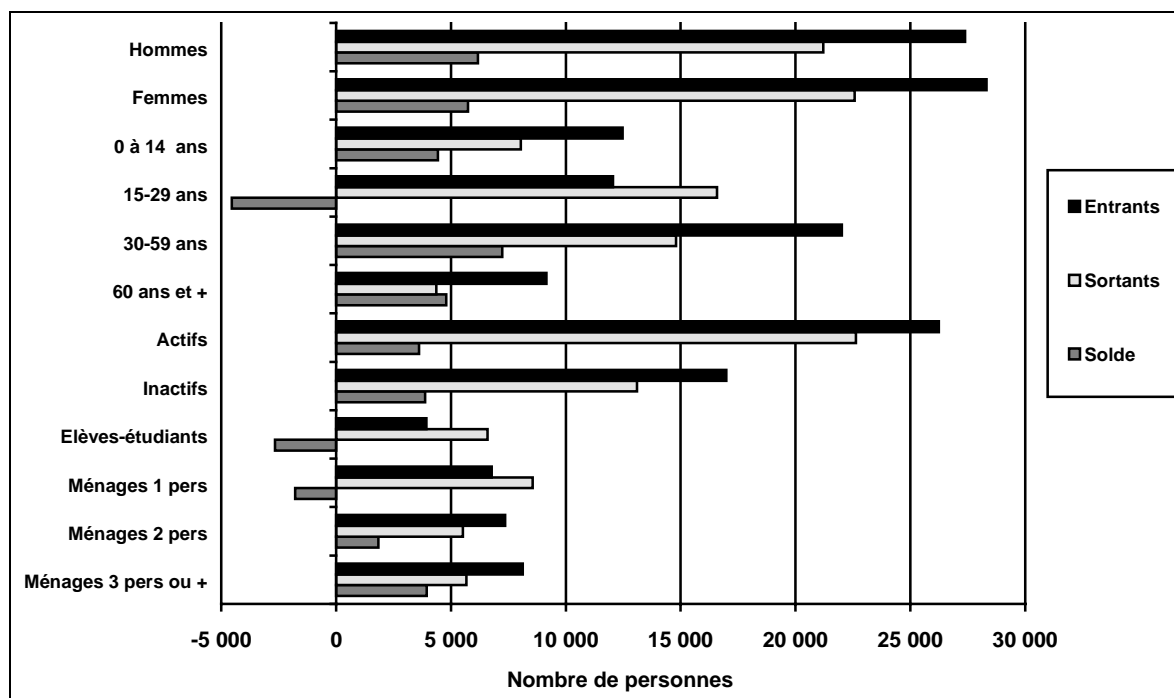
8 - Le Loir-et-Cher reste attractif

Entre les deux derniers recensements, 55 700 personnes sont venues s'installer dans le département et 43 800 l'ont quitté. Il en résulte un solde positif qui a largement contribué à la croissance de population.

Les sortants sont jeunes (15/24 ans), le plus souvent actifs ou étudiants et 43 % vivent seuls. Les arrivants ont en majorité entre 25 et 39 ans, ils vivent en couple et sont actifs. La structure du solde migratoire selon quelques grandes caractéristiques permet de mettre en évidence que le Loir-et-Cher est attractif pour toutes les catégories de personnes sauf une : les jeunes adultes. Ceux-ci sont étudiants ou recherchent un premier emploi en dehors du département. En revanche, le solde très positif des 30/59 ans fait plus que compenser ce déficit. On soulignera que les soldes sont très proches pour les actifs et les inactifs et que les flux entrants sont sensiblement moindres pour les seconds, ce qui va à l'encontre des idées reçues.

Les échanges, dans les deux sens, s'effectuent principalement avec les autres départements de la région Centre et l'Île-de-France.

Graphique 4 : Migrants entre 1990 et 1999 selon quelques caractéristiques



D'après source : INSEE

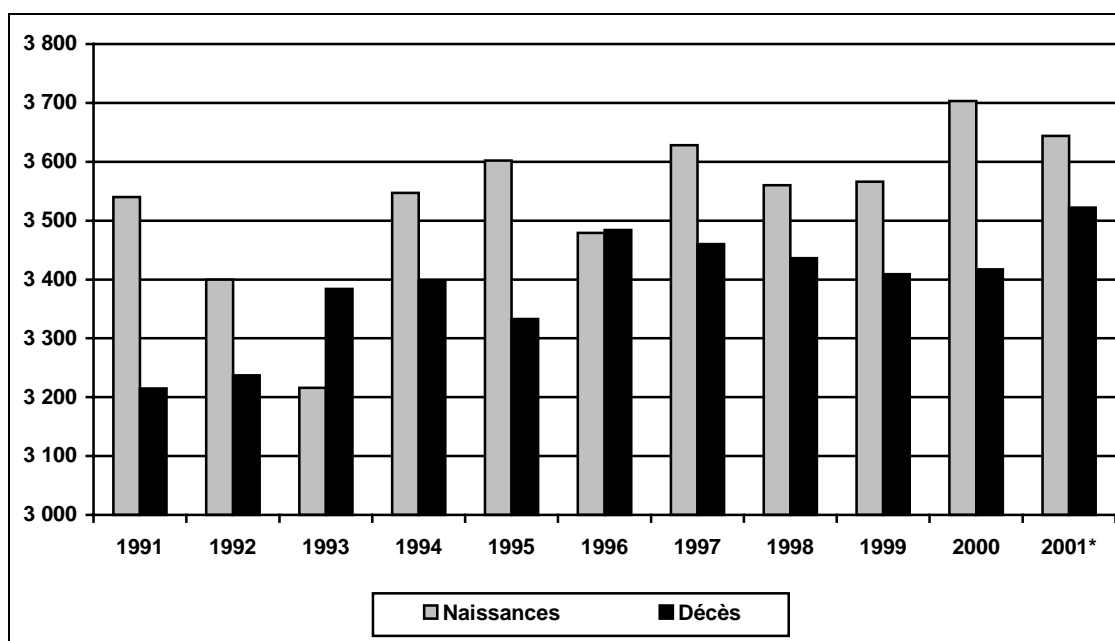
¹ Pour les CDD et l'intérim, il s'agit évidemment du nombre d'actifs occupés sous ce type de contrats à la date des recensements.

9 - Vers une reprise de la natalité en Loir-et-Cher ?

Le mouvement n'est pas très puissant, mais il est réel : il naît proportionnellement plus de bébés en Loir-et-Cher depuis deux ans qu'au cours de la décennie précédente. Le début des années 90 était marqué par un creux important, puis, une reprise s'était dessinée. Un palier légèrement supérieur semble avoir été franchi en 2000 – 2001, mais seul l'avenir dira si ce n'est que l'effet des « bébés de l'an 2000 » ou si, les perspectives économiques se redressant, les ménages sont plus enclins à avoir des enfants.

Parallèlement, les décès sont un peu plus nombreux ; depuis 1996, la moyenne est plus élevée qu'au cours de la première moitié de la décennie et 2001 apparaît comme la valeur la plus haute. Le solde naturel reste néanmoins positif et représente un gain de plus de 850 personnes sur les cinq dernières années.

Graphique 5 : Evolution du nombre des naissances et des décès depuis 1991



D'après source : INSEE

*données provisoires

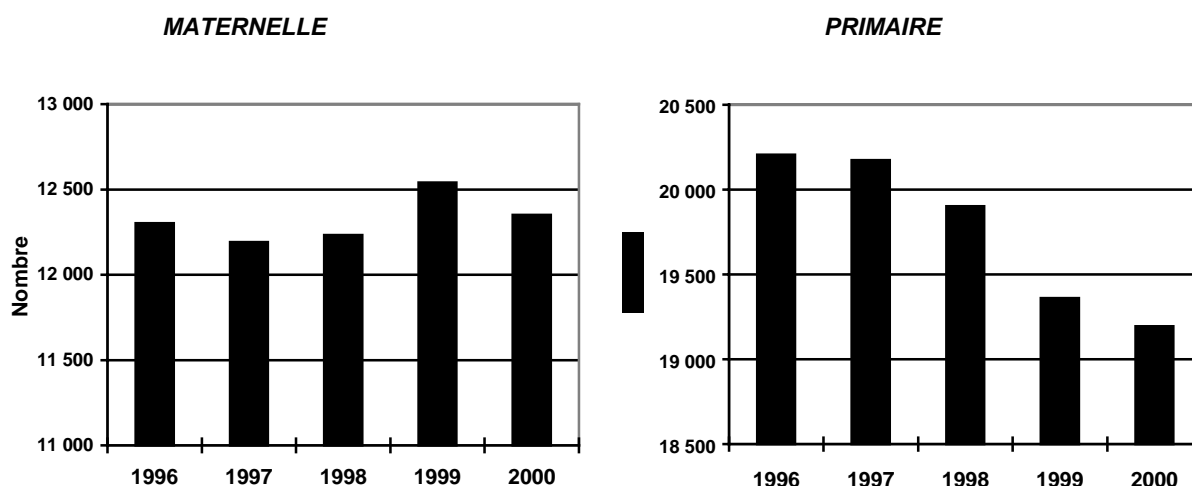
B - L'ENSEIGNEMENT

1 - Un répit dans la baisse du nombre d'élèves du premier degré

La grève administrative suivie dans l'enseignement primaire public depuis deux ans ne permet pas de comptabiliser avec précision les effectifs. L'Inspection Académique procède néanmoins à des estimations : les effectifs en maternelle accuseraient une légère baisse, tandis que l'on observerait une augmentation (environ 150 élèves de plus) dans les classes élémentaires. Cette dernière fait suite à la petite reprise de la natalité précédemment évoquée. Ainsi, on assisterait globalement à une évolution positive après plusieurs années de repli ininterrompu, avec un peu plus de 28 500 élèves dans l'enseignement primaire public.

Pour mémoire, les graphiques ci-dessous retracent les évolutions au cours des cinq années précédentes (public et privé).

Graphique 6 : Evolution des effectifs du premier degré en Loir-et-Cher²



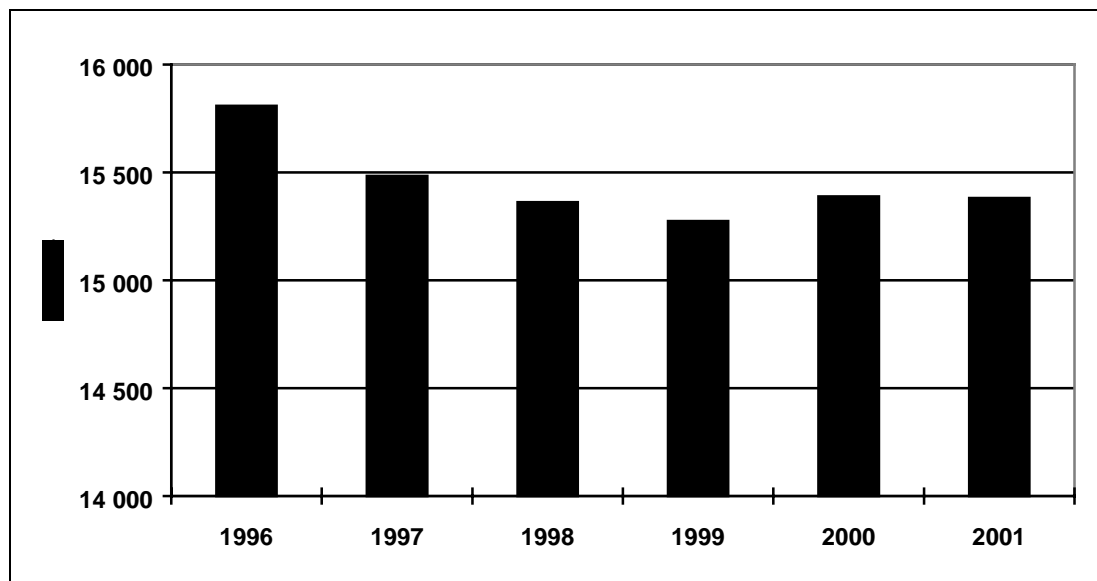
D'après source : Inspection Académique

2 - Les effectifs se stabilisent dans le second degré

Dans les collèges, le nombre d'élèves est resté stable après la remontée de l'année scolaire précédente. Pour 2001/2002, on en compte 15 382 hors sections d'éducation spécialisée. Les collégiens sont logiquement moins nombreux en 4^{ème}, après les reculs constatés précédemment en 6^{ème} puis en 5^{ème}. De la même manière, les classes de 3^{ème} sont plus fournies. Le phénomène le plus intéressant est la légère progression des effectifs de 6^{ème}, alors qu'ils avaient diminué au cours des deux années précédentes. Le nombre de divisions dans les collèges publics s'établit à 545, soit 2 de moins qu'en 2001 ; le nombre d'élèves par division reste quasiment inchangé à 23,76.

² Hors effectifs des classes spécialisées.

Graphique 7 : Evolution des effectifs du premier cycle en Loir-et-Cher

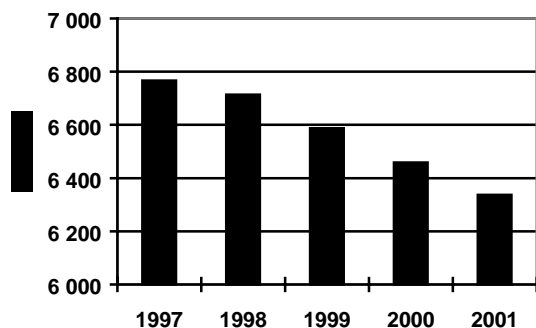


D'après source : Inspection Académique

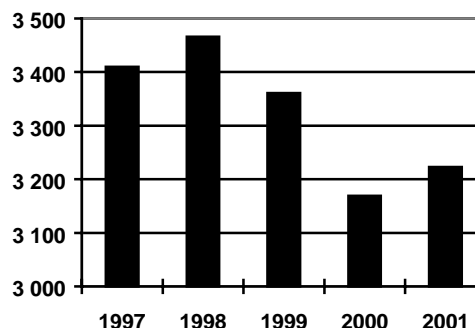
La baisse des effectifs des lycées d'enseignement général et technologique se poursuit sensiblement au même rythme, - 1,9 %. Les entrées en classe de seconde se sont de surcroît contractées, contrairement à l'année scolaire 2000/2001.

Graphique 8 : Evolution des effectifs du second cycle en Loir-et-Cher

LYCEES GENERAUX ET TECHNIQUES



LYCEES PROFESSIONNELS



D'après source : Inspection Académique

Un léger sursaut (+ 1,2 %) est observé dans les lycées professionnels après le fort recul de l'an dernier, mais l'on reste éloigné des niveaux de 1997 ou 1998. Les entrées en filière technologique sont toujours faibles et celles en CAP se maintiennent tout juste. On note surtout une baisse sensible en 1^{ère} professionnelle alors que les effectifs progressaient depuis cinq ans.

Tableau 4 : Taux de réussite au baccalauréat en 2001 (%)

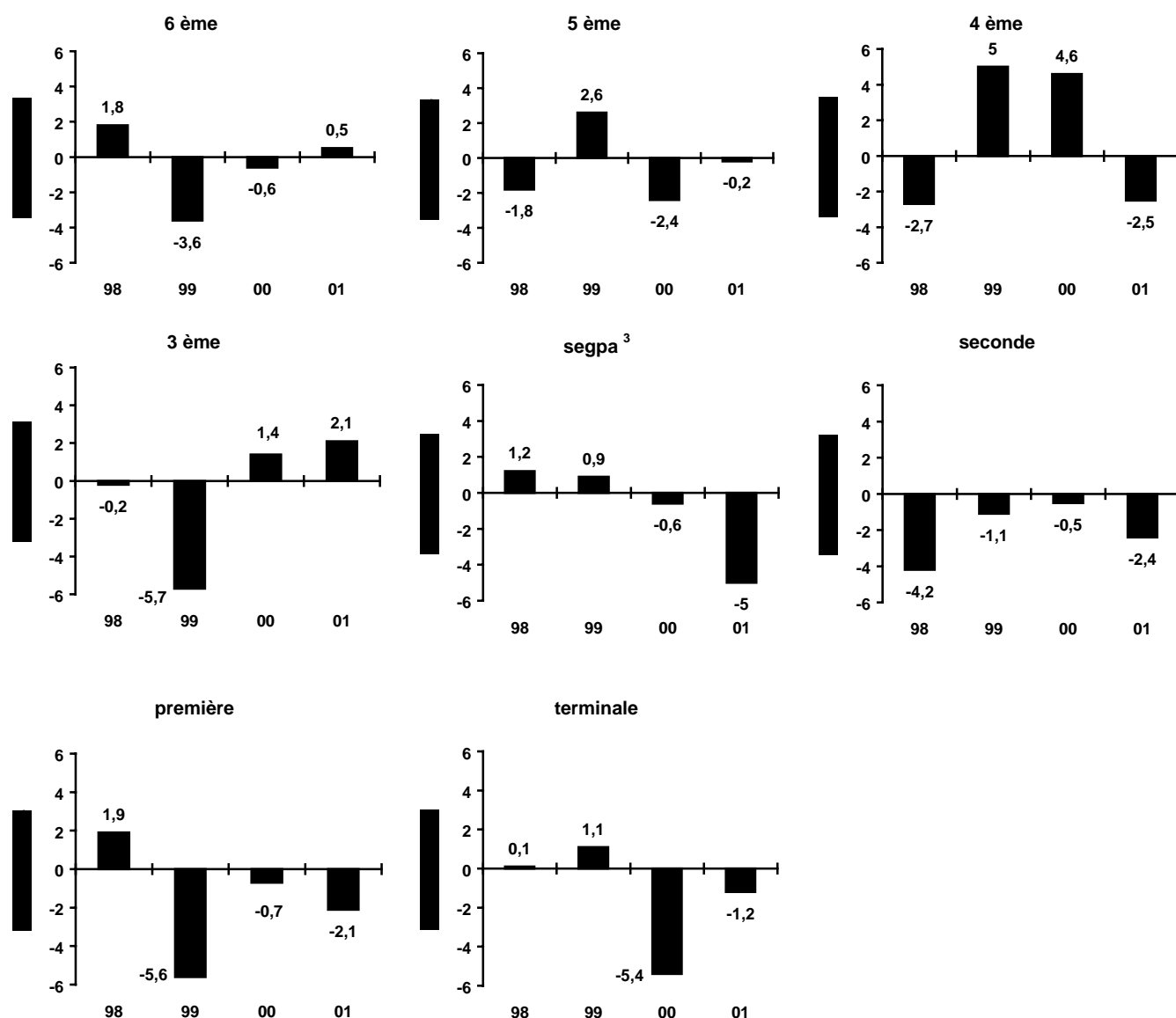
	Loir-et-Cher	Région Centre	France
Baccalauréat général	81,8	79,8	79,4
Baccalauréat technologique	83,0	81,8	78,4
Baccalauréat professionnel	79,1	79,4	77,4

Source : Rectorat de l'Académie Orléans-Tours

Pour les baccalauréats général et technologique, les taux de réussite sont restés stables en Loir-et-Cher lors de la session 2001, mais ont baissé légèrement dans le Centre et en France. L'écart positif en faveur du département s'est donc un peu accentué. En revanche, on constate un recul de 4,6 points pour le Bac professionnel, dont les résultats sont revenus en dessous de la moyenne régionale.

Graphique 9 : Evolution du nombre d'élèves du second degré par classe

Enseignement général et technologique

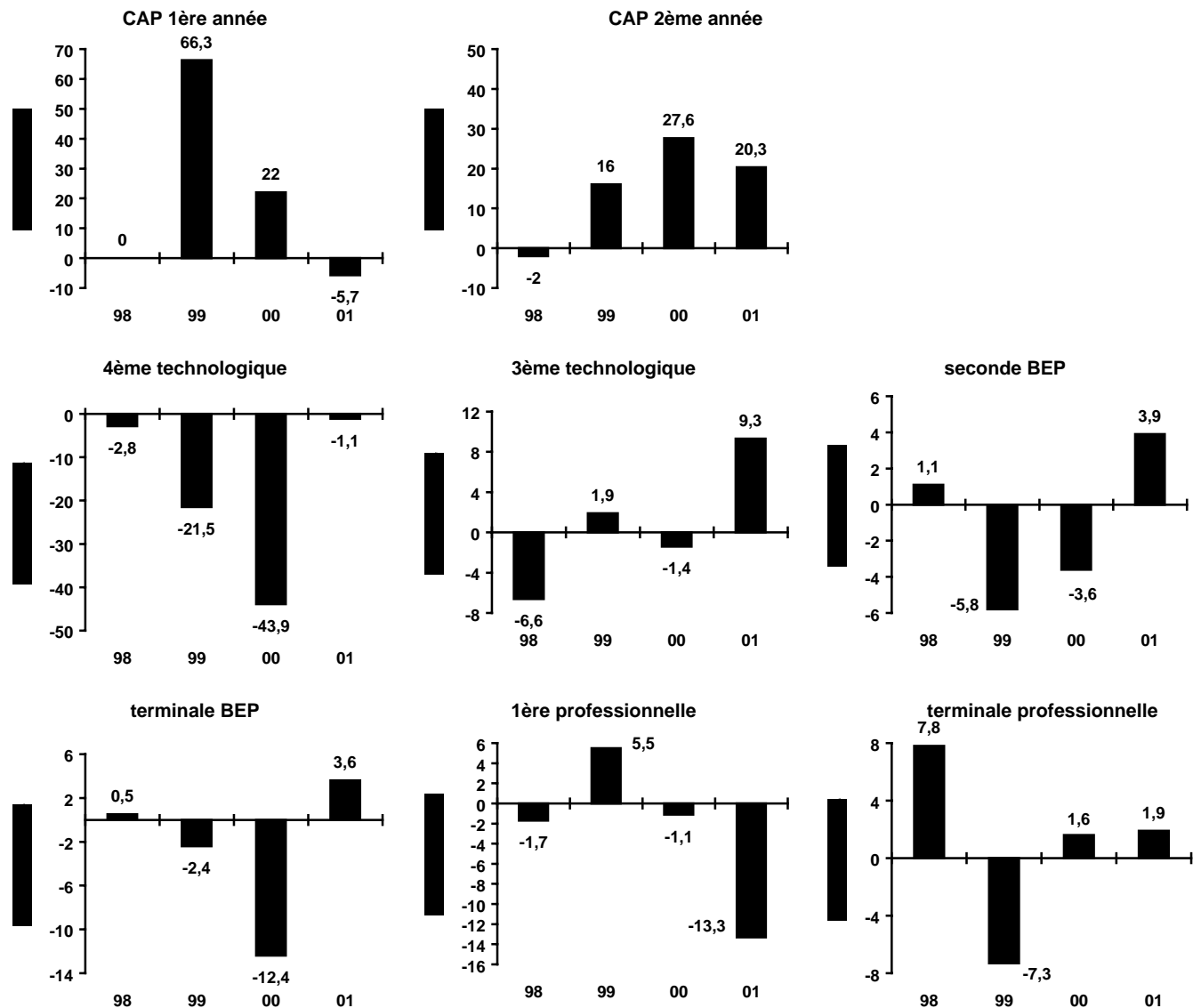


D'après source : Inspection Académique

NB : les dates figurant dans l'ensemble de ces graphiques sont celles de la rentrée scolaire concernée.

³ SEGPA : Section d'Enseignement Général Professionnel Adapté.

Enseignement professionnel



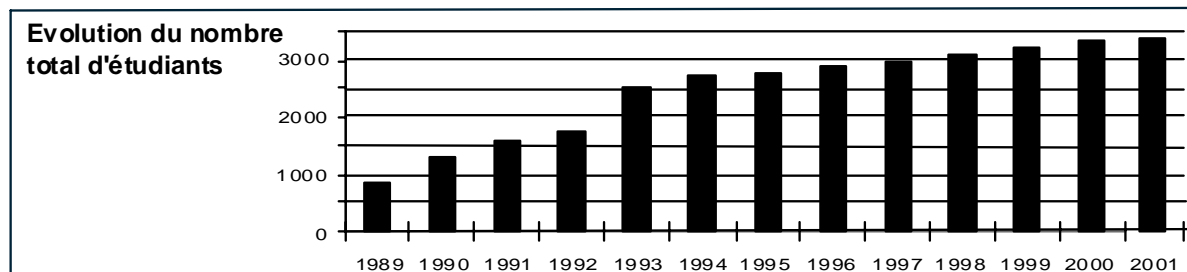
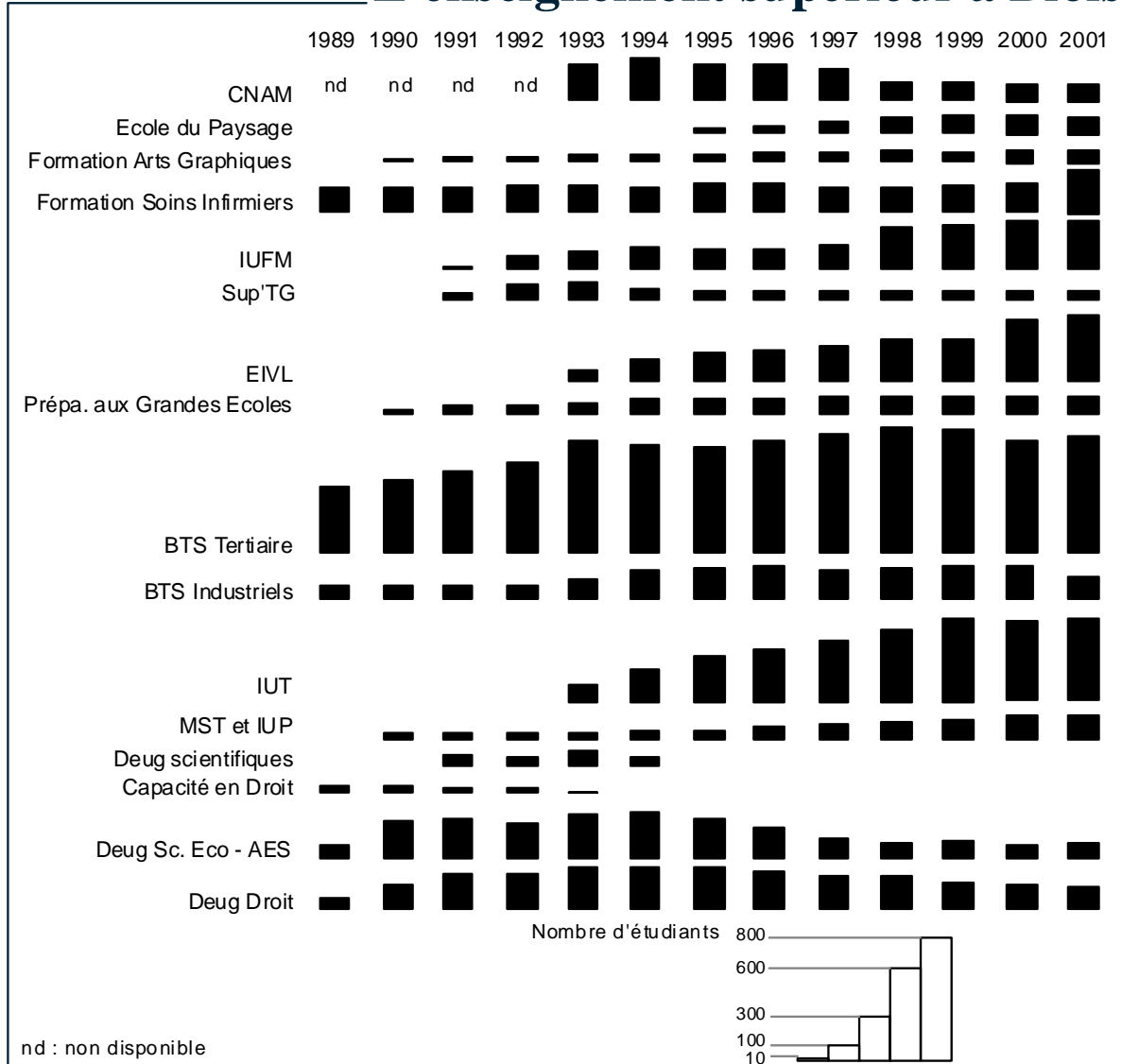
D'après source : Inspection Académique

3 - Près de 3 400 étudiants à Blois

La pente est évidemment plus modeste, mais la tendance reste orientée à la hausse. A la rentrée 2001, le pôle universitaire de Blois compte environ 3 400 élèves dans l'enseignement supérieur. L'IUT et ses quatre départements d'une part, l'IUP et la MST de l'autre semblent avoir atteint leur vitesse de croisière. En revanche l'EIVL engrange toujours de nouveaux étudiants et atteint désormais 430 inscrits. A côté de ce pôle scientifique, il convient de souligner quelques évolutions significatives : les effectifs de l'école de soins infirmiers ont bondi de 44 % en 2001 (à 273) et ceux de l'IUFM sont à leur plus haut niveau (320) ; ces deux filières ont en commun de pouvoir à une pénurie de personnel, immédiate pour les auxiliaires de santé, annoncée pour les professeurs de écoles avec des départs massifs en retraite dans les années à venir. Dans un autre domaine, la formation aux arts graphiques grandit également, lentement mais sûrement, avec un doublement en six ans. Le tassement des effectifs des BTS tertiaires semble avoir été enrayé, mais à l'inverse ceux des BTS industriels enregistrent à leur tour un retrait sensible, avec la perte d'un tiers des élèves en un an.

Graphique 10 : Evolution du nombre d'étudiants

L'enseignement supérieur à Blois



D'après source : Centre de Promotion de l'Enseignement Supérieur de Blois

2

ASPECTS SOCIAUX

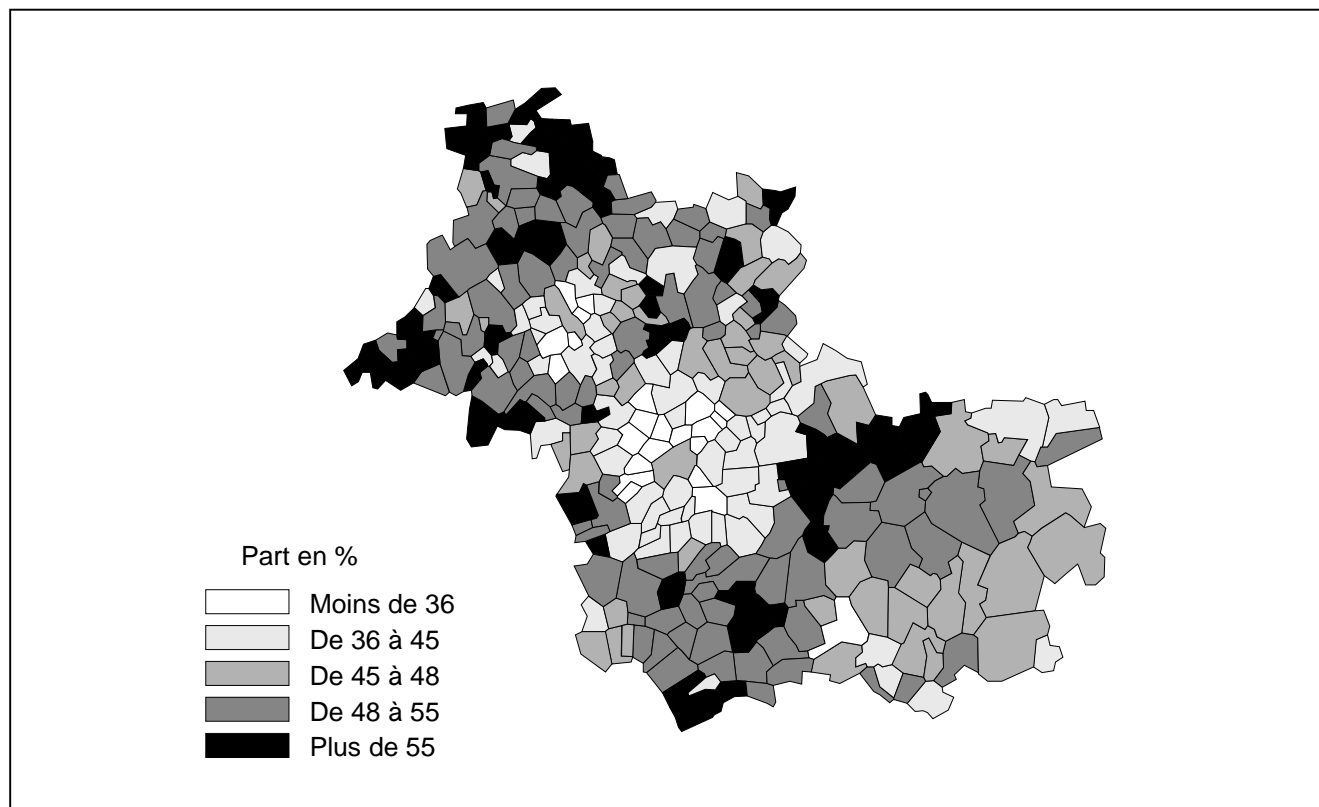
A - LES REVENUS

1 - La hausse des revenus se poursuit sur un bon rythme

En 1999⁴, le revenu moyen des personnes physiques s'est établi en Loir-et-Cher à 91 870 F (14 005 euros), en hausse de 2,3 % en francs courants par rapport à 1998. Grâce à une inflation toujours maîtrisée, cette progression a eu des répercussions très favorables sur la consommation, qui a soutenu l'envolée de l'activité.

Le nombre des foyers soumis à l'impôt sur le revenu a encore augmenté, mais moins qu'en 1998 : + 1 200 contre + 2 000 (+ 0,7 %). Mais ce sont les foyers non imposés qui ont progressé le plus vite (+ 1,4 %) ; leur part, qui avait beaucoup baissé, est donc repartie à la hausse pour atteindre 46,3 %. On reste néanmoins très loin des résultats antérieurs où ils représentaient plus de la moitié des contribuables potentiels. D'ailleurs, leur proportion ne dépasse 60 % que dans 2 communes, contre 6 en 1998 et une vingtaine l'année d'avant.

Carte 3 : Part des foyers non imposés par commune en 1999



D'après source : Direction des Services Fiscaux

⁴ Les données sur les revenus, provenant des déclarations d'impôt, sont connues avec un décalage de 2 ans ; la déclaration se fait en année n+1 et elle est ensuite vérifiée par les Services Fiscaux.

B - LES MINIMA SOCIAUX ⁵

1 - Un recul plus marqué du nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion

Après une première inflexion en 2000, le nombre d'allocataires⁶ du RMI a plus nettement reculé au cours de l'année, repassant sous les 3 600 au 31 décembre 2001. Il convient de préciser néanmoins qu'il a atteint son minimum en octobre (3 553) pour remonter un peu sur les deux derniers mois. Les premières indications pour 2002 montrent que cette tendance s'est malheureusement poursuivie. A fin mars ils sont 3 679, soit au même niveau qu'en juillet 2001. Cet indicateur fait donc preuve d'une grande sensibilité à la conjoncture.

On remarque que le rythme de diminution est plus faible qu'en 2000 pour la région Centre (deux fois moindre) comme pour l'ensemble du pays. L'évolution départementale apparaît donc quelque peu atypique.

Tableau 5 : Nombre d'allocataires du RMI

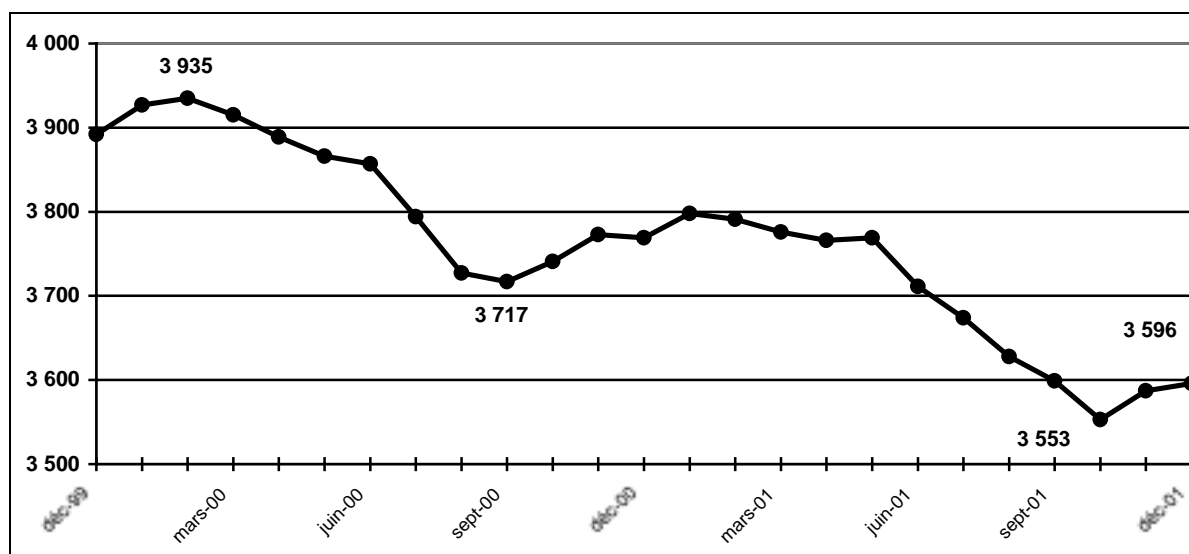
	31/12/2000	31/12/2001	Variation (en %)
Loir-et-Cher	3 769	3 596	- 4,6
Région Centre*	30 342	29 399	- 3,1
France*	965 180	938 459	- 2,8

Sources : CNAF, CAF, MSA

*bénéficiaires

Le montant mensuel moyen de l'allocation s'établit à 2 295 F au 31/12, en hausse de 7,3 % par rapport à décembre 2000.

Graphique 11 : Evolution du nombre d'allocataires du RMI



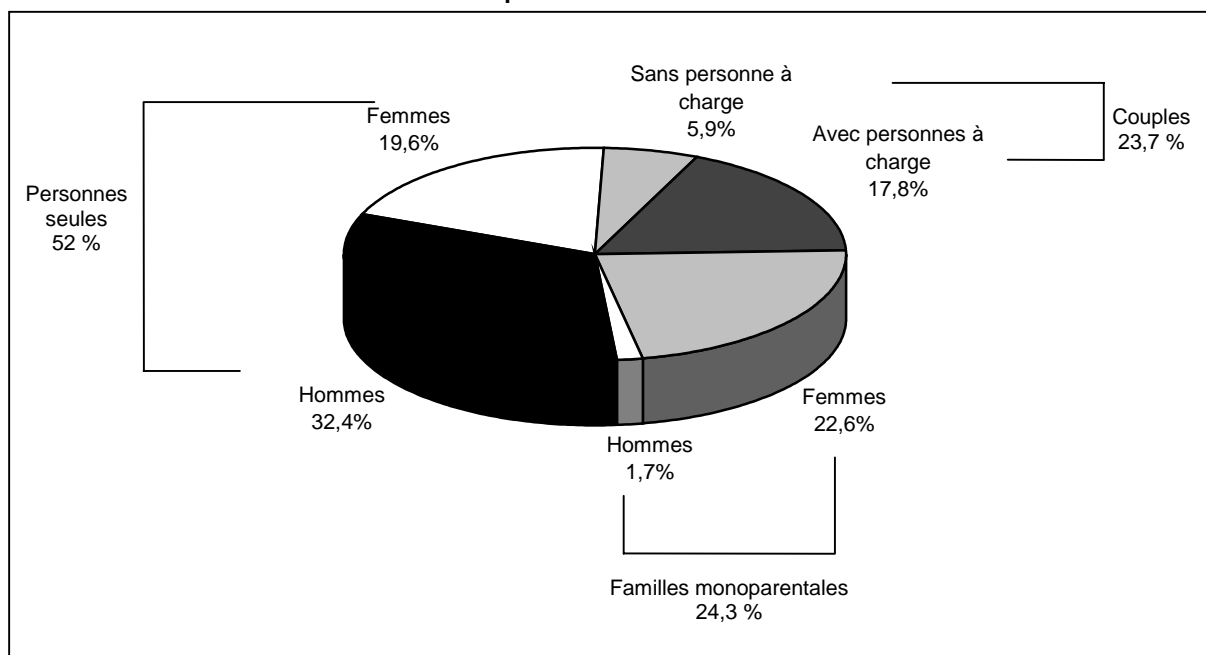
Sources : Caisse d'Allocations Familiales - Mutualité Sociale Agricole

⁵ Les minima sociaux sont gérés par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et par la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

⁶ Les allocataires sont les personnes couvertes par le RMI qui sont réellement payées dans le mois.

L'analyse qui suit ne porte que sur les allocataires relevant de la Caisse d'Allocations Familiales.

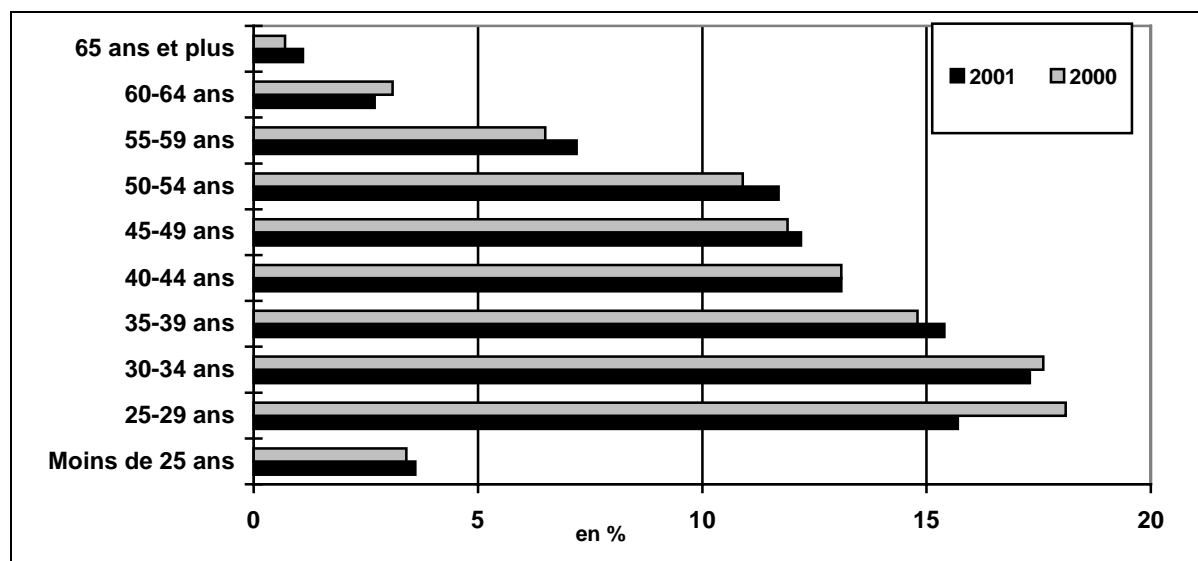
Graphique 12 : Répartition des allocataires du RMI selon la composition familiale au 31/12/2001



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

Dans un contexte général de diminution, on remarque que trois catégories ont au contraire subi une progression du nombre d'allocataires. C'est le cas des familles monoparentales dont le poids s'est ainsi de nouveau accru de 1,4 point, des couples sans enfants et des femmes seules (plus faiblement pour ces dernières). Le plus fort repli concerne à l'inverse les couples avec enfants ou personnes à charge, qui perdent 1 point.

Graphique 13 : Répartition par classe d'âge des allocataires du RMI en Loir-et-Cher



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

Sur la lancée de l'année précédente, l'embellie a profité d'abord aux jeunes et tout spécialement aux 25-29 ans ; leur poids dans l'ensemble des allocataires diminue de 2,4 points en 2001 (après - 3,4 points en 2000). La part des moins de 30 ans s'établit au 31 décembre à 19,3 % contre 21,5 % un an auparavant et 25 % en 1999. Inversement celle des 50 à 59 ans s'accroît, ainsi que le poids des 35-39 ans.

Pour la troisième année consécutive, la Caisse d'Allocations Familiales du Loir-et-Cher a enregistré moins d'ouvertures de droits, 712 contre 765 en 2000. On notera cependant que les nouvelles inscriptions ont été sensiblement plus nombreuses au second semestre qu'au premier.

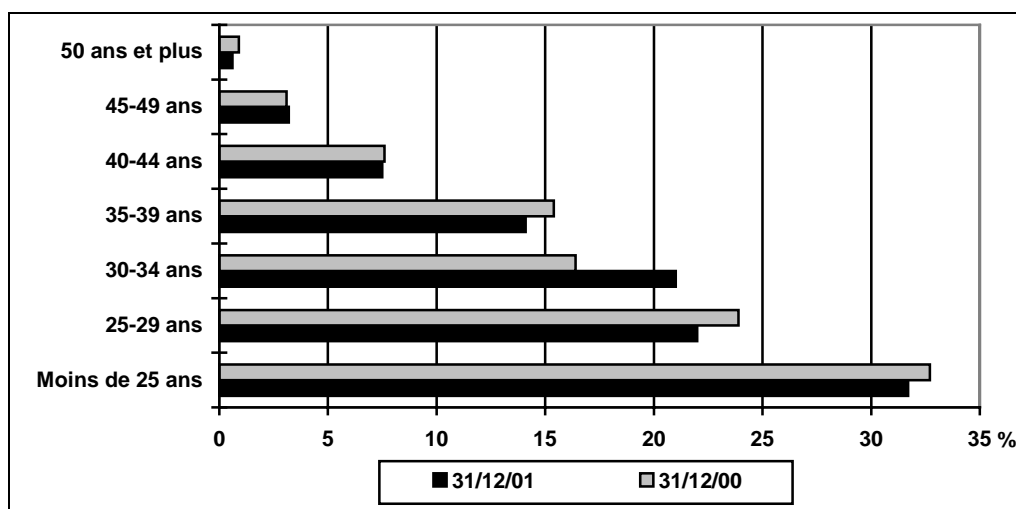
Peu à peu, le nombre des personnes inscrites dans le dispositif depuis longtemps s'amenuise. Ainsi, la part de celles qui sont présentes depuis l'origine jusqu'à fin 1995 est descendue à 27,4 %, contre 31,4 % à la fin de l'année précédente. En revanche, les sorties intervenant dans les mois suivants l'inscription ont été moins importantes : 32,4 % des bénéficiaires entrés dans le dispositif en 2000 ne sont plus présents fin 2001, alors que la situation homologue faisait ressortir un taux de 37 % l'an dernier.

2 - Net recul du nombre de bénéficiaires de l'Allocation de Parent Isolé

La tendance au repli du nombre d'allocataires de l'API relevant de la CAF de Loir-et-Cher amorcée l'an dernier s'est non seulement poursuivie, mais même largement amplifiée. La baisse atteint en effet 12,6 % en 2001, avec 505 allocataires au 31 décembre. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle tranche avec l'augmentation enregistrée tant au niveau régional que national.

Ce mouvement s'accompagne d'une certaine redistribution au niveau des âges : les 30-34 ans, dont le nombre a augmenté, voient leur part rejoindre presque celle des 25-29 ans, qui sont les principaux bénéficiaires du repli sur les deux dernières années.

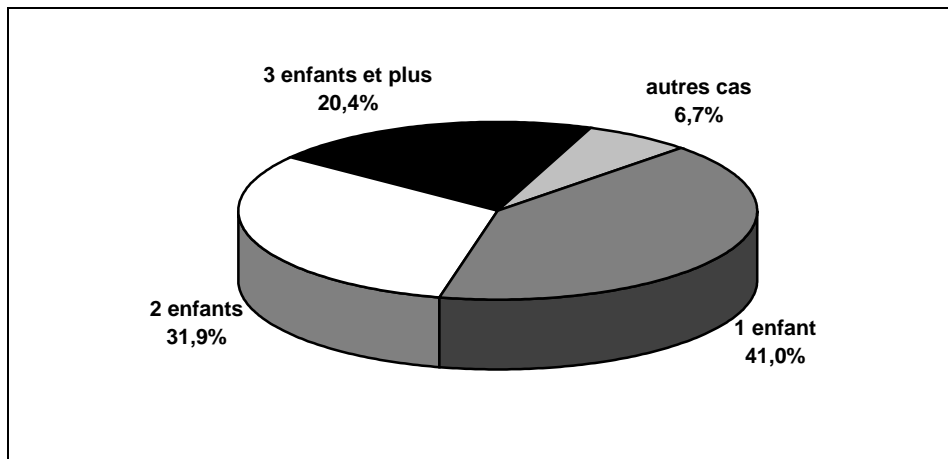
Graphique 14 : Répartition par classe d'âge des allocataires de l'API



D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

Seule la part des familles monoparentales avec trois enfants ou plus est en retrait sensible (- 3 points). Inversement, celle des femmes enceintes (qui compose l'essentiel de la catégorie « autres cas ») progresse de plus de 2 points.

Graphique 15 : Répartition des allocataires de l'API selon la composition familiale au 31/12/2001



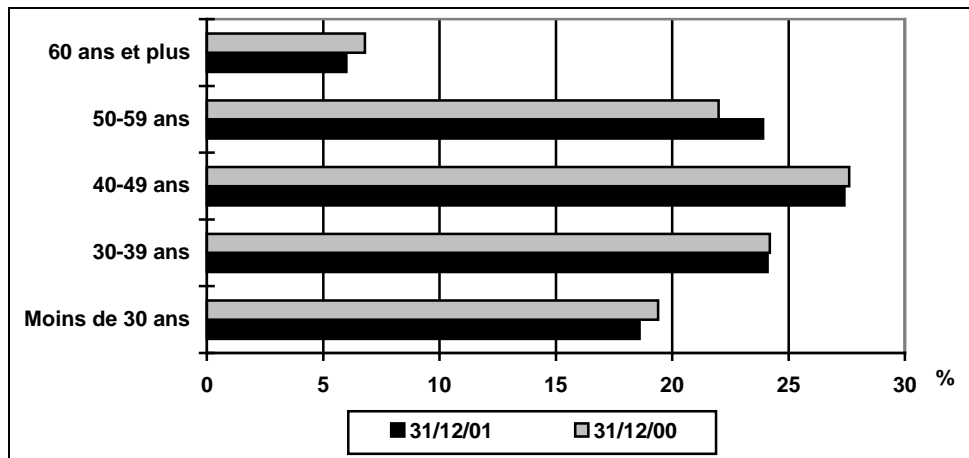
D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

3 – Nouvelle progression du nombre d'allocataires adultes handicapés

Sans doute signe d'une meilleure prise en charge par la société et de la volonté d'une plus grande autonomie, le nombre de personnes percevant l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) est en croissance régulière depuis plusieurs années, tant en Loir-et-Cher que dans le Centre ou en France. En 2001, l'augmentation est de 2,9 % dans le département, avec 2 709 allocataires au 31 décembre.

Les 50-59 ans sont ceux dont la proportion s'accroît le plus, puisqu'ils ont gagné 2,6 points en deux ans, mais les mouvements sont assez peu marqués.

Graphique 16 : Répartition par classe d'âge des allocataires de l'AAH



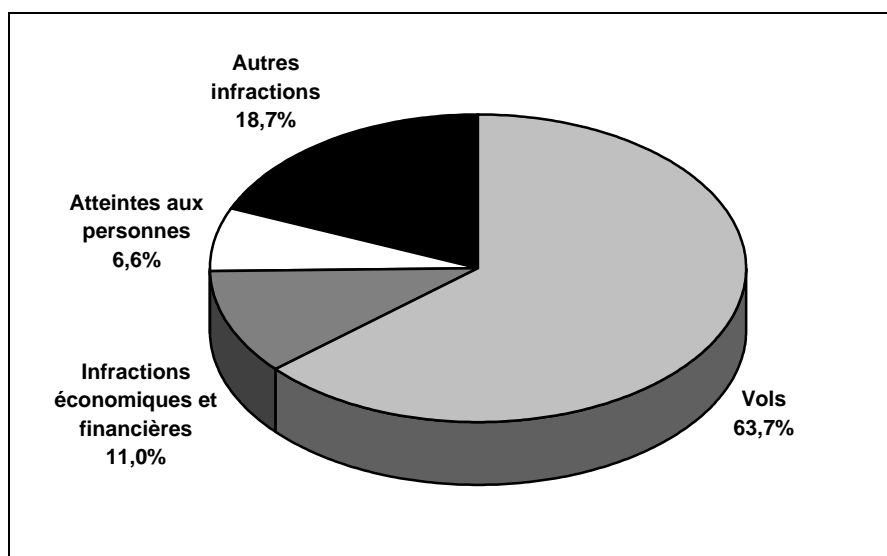
D'après source : Caisse d'Allocations Familiales

C – LA DELINQUANCE EN FORTE HAUSSE

L'ensemble des services de police et de gendarmerie ont constaté 13 614 crimes et délits en Loir-et-Cher en 2001, en augmentation de 7,7 % par rapport à l'année précédente. C'est cependant moins que pour l'ensemble de la région où la progression atteint 9,5 % (Eure-et-Loir + 15,4 %).

Les vols restent de loin les délits les plus fréquents, mais ce sont les atteintes aux personnes qui ont le plus augmenté, + 11,2 %.

Graphique 17 : Répartition par nature des crimes et délits en 2001 en Loir-et-Cher



D'après source : Préfecture de Loir-et-Cher

Les cambriolages, qui représentent 20,5 % de l'ensemble des vols, ont progressé de 32 %. A l'inverse, on observe un recul sensible des vols d'automobiles et de deux roues motorisés, dont le poids reste néanmoins le plus élevé (44 %).

Les atteintes aux mœurs (dont les viols), sont beaucoup plus fréquemment constatés. Cette évolution est sans doute en grande partie liée à un changement des mentalités (ces crimes restaient souvent cachés), mais aussi à un meilleur accueil des plaignants.

Le fait le plus important concerne néanmoins la qualité des personnes mises en cause dans ces infractions. Le nombre de mineurs s'accroît de 21 % sur l'année et ils représentent désormais largement plus d'un quart des délinquants (27,5 %).

D - LES MENAGES CONTINUENT A INVESTIR

1 - Nouvelle progression du marché automobile en Loir-et-Cher

Près de 52 500 véhicules ont été immatriculés en Loir-et-Cher en 2001, soit une augmentation de 3,9 %. Contrairement à l'an dernier, la progression a concerné à la fois les véhicules neufs et ceux d'occasion. Pour ces derniers, le rythme demeure cependant plus élevé. La politique des grands constructeurs tendant à renouveler leurs gammes plus rapidement a sans doute un effet d'entraînement. Les modèles sont de surcroît de mieux en mieux équipés, ce qui ne peut que tenter le consommateur.

L'ensemble du territoire départemental n'est pas logé à la même enseigne. L'arrondissement de Vendôme, où les ménages avaient boudé l'automobile en 2000, opère plus qu'un rattrapage avec une croissance de 14 % des immatriculations, dont + 6,8 % pour les véhicules neufs. Inversement, le bassin de Romorantin-Lanthenay est moins bien orienté en 2001 : baisse de 6,4 %.

Tableau 6 : Evolution du nombre d'immatriculations de véhicules en Loir-et-Cher

	2000	2001	Variation absolue	Variation relative (en %)
Véhicules neufs	12 108	12 287	+ 179	+ 1,5
Véhicules d'occasion	40 354	42 196	+ 1 842	+ 4,6
TOTAL	52 462	54 483	+ 2 021	+ 3,9

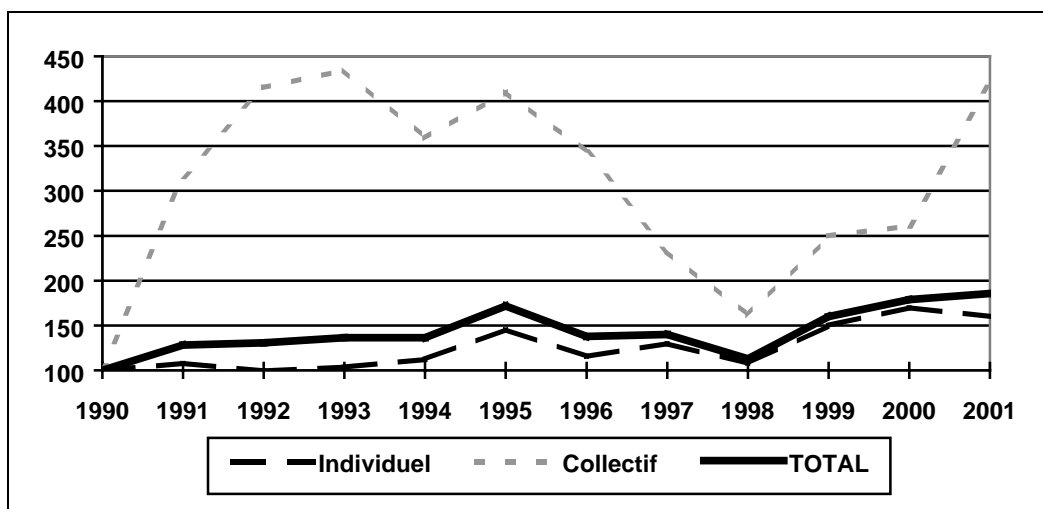
Source : Préfecture

2 - Les logements collectifs prennent le relais

Après deux ans de forte augmentation, la construction de logements individuels s'est un peu tassée avec la mise en chantier de 1 345 nouveaux logements, contre 1 426 en 2000 (- 5,7 %) ; il s'agit néanmoins du deuxième meilleur résultat depuis 1990. De son côté, le logement collectif a confirmé son brusque regain d'intérêt, après il est vrai une longue période d'atonie. L'exercice 2001 a vu la mise en chantier de 386 unités, soit un gain de 61 %. Au total, ce sont 1 731 logements qui ont été mis sur le marché, correspondant à une progression de 3,9 % sur l'année.

Ce mouvement est d'autant plus remarquable qu'il fait écho à une baisse très sensible (- 9,5 %) pour l'ensemble de la région Centre. Ce n'est pas la première fois qu'une telle divergence d'évolution est observée, ce qui tend à prouver une certaine autonomie du marché loir-et-chérien.

Graphique 18 : Evolution du nombre de logements mis en chantier en Loir-et-Cher (base 100 en 1990)

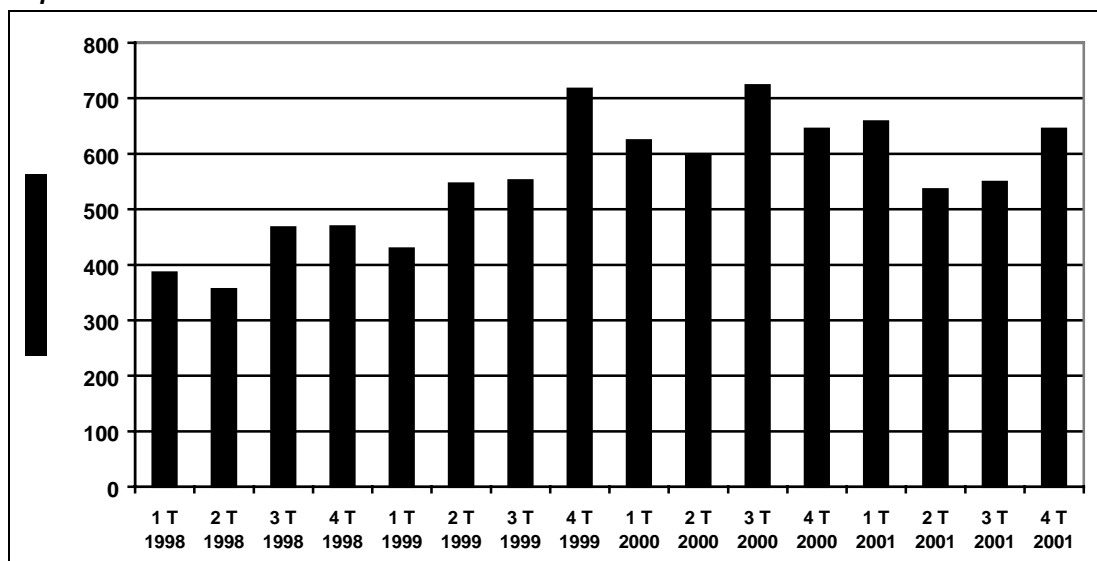


D'après source : DRE - Siclone - Sitadel

Les années fastes semblent derrière nous si l'on en juge par les perspectives que dessinent les nouvelles autorisations. Leur nombre est en effet en baisse assez sensible, surtout pour les logements collectifs. On attend cependant de nouveaux programmes assez prochainement sur Blois dans le cadre de la restructuration des quartiers nord.

Pour autant l'ancien n'est pas délaissé. Les transactions dans l'immobilier ancien ont fait une pause en 2001. Elles étaient en forte croissance depuis 1998 et l'exercice 2000 avait battu tous les records. Le volume d'échange s'est élevé à 364 millions d'euros (près de 2,4 milliards de francs), en repli de 7,8 %. Il ne s'agit pas pour l'instant d'une tendance fermement établie dans la mesure où la fin de l'année est bien orientée après un creux aux deuxième et troisième trimestres.

Graphique 19 : Evolution trimestrielle des transactions dans l'immobilier ancien

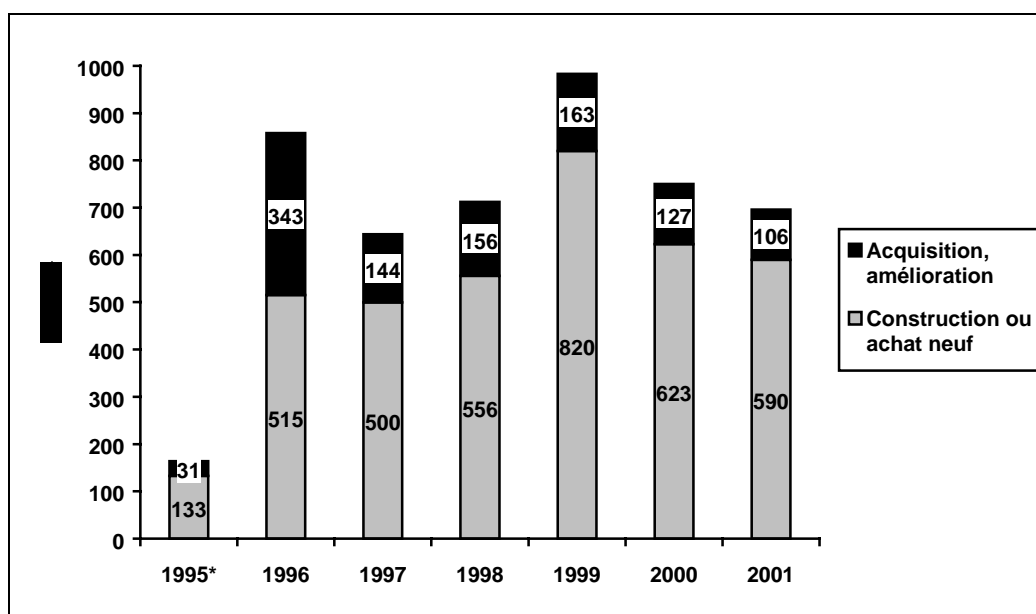


D'après source : Direction des Services Fiscaux

3 - Le prêt à taux zéro moins mobilisé

Après le pic de 1999, les émissions de prêts à taux zéro semblent marquer le pas. En 2001, il en a été délivré 696, soit un recul de 7,2 % en un an. Cette évolution est semblable à celle de la région Centre, alors que pour l'ensemble de la France métropolitaine, la diminution atteint près de 10 %. Le PTZ reste mobilisé essentiellement pour le financement d'un logement individuel (99 % en Loir-et-Cher, 90 % en France), et en particulier la construction d'une maison (83 %, part inchangée). Les projets d'acquisition-amélioration sont de moins en moins nombreux, atteignant leur plus faible volume depuis la création du PTZ.

Graphique 20 : Nombre de prêts à taux zéro accordés depuis la création du dispositif



D'après source : ADIL – SGFGAS

* : un trimestre

Le montant moyen du prêt atteint 15 440 € en 2001 ; il est inférieur de 3,8 % à la moyenne nationale. Il représente environ 17 % du coût de l'opération qui s'élève en moyenne à 92 000 €. Celui-ci croît régulièrement depuis 1995 avec la progression des prix de l'immobilier.

Les emprunteurs sont toujours plus jeunes. Les 25/35 ans restent très nettement majoritaires, mais leur proportion a diminué de 66 % à 60 %, tandis que celle des moins de 25 ans a progressé de 6 % à 11 %. Parallèlement, la part des ménages composés de 1 ou 2 personnes croît régulièrement ; ils sont 39 % des bénéficiaires en 2001 contre 35 % l'an dernier et 29 % en 1997.

E - SURENDETTEMENT DES MENAGES : LA BAISSSE SE POURSUIT

La décrue amorcée en 2000 s'est poursuivie, de surcroît sur un rythme un peu plus soutenu : - 7,7 % au lieu de - 6,1 %. La commission de surendettement a enregistré en 2001 le dépôt de 622 dossiers, contre 674 l'année précédente. La même tendance a été observée en région Centre et dans l'ensemble de la France, alors que dans les deux cas, il y avait encore progression en 2000. L'Eure-et-Loir (+ 7,7 %) et l'Indre (+ 2,7 %) ne profitent pas de cette embellie.

Le repli des deux derniers exercices reste néanmoins insuffisant pour gommer les très fortes hausses antérieures ; en 2001, on est encore au-dessus des niveaux de 1998.

Le taux d'irrecevabilité a lui aussi diminué, passant de 11 % à 8 %.

Tableau 7 : Evolution du nombre de dossiers de surendettement déposés

	1998	1999	2000	2001	Variation 2000/2001 (en %)
Loir-et-Cher	546	718	674	622	- 7,7
Région Centre	5 801	6 704	6 867	6 470	- 5,7
France	117 824	142 449	148 408	137 882	- 7,1

Source : Banque de France

Le taux de succès lors de la négociation amiable des mesures d'apurement des dettes s'établit à 69,5 %. Il est inférieur de 2 points à celui de l'an dernier. L'ensemble des taux national, régional et départemental se sont très nettement rapprochés ; l'écart entre le plus fort et le plus faible est de 1,4 point, contre près de 8 points en 1999. Rappelons toutefois que cet indicateur a perdu une partie de sa pertinence avec la Loi sur la lutte contre l'exclusion qui permet un effacement des dettes dans les cas les plus difficiles.

Le nombre de dossiers traités en phase de recommandation, qui est ouverte à la demande du débiteur lorsque aucun accord n'a pu être trouvé en phase amiable, est de nouveau en augmentation. La commission en comptabilise 149 en 2001 contre 138 en 2000. Les cas de contestations des mesures proposées sont en revanche un peu moins nombreux en proportion : 12 % contre 15 %.

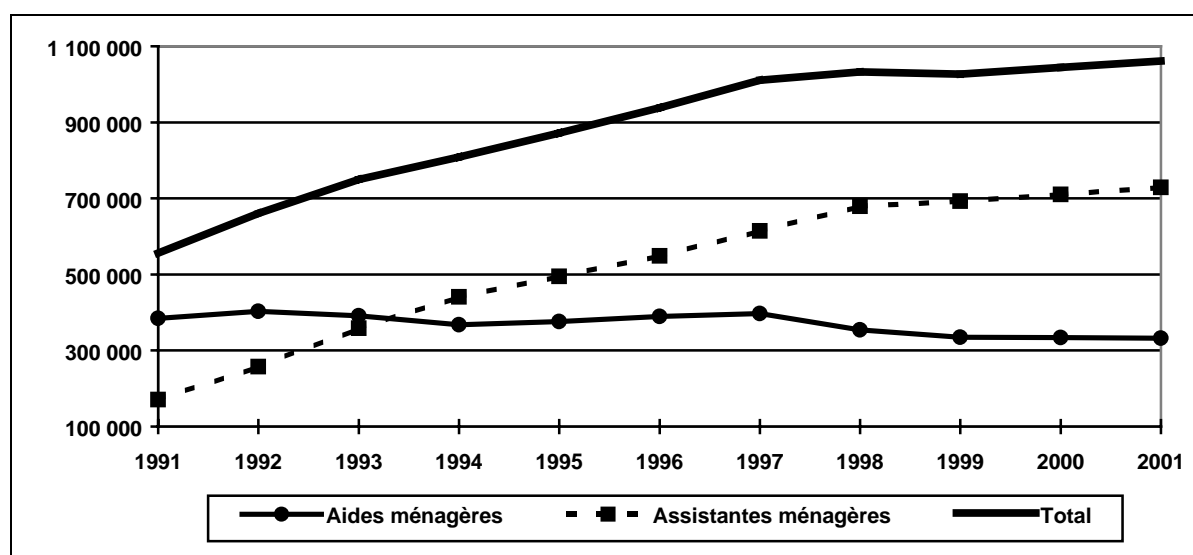
F - L'AIDE A DOMICILE AUX PERSONNES AGEES

1 - Services d'aides à domicile et emplois familiaux

Le secteur de l'aide à domicile pour personnes âgées géré par l'Association de Services à Domicile 41 (ASD 41)⁷ se compose de deux services, le service prestataire (prise en charge par les caisses de retraite, les mutuelles ou l'aide sociale – aides ménagères) et le service mandataire (particuliers employeurs – assistantes ménagères). L'écart entre les deux ne cesse de s'agrandir. En effet, le premier diminue régulièrement et a encore perdu 0,4 % en 2001, avec 332 459 heures travaillées, tandis que le second progresse constamment ; cette année, il a représenté 728 833 heures, soit + 2,6 %. Le nombre des bénéficiaires est néanmoins en hausse dans les deux cas : 3 567 (+ 0,9 %) pour les prestataires et 3 725 (+ 1,7 %) pour les mandataires.

Au total, l'aide à domicile auprès des personnes âgées se développe, non seulement en raison du vieillissement de la population, mais aussi parce que les pratiques sociales tendent à maintenir les aînés le plus longtemps possible dans leur univers familial. Ainsi, le nombre d'heures réalisées dans ce cadre a plus que doublé depuis 1990.

Graphique 21 : Evolution du nombre d'heures de travail



D'après source : Association de Services à Domicile (ASD 41)

2 - Services de soins infirmiers à domicile

L'Association a bénéficié de financements pour 14 places supplémentaires en 2001. Les 10 services de soins infirmiers à domicile gérés par ASD 41 (il y en a 15 en Loir-et-Cher), ont donc accru leurs interventions : 78 838 heures de travail ont été effectuées (+ 3,9 %) auprès de 591 personnes, soit 65 de plus. Néanmoins, toutes les capacités n'ont pas été utilisées, l'Association se heurtant de plus en plus à des difficultés de personnel : d'un côté, beaucoup de départs définitifs ou de congés longue durée, d'autre part pénurie de candidats. Elle est amenée en conséquence à pourvoir des postes d'aides-soignantes avec des salariées non titulaires des diplômes requis.

⁷ En 2002, La Fédération ADMR a repris l'ensemble des prestations fournies par ASD 41 qui a été dissoute. Le bilan 2001 est néanmoins celui de cette dernière association.

3

L'ACTIVITE ECONOMIQUE

A – LA VIE DES ENTREPRISES ET DES ETABLISSEMENTS

1 - Les mouvements d'entreprises s'amplifient

Les données définitives de la Chambre de Commerce et d'Industrie pour l'an 2000 font état de 1 013 immatriculations et 985 radiations d'entreprises au Registre du Commerce et des Sociétés, en progression sensible par rapport à 1999. Selon les données provisoires, cette tendance à une croissance du nombre des mouvements se serait poursuivie en 2001. Mais malheureusement pas au même rythme suivant la catégorie. On compterait en effet 1 046 immatriculations (dont plus de la moitié de créations pures), soit 33 de plus en un an. Dans le même temps, les radiations auraient bondi de 121 unités pour s'établir à 1 106, dont 42 % de disparitions effectives. Le commerce et les services aux entreprises seraient les principaux responsables de cette brusque remontée.

Le solde apparaîtrait en conséquence de nouveau négatif, de 60 unités. Sur les quatre dernières années, il n'aura été positif qu'en 2000 (+ 28). La construction échapperait à la règle avec un excédent confortable de 34 entreprises. Dans toutes les autres activités on observe un amenuisement du stock. S'il s'agit d'une confirmation pour le commerce et l'industrie depuis 1997, c'est en revanche une rechute pour les services aux entreprises après un solde très positif en 2000 (+ 31) et une nouveauté pour les hôtels - cafés - restaurants dont le déficit serait important (30 unités).

Tableau 8 : Immatriculations et radiations d'entreprises ressortissantes de la CCI de Loir-et-Cher

	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2000	2001*	Variation	2000	2001*	Variation	2000	2001*
Agriculture	44	50	+ 6	32	47	+ 15	+ 12	+ 3
Industrie	107	100	- 7	120	121	+ 1	- 13	- 21
Construction	82	97	+ 15	54	63	+ 9	+ 28	+ 34
Tertiaire	780	799	+ 19	779	875	+ 96	+ 1	- 76
<i>dont Commerce</i>	333	395	+ 62	374	432	+ 58	- 41	- 37
<i>Hôtels-café-restaurants</i>	141	109	- 32	133	139	+ 6	+ 8	- 30
<i>Transports</i>	39	31	- 8	41	40	- 1	- 2	- 9
<i>Services aux entreprises</i>	195	192	- 3	164	196	+ 32	+ 31	- 4
<i>Services collectifs, santé</i>	72	72	0	67	68	+ 1	+ 5	+ 4
Total	1 013	1 046	+ 33	985	1 106	+ 121	+ 28	- 60

Source : CCI de Loir-et-Cher

* provisoires

Les difficultés des entreprises

Malgré une conjoncture moins favorable, les dépôts de bilan n'ont pas connu de regain trop important. Le nombre des procédures de redressement judiciaire ouvertes par les tribunaux de commerce du Loir-et-Cher est même de nouveau en diminution, 78 en 2001, contre 83 l'année précédente. Celui des liquidations judiciaires immédiates est en revanche à la hausse, avec 106 jugements de ce type ; si l'on en compte autant qu'en 2000 pour Blois-Vendôme (75), il y en a eu 31 pour Romorantin-Lanthenay, contre 19 un an plus tôt.

2 - La dégradation est générale

Aucune zone d'emploi n'a été épargnée par la recrudescence du nombre de radiations. On enregistrerait malgré tout une bonne progression des immatriculations dans celle de Romorantin. C'est en Vendômois que les soldes seraient les plus négatifs en 2001, alors que dans la zone de Blois, le déficit resterait limité.

Tableau 9 : Immatriculations et radiations d'entreprises par zone d'emploi

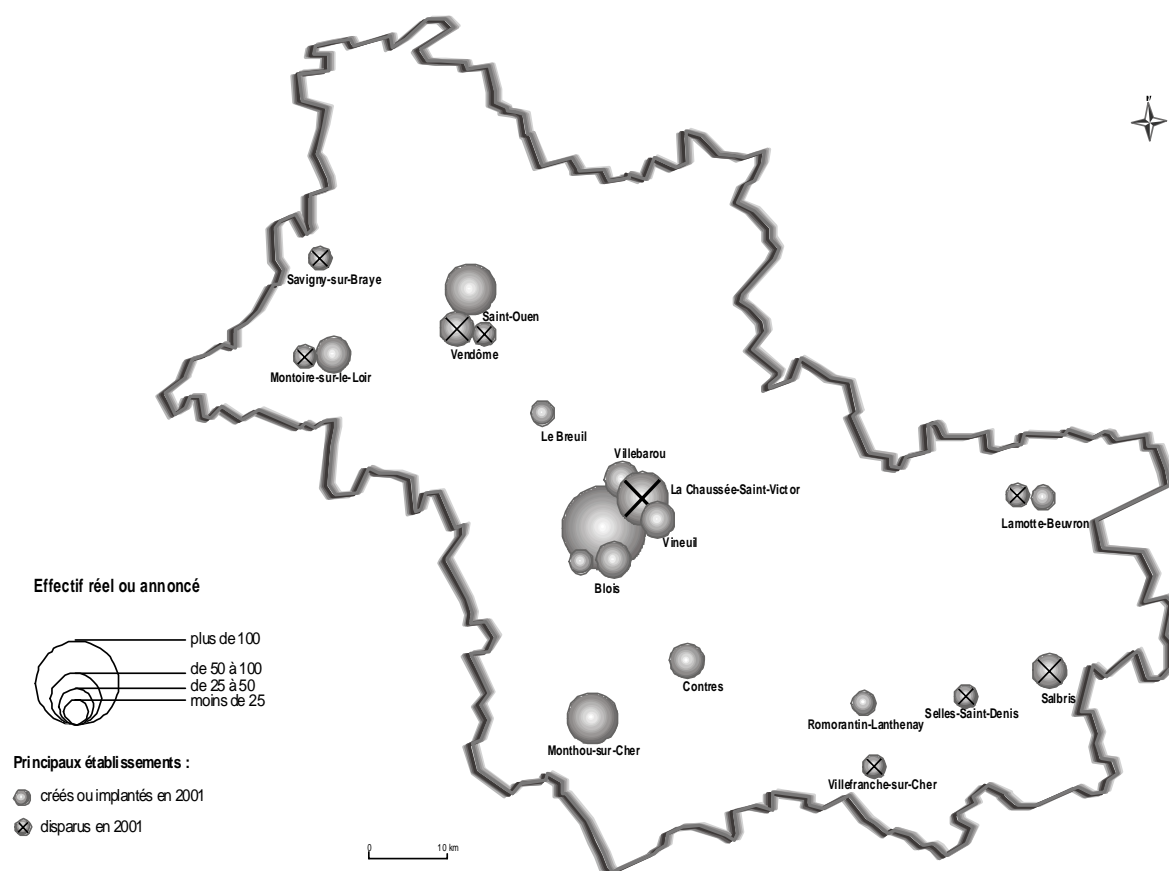
Zones d'emploi	Immatriculations			Radiations			Solde	
	2000	2001*	Variation (%)	2000	2001*	Variation (%)	2000	2001*
Blois	591	605	+ 2,4	527	614	+ 16,5	+ 64	- 9
Vendôme	198	206	+ 4,0	213	244	+ 14,6	- 15	- 38
Romorantin	228	250	+ 9,6	239	264	+ 10,5	- 11	- 14
Total ⁸	1 017	1 061	+ 4,3	979	1 122	+ 14,6	+ 38	- 61

Source : CCI de Loir-et-Cher

* provisoires

3 - Entreprises implantées ou disparues en 2001

Carte 4 : Localisation des principales entreprises implantées ou disparues en 2001



D'après sources : CCI de Loir-et-Cher, ADELEC

⁸ Le total par zone d'emploi peut être différent de celui par activité dans la mesure où cette dernière n'est parfois pas renseignée. De même, le nom de la commune peut faire défaut.

Tableau 10 : Principaux établissements et entreprises créés ou implantés en 2001

Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
VICTORIA LINE	Blois	Centre d'appels	300 prévus
SARL ATELIERS MONTHOLIENS MAROQUINERIE	Monthou-sur-Cher	Fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie	61
SA LYONNAISE DES EAUX FRANCE	Saint-Ouen	Captage, traitement et distribution d'eau	55
SA DECATHLON	Villebarou	Commerce de détail d'articles de sport et de loisir	36
SARL SEGA	Vineuil	Travail intérimaire	34
LHOTELLIER REVETEMENTS ANTI- ADHERENTS	Contres	Fabrication de pièces techniques en matières plastiques	30
SARL PANTALON ET COMPAGNIE	Montoire-sur-le-Loir	Fabrication de vêtements	28
SA MARCO POLO FOODS	Contres	Plats préparés à base de poisson	26
SA PARKER HANNIFIN	Blois	Commerce de gros de fournitures et équipements industriels divers	24
SA DECATHLON	Romorantin-Lanthenay	Commerce de détail d'articles de sport et de loisir	18
SAUPER AVIATION	Le Breuil	Fabrication de cellules aéronefs	16
ALIZE EMBALLAGE	Lamotte-Beuvron	Fabrication d'étiquettes	15

Sources : CCI de Loir-et-Cher, ADELEC

Si les projets portés par l'ADELEC et ses partenaires ont été un peu moins nombreux en 2001 qu'en 2000, leur taille est de toute première importance, ainsi que leur impact prévisible sur le tissu économique du Loir-et-Cher. Sur les 6 implantations qui se sont concrétisées, 2 possèdent en effet une ampleur remarquable : VICTORIA LINE à Blois est un centre d'appels qui pourrait créer à terme 300 emplois ; la GENERALE DE LOGISTIQUE à Mer (projet subordonné à la réalisation du Parc d'activités des Portes de Chambord) devrait atteindre pour sa part les 200 salariés. L'arrivée de SAUPER AVIATION au Breuil conforte par ailleurs l'aérodrome comme pôle d'activités spécialisé dans le domaine aéronautique, de même que MARCO POLO FOODS renforce la vocation agroalimentaire du pôle de Contres.

Du côté des disparitions, force est de constater que la confection est une nouvelle fois sur la sellette avec trois nouvelles fermetures, dont les établissements LYSMA à La Chaussée-Saint-Victor qui employaient plus de 80 salariés.

Tableau 11 : Principaux établissements ou entreprises disparus en 2001

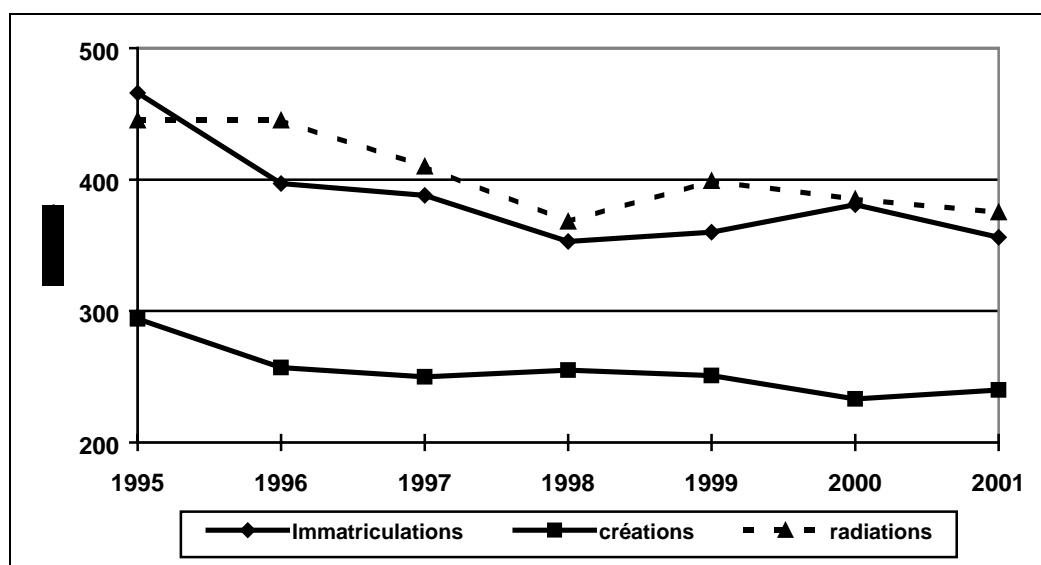
Nom de l'entreprise	Commune	Activité	Effectif
SARL LYSMA (Pilleau)	La Chaussée-St-Victor	Fabrication de vêtements	85
SARL VANNIER EXPANSION	Salbris	Fabrication de vêtements	40
SA SICAVYL	Vendôme	Production de viandes de boucherie	38
SARL THERMO FORMAGE TABLETTERIE	Lamotte-Beuvron	Fabrication de présentoirs	19
SARL LEO	Montoire-sur-le-Loir	Fabrication de vêtements	19
SARL LE CHATEAU DE MONTIFAUT	Selles-St-Denis	Accueil des personnes âgées	15
SA VENOT AUTOMATION	Villefranche-sur-Cher	Fabrication de machines-outils à métaux	14
SA MALEYRAN	Savigny-sur-Braye	Mécanique générale	11
SARL GENTY ANDRE	Vendôme	Préparation industrielle de produits à base de viande	11

Source : CCI de Loir-et-Cher

4 - L'artisanat de nouveau malmené

Après deux ans de légère reprise, le nombre des immatriculations artisanales est de nouveau en baisse en 2001. La Chambre de Métiers en a enregistré 356, soit 25 de moins. Les créations pures résistent bien cependant, puisqu'elles sont supérieures de 7 unités. La décrue se poursuit également pour les radiations, mais sur un rythme peu soutenu (375, - 10). Le solde négatif, très limité l'an dernier, s'est en conséquence creusé à nouveau avec un déficit de 19 artisans.

Graphique 22 : Evolution du nombre d'immatriculations et de radiations d'entreprises artisanales



D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

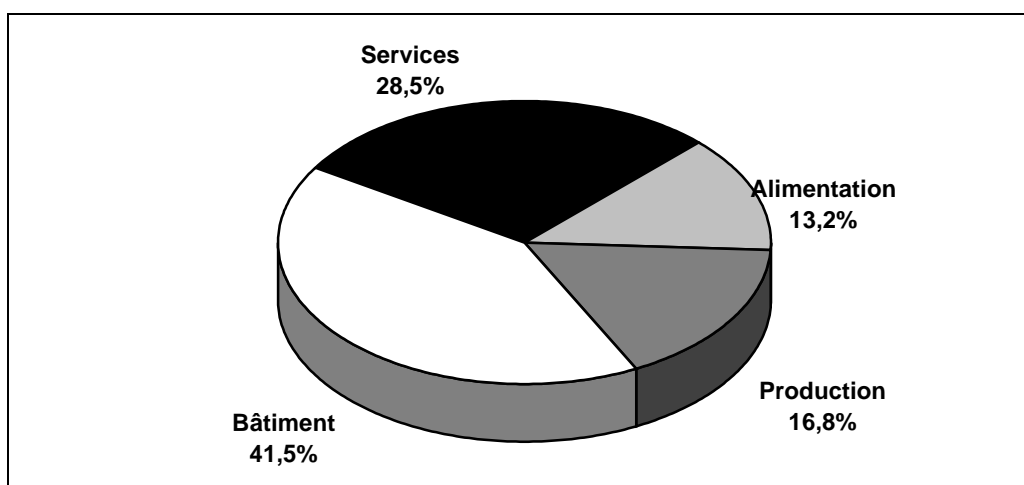
Le stock d'entreprises artisanales s'est contracté de 0,4 % sur douze mois. L'alimentation et la production ont subi des reculs bien supérieurs (entre 2 et 3 %). La construction est le seul secteur qui tire encore une fois son épingle du jeu ; il en résulte logiquement un nouvel accroissement de son poids dans la structure de répartition des entreprises artisanales : plus d'un point supplémentaire en un an (41,5 % du total). En fait, les tendances ne font que se renforcer. Ces mouvements traduisent une mutation en profondeur du tissu économique, le statut artisanal semblant moins bien correspondre aux nouvelles activités qui se développent, que ce soit dans le domaine de la production ou celui des services.

Tableau 12 : Evolution du nombre d'entreprises par secteur d'activité

Secteurs	Stock d'entreprises					Evolution 97/01
	1997	1998	1999	2000	2001	(en %)
Alimentation	656	651	636	624	606	- 7,6
Production	804	804	801	789	770	- 4,2
Bâtiment	1 850	1 846	1 840	1 866	1 901	+ 2,8
Services	1 350	1 344	1 329	1 323	1 306	- 3,3
TOTAL	4 660	4 645	4 606	4 602	4 583	- 1,7

D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

Graphique 23 : Répartition des entreprises artisanales par grands secteurs d'activités en 2001

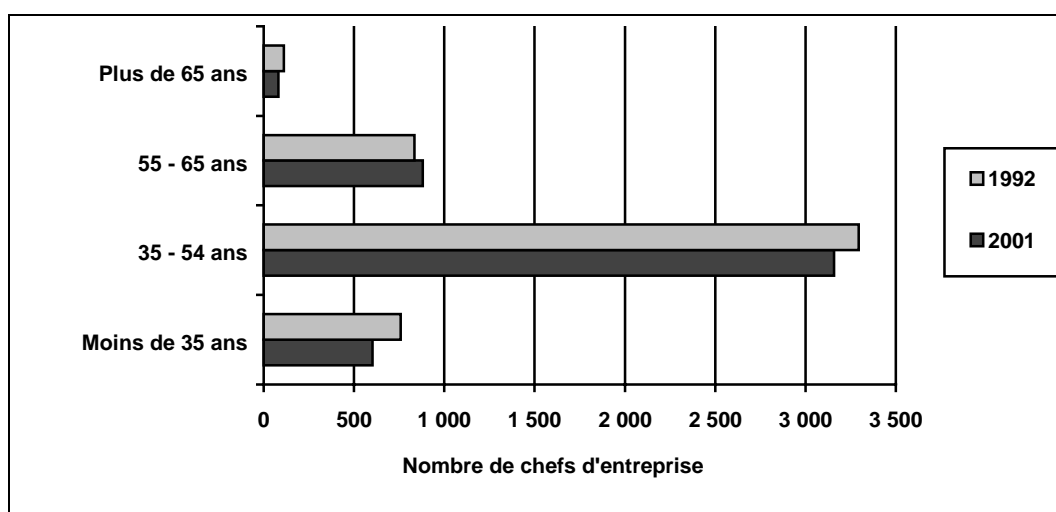


D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

Le vieillissement des chefs d'entreprises artisanales recommence à s'accroître

L'artisanat est également confronté à un problème de renouvellement. Dans certaines activités, les transmissions sont peu nombreuses. Le mouvement général de vieillissement qui semblait avoir été freiné en 2000 s'est accentué à nouveau cette année. La part des moins de 35 ans est revenue sous les 13 %, alors qu'elle était supérieure à 15 % en 1992. Celle des 35-54 ans s'étoffe un peu, mais dans le même temps, la part des 55-65 ans a gagné 2 points et approche aujourd'hui les 19 %. On peut ajouter que parmi les nouvelles immatriculations, à peine plus d'un tiers des nouveaux chefs d'entreprise avait moins de 35 ans en 2001.

Graphique 24 : L'âge des chefs d'entreprise artisanale



D'après source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

5 - Un peu plus d'apprentis

Après deux années consécutives de reflux, le nombre d'apprentis s'est légèrement redressé. Le bâtiment et le secteur des métaux sont à l'origine de cette amélioration, alors que la chute s'accélère encore dans l'alimentation qui a perdu 38 apprentis après les 30 de l'an dernier. Les organismes sont d'ailleurs pessimistes pour ce secteur qui attire de moins en moins de candidats.

Tableau 13 : Evolution du nombre de contrats d'apprentissage en cours

Année	1997	1998	1999	2000	2001
Alimentation	295	292	296	266	228
Bâtiment	567	598	587	586	606
Métaux	261	261	240	251	274
Services	135	133	126	122	141
Autres	163	168	169	179	174
TOTAL	1 421	1 452	1 418	1 404	1 423

Source : Chambre de Métiers de Loir-et-Cher

L'année 2001 marque incontestablement une rupture avec la tendance antérieure de progression des effectifs présentés aux examens. A la session 2001, le CFA de la Chambre de Métiers en a présenté 564 (- 8,4 %) et celui du bâtiment 336 (- 7,7 %). La baisse est entièrement imputable aux candidats en CAP et BEP, ceux concourant pour un Bac Pro ou un BTS étant chaque année plus nombreux. On remarque par ailleurs un fléchissement du taux de réussite pour le CFA des Métiers ; le recul est globalement de 3,5 points, mais il atteint 10 points pour les Bac Pro et Brevets Professionnels. Inversement, les résultats se sont améliorés dans le bâtiment avec près de 5 points de plus.

Tableau 14 : Taux de réussite des apprentis aux examens en 2001

	Nombre de candidats	Taux de réussite (%)
CFA Chambre de Métiers		
CAP et BEP	435	66,0
Bac Pro et BP	101	65,3
BTS	28	64,3
sous-total	564	65,8
CFA du bâtiment		
CAP	309	71,8
BP	27	81,5
sous-total	336	72,6
TOTAL	900	68,3

Sources : Chambre de Métiers et AFORPROBA

B - LE NIVEAU D'ACTIVITE DES ENTREPRISES

1 - Des chiffres d'affaires toujours en hausse

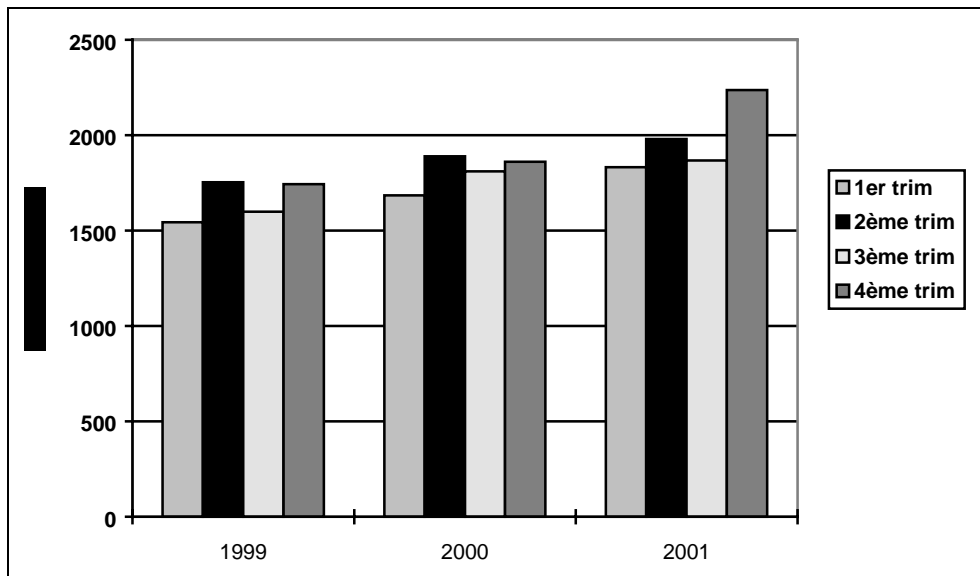
Les chiffres d'affaires des entreprises, mesurés par les Services Fiscaux, ont établi un nouveau record en 2001. Avec un montant global de 7,9 milliards d'euros, ils s'inscrivent en progression de 9,3 % (l'inflation n'étant pas prise en compte), après une croissance presque équivalente en 2000. Ce résultat est obtenu grâce en particulier à un quatrième trimestre tout à fait exceptionnel, supérieur de 20 % tant au trimestre précédent qu'à la même période de l'an 2000.

De même, les enquêtes réalisées par l'Observatoire (Baromètre de Conjoncture Sociale⁹ et enquêtes trimestrielles) indiquent que l'activité est restée très soutenue en Loir-et-Cher, malgré les vents contraires, s'inscrivant en hausse dans la moitié des établissements et même fortement dans un sur cinq.

Le Bâtiment a conservé un fort dynamisme, les services ont fait preuve d'une vitalité accrue et le commerce de gros a confirmé sa bonne orientation. L'industrie, quoiqu'un peu en retrait, était encore sur une pente réellement positive.

⁹ Enquête réalisée au mois de novembre auprès d'un échantillon de 120 entreprises du département, en partenariat avec, l'ADELEC, le MEDEF 41 et ADECCO. Résultats publiés dans Chronic Echo n°33 - décembre 2001.

Graphique 25 : Chiffres d'affaires des entreprises



Source : Direction des Services Fiscaux¹⁰

L'enquête rapide de fin d'année réalisée par la Banque de France dans l'industrie fait état de tendances similaires ; elle souligne en outre que la progression des chiffres d'affaires serait plus forte dans les PME que dans les grandes entreprises. Quasiment toutes les branches ont suivi le mouvement, à l'exception des industries agroalimentaires. Il convient néanmoins de préciser que cette année, l'échantillon était sensiblement amoindri avec 86 réponses exploitables contre 118 en 2000.

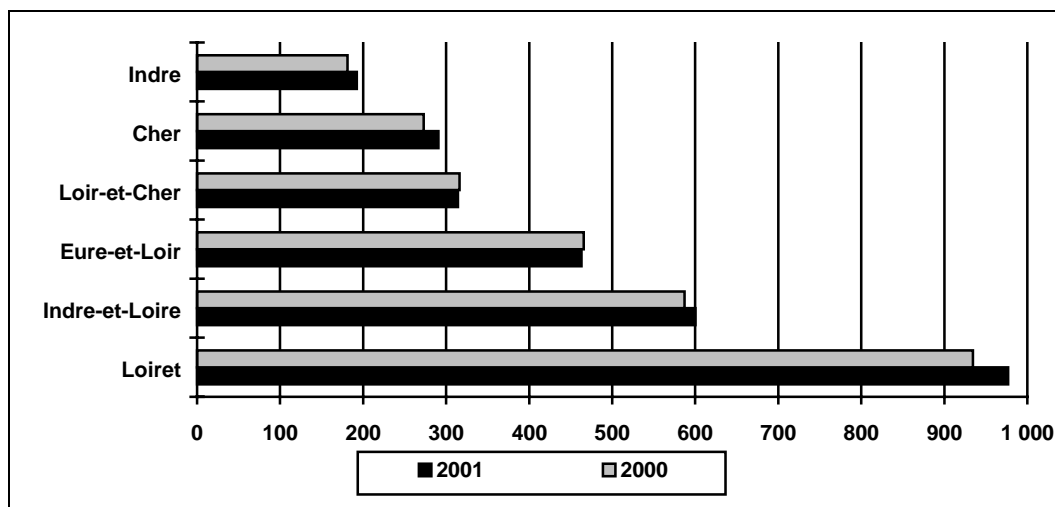
Les capacités financières des sociétés industrielles du Loir-et-Cher se sont en revanche de nouveau réduites dans les grandes unités. Les facteurs mis en exergue en 2000 sont toujours valables : hausse de certaines charges d'exploitation dans un contexte d'activité en forte croissance (sous-traitance, intérim...), pression sur les prix dans un environnement très concurrentiel. Les PME semblent avoir pu maintenir des marges de meilleur niveau à la faveur de nouveaux gains de productivité.

2 - La baisse des recettes de TVA en Loir-et-Cher contraste avec la tendance générale

Après la pause de l'an dernier, imputable à la baisse du taux normal de TVA, les recettes collectées en région Centre ont repris leur progression en 2001. Leur montant global s'élève à 2,84 milliards d'euros, en hausse de 2,9 %. Cette évolution est légèrement supérieure au résultat national (+ 2,4 %). Ce n'est pas le cas en Loir-et-Cher, où l'on enregistre une baisse de 0,6 %, pour un montant collecté de 314,3 millions d'euros, ni en Eure-et-Loir, tandis que dans tous les autres départements les recettes augmentent, la palme revenant au Loiret (+ 4,6 %).

¹⁰ Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la TVA (CA supérieurs à 762 245 € pour des entreprises réalisant des achats/ventes, et supérieurs à 228 674 € pour les prestataires de services) déposant leurs déclarations dans le département.

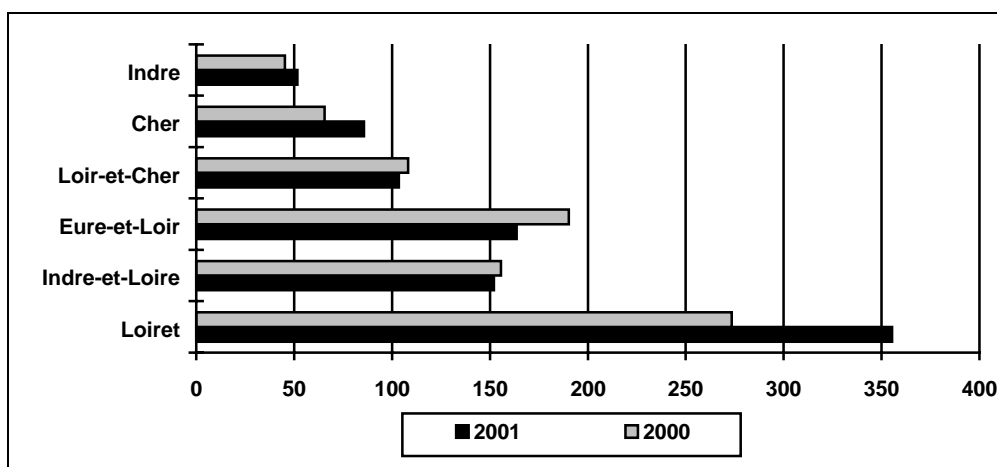
Graphique 26 : Montant de la TVA collectée en région centre (en millions d'euros)



D'après source : Direction Régionale des Impôts

3 - Une moindre participation de l'impôt sur les sociétés au budget de l'Etat en Loir-et-Cher

Graphique 27 : Montant de l'impôt sur les sociétés acquitté en région centre (en millions d'euros)

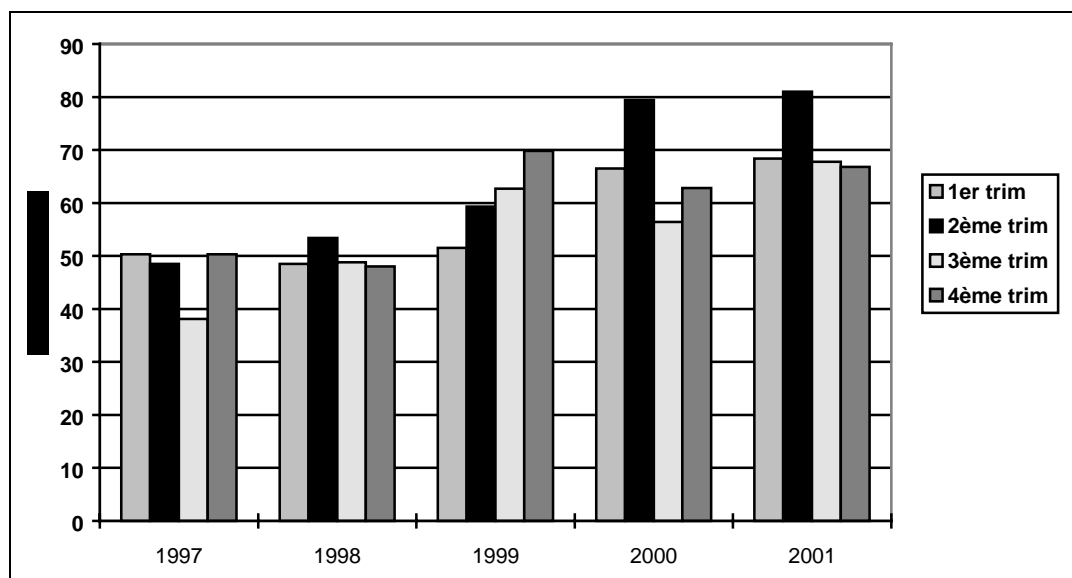


D'après source : Direction Régionale des Impôts

Pour la quatrième année consécutive, la participation des entreprises aux recettes de l'Etat par le biais de l'impôt sur les sociétés est en augmentation. Pour l'ensemble de la région Centre, le montant global s'élève à près de 912 millions d'euros, soit une hausse de 8,8 %, inférieure là encore à la progression nationale (+ 9,7 %). Le produit fiscal est notamment en hausse de 30 % dans le Loiret et le Cher. La situation apparaît nettement moins favorable en Loir-et-Cher, avec une évolution négative (- 4,3 %), pour une collecte de 103,5 millions d'euros, d'autant qu'elle tranche singulièrement avec la tendance antérieure.

4 - Un niveau d'investissements jamais atteint

Graphique 28 : Investissements des entreprises



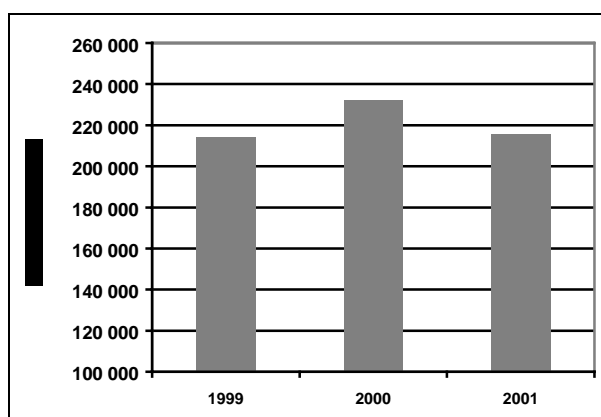
Source : Direction des Services Fiscaux

Après leur forte croissance de l'exercice 2000, les investissements réalisés par les entreprises du Loir-et-Cher, reconstitués à partir de la TVA ayant grevé les immobilisations inscrites au bilan, auraient encore progressé de plus de 9 %, selon le tableau de bord des services financiers. Comme l'an dernier, le deuxième trimestre s'est révélé le plus dynamique (plus de 81 millions d'euros), mais durant les trois autres, les montants engagés ont été chaque fois supérieurs à ceux de 2000.

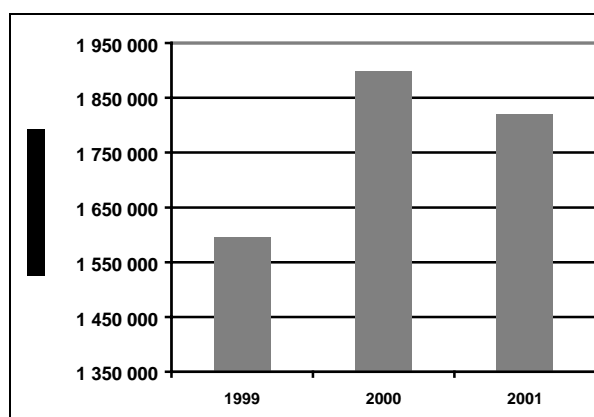
5 - La construction de locaux d'activités¹¹ se tasse, sauf dans l'industrie

Graphique 29 : Locaux d'activités commencés

En Loir-et-Cher



En région Centre



D'après source : DRE - Sitadel

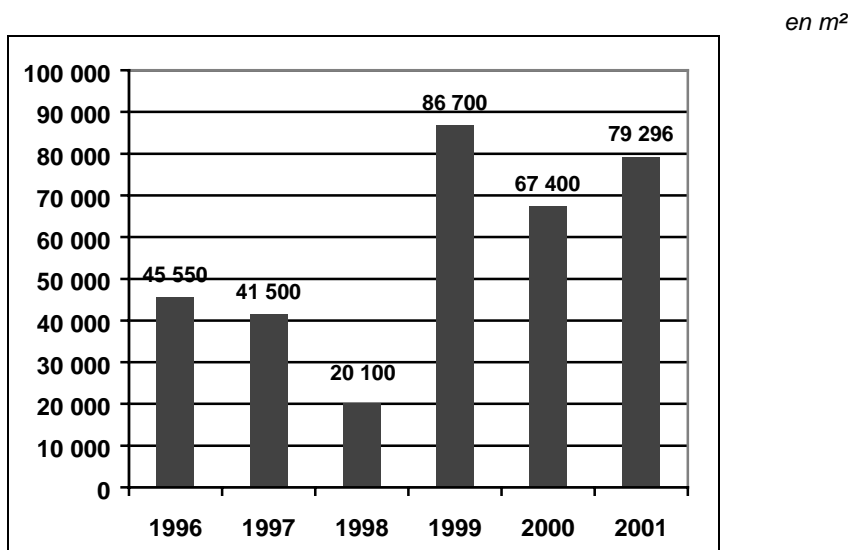
Particulièrement soutenue l'an dernier, la mise en chantier de nouvelles surfaces à vocation économique s'est repliée en 2001 en Loir-et-Cher, demeurant toutefois supérieure au niveau de 1999.

¹¹ Les données concernent les locaux réellement commencés au cours de l'année.

Au total, 215 700 m² de locaux ont été commencés, soit un recul de 7,1 %, un peu plus marqué que l'évolution régionale. Une fois encore, le profil trimestriel est différent de celui du Centre. Ce dernier a vu les surfaces diminuer assez régulièrement tout au long de l'année, tandis qu'en Loir-et-Cher, le premier semestre a enregistré une très forte réduction, mais une reprise s'est dessinée au second.

L'industrie n'a pas suivi la tendance générale. Avec près de 80 000 m², l'ampleur des superficies qui lui ont été consacrées est supérieure de presque 18 % à celle de l'année 2000. Il s'agit du deuxième meilleur total des 11 dernières années, après celui de 1999.

Graphique 30 : Surfaces commencées destinées à l'industrie



D'après source : DRE – Siclone - Sitadel

Avec l'industrie donc, seuls les équipements collectifs ont donné lieu à la construction de surfaces plus étendues. Pour ces derniers, il s'agit de la deuxième progression consécutive. A l'inverse, plusieurs activités connaissent des ralentissements spectaculaires, comme les commerces et les bureaux.

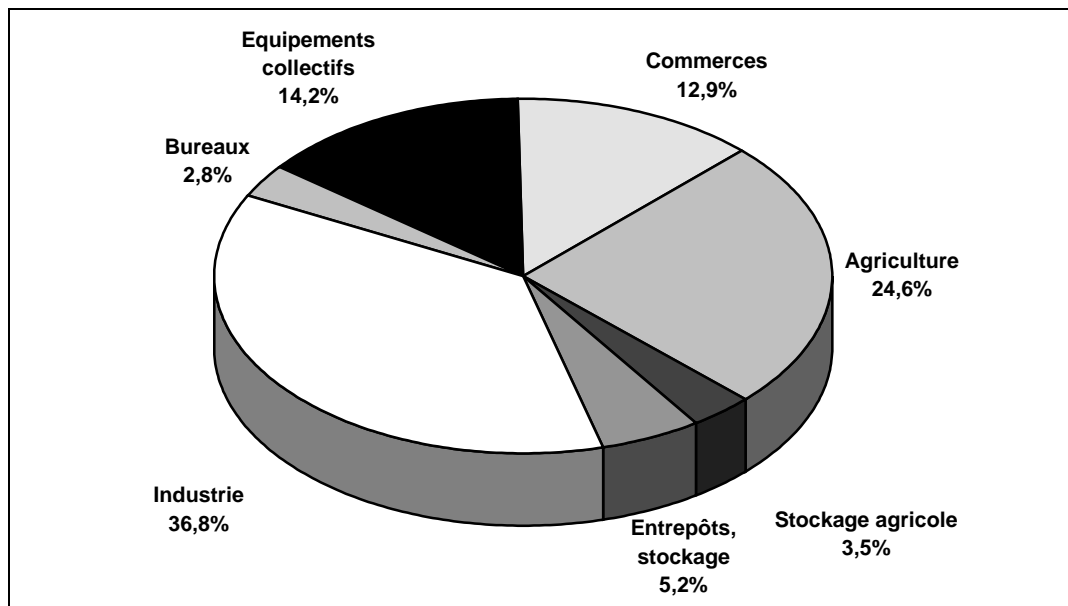
Tableau 15 : Evolution des surfaces mises en chantier de locaux d'activités

Destination	2000 en m ²	2001 en m ²	Variation absolue en m ²	Variation relative (%)
Agriculture	57 000	53 100	- 3 900	- 6,8
Stockage agricole	17 600	7 600	- 10 000	- 56,8
Industrie, artisanat	67 400	79 300	+ 11 900	+ 17,7
Commerces	34 800	27 800	- 7 000	- 20,1
Entrepôts, stockage	12 700	11 300	- 1 400	- 11,0
Bureaux	12 400	6 000	- 6 400	- 51,6
Equipements collectifs	23 100	30 600	+ 7 500	+ 32,5
TOTAL	232 200	215 700	- 16 500	- 7,1

Source : DRE - Sitadel

De nouveau, la structure de répartition des surfaces construites apparaît déséquilibrée avec un poids important de l'industrie (plus d'un tiers en 2001), et de l'agriculture (plus d'un quart si l'on y comptabilise le stockage agricole). Même si les activités tertiaires requièrent moins de place, leur faible représentation dans les surfaces totales est un constat négatif dans l'optique d'une diversification du tissu économique départemental.

Graphique 31 : Répartition des constructions nouvelles de locaux d'activités selon leur destination en 2001



D'après source : DRE - Sitadel

6 - Les aides économiques et financières

Tableau 16 : Montants accordés en 2001 en Loir-et-Cher pour les principaux types d'aides¹²

Principaux types d'aides	Nombre d'entreprises ou de dossiers concernés	Montant total accordé (milliers d'euros)
Entreprises / Industries		
Reconversion des industries de défense		
F.R.E.D. (Fonds de Reconversion des Entreprises de Défense)	1	32
Immobilier d'entreprise		
FERI (Fonds Economique Régional d'Intervention)	2	305
FEDI (Fonds Economique Départemental d'Intervention)	30	5 075,7
Création de zone d'activités		
PARCQ (aide départementale à l'aménagement de zones de qualité en intercommunalité)	3	623,1
Création ou développement		
Loir-et-Cher Initiative	19	141
Encouragement au Développement des Entreprises Nouvelles	21	97,8
Accompagnement des entreprises dans leurs programmes d'investissements matériels de modernisation (ex FDPMI)	12	786,3
PPR (Prêt Participatif Régional)	1	30,5
PARI (Programme d'Aide Régionale à la création et à l'Investissement)	3	91,5
POA (Prime d'Orientation Agricole)	0	-
Aides à l'innovation de l'ANVAR	11	710,9
Aides à l'exportation		
FRAEX	11	58,3
CORDEX	3	273,5
Action en faveur de la diffusion des technologies	4	163,8
Accès au conseil externe pour les PME-PMI	13	90,2
Artisanat		
CREA (aide régionale à la CRéation d'Entreprise Artisanale)	34	468,2
FREMA (Fonds REgional de Modernisation de l'Artisanat)	12	170,7
FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce)	20	975,7
FACAS (Fonds d'Aide au Commerce, à l'Artisanat et aux Services en milieu rural - Département)	8	331,7
Agriculture		
Aide à l'installation des jeunes agriculteurs	30	411,6
Aides compensatrices aux surfaces cultivées (P.A.C.)	3 383	89 487,6
Prêts bonifiés	293	7 317,6

D'après sources : Préfecture de Loir-et-Cher, Direction départementale de l'agriculture et de la forêt, Conseil Général, Conseil Régional, ANVAR, Loir-et-Cher Initiative

Dans le cadre de l'accompagnement des entreprises locales dans leur développement, L'ADELEC a mené 33 dossiers à terme. On note en particulier l'extension de quelques établissements de la filière mobilier et aménagement de magasins, dont les ATELIERS HUBERT TAILLIBERT à Selles-Saint-Denis et ARM à Vendôme.

Ces réalisations, soutenues financièrement par le Conseil Général pour la plupart, portent au total sur près de 35 millions d'euros d'investissements immobiliers.

¹² Les aides de la région Centre pour le recrutement de cadres ou de nouveaux salariés figurent avec les aides à l'emploi, au chapitre 4.

7 - Aides européennes¹³

Au titre du nouveau programme européen, le Loir-et-Cher bénéficie de deux mesures : Objectif 2 sur les cantons de Salbris, Mennetou-sur-Cher, Romorantin Sud et Selles-sur-Cher, qui vise à soutenir la reconversion économique et sociale des zones en difficultés structurelles et Leader +. Celui-ci soutient les territoires ruraux qui mettent en œuvre des stratégies de développement territorial. Un comité national de sélection a retenu 140 projets dans toute la France. Les bénéficiaires de Leader + sont nécessairement constitués en Groupe d'Action Locale, ensemble de partenaires composé d'acteurs publics (collectivités locales, établissements publics, universités...) et d'acteurs privé (entreprises, chambres consulaires, associations...). Dans notre département un dossier a été retenu, le Pays de Grande Sologne, au titre de la valorisation des produits locaux.

Aucune action n'a été engagée en 2001, dans l'une comme dans l'autre mesure.

C - LE COMMERCE EXTERIEUR

1 - Les volumes d'échanges se sont contractés

La contraction du commerce mondial a pesé sur les volumes d'échanges de marchandises de la France. Les exportations (323,4 milliards d'euros) et les importations (328,1 milliards d'euros) s'affichent toutes deux en retrait, mais les secondes un peu plus que le premières. Le déficit s'est pratiquement réduit de moitié par rapport à l'an dernier à 4,67 milliards d'euros, toutes ces données s'entendant hors matériel militaire.

En région Centre, le recul est resté limité, surtout si l'on considère le niveau exceptionnel atteint en 2000, avec seulement - 1,5 % pour les exportations qui ont atteint 14,079 milliards d'euros, mais un peu plus pour les importations, - 4 % à 13,475 milliards d'euros. L'excédent commercial s'est en conséquence accru à 604 millions d'euros en 2001, contre 249 en 2000. Les échanges intra européens se sont tassés au profit de destinations plus lointaines telles que l'Amérique du Nord, les pays d'Europe Centrale et l'Afrique du Nord.

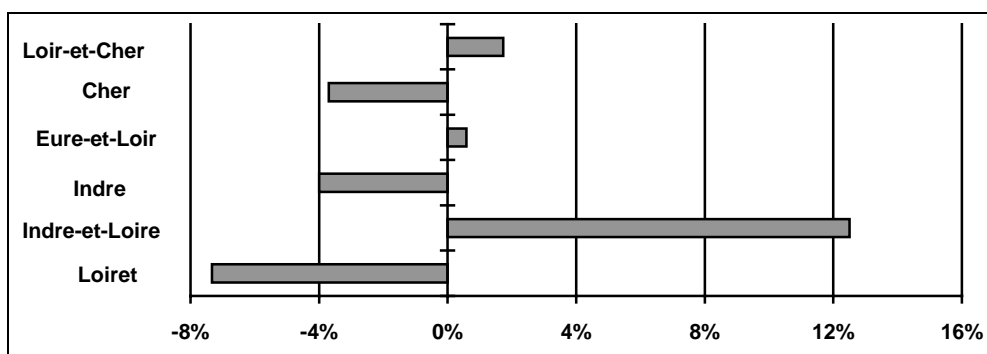
2 - Les exportations du Loir-et-Cher repartent à la hausse

Dans un contexte défavorable, les entreprises du Loir-et-Cher ont fait preuve de dynamisme en exportant plus qu'en 2000. Avec plus de 1,53 milliard d'euros (+ 1,7 %), le record de 1999 est approché. Ce résultat d'ensemble masque néanmoins des évolutions largement divergentes suivant les branches d'activité. Les produits de l'industrie automobile (- 7,7 %), de l'agriculture (- 22 %) et les biens intermédiaires (- 11 %) n'ont pas réédité leurs performances de l'an dernier. Inversement, les branches moins en pointe en 2000 telles que les produits agricoles ou agroalimentaires, les biens d'équipement et les biens de consommation ont retrouvé un nouveau souffle sur les marchés étrangers ; la croissance de leurs exportations s'étale entre 16 % et 32 %.

Au sein de la région, un département a enregistré une très forte progression ; il s'agit de l'Indre-et-Loire (+ 12,5 %), qui a bénéficié d'une conjoncture très favorable pour les produits pharmaceutiques. L'Eure-et-Loir observe également une évolution faiblement positive. Dans tous les autres, les exportations se sont moins bien tenues, en particulier le Loiret (- 7,3 %).

¹³ Sources : Préfecture de Loir-et-Cher et Conseil Général.

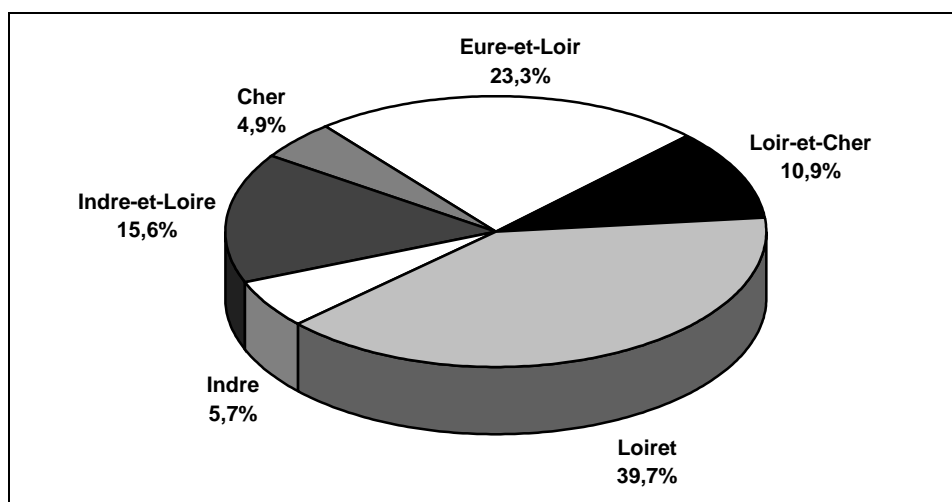
Graphique 32 : Evolution des exportations en 2001 par département



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Le Loiret a en conséquence perdu 1,5 point dans la structure des exportations régionales, mais il demeure néanmoins de très loin le moteur de l'exportation régionale. L'Indre-et-Loire a gagné près d'un point. Pour sa part, le Loir-et-Cher a repris quelques fractions à 10,9 % (10,5 % en 2000).

Graphique 33 : Répartition des exportations régionales par département en 2001



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

Stoppé l'an dernier, le mouvement de diversification de la clientèle du Loir-et-Cher qui s'esquissait auparavant semble se conforter en 2001. La part des 10 principaux pays destinataires de ses exportations s'établit en effet à 82,7 %, contre 85,2 %. Autre nouveauté, et de taille, le Royaume-Uni a détrôné l'Allemagne de la première place des pays clients du Loir-et-Cher, du fait d'une évolution croisée déjà perceptible depuis quelques années et qui s'est renforcée en 2001 : le premier reçoit davantage de nos produits (+ 8,6 % cette année), tandis que le marché du second tend à leur être moins ouvert (- 18,1 %). Les débouchés vers l'Italie et la Belgique se sont notablement gonflés (+ 14 %).

3 - Toujours plus d'importations

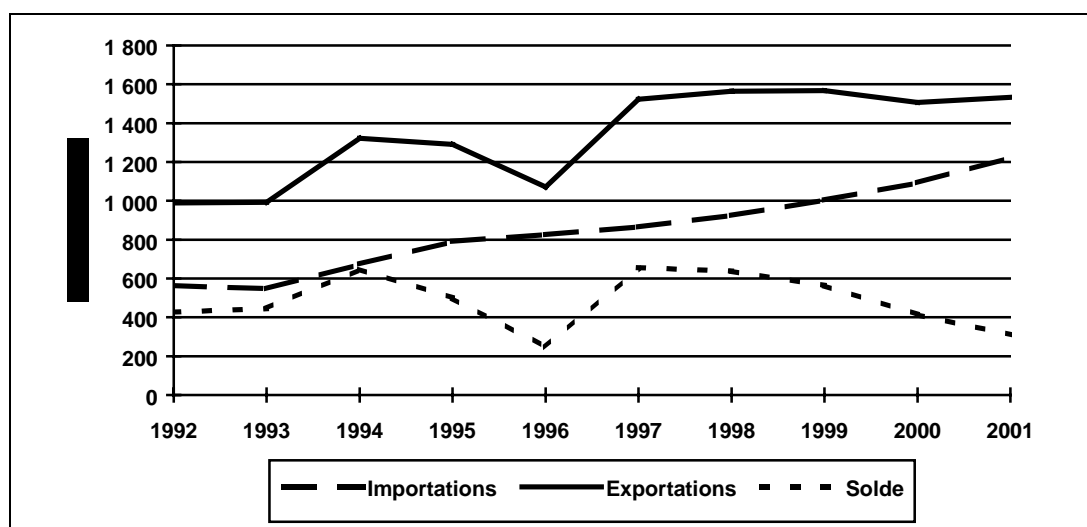
Pour la quatrième année consécutive, les importations ont enregistré une forte progression, + 12 %. En 2001, le département a acheté à l'étranger pour 1,22 milliard d'euros de marchandises. Les produits ayant connu la plus forte croissance sont ceux issus des industries agroalimentaires, des produits pharmaceutiques et des biens d'équipement (notamment équipements automobiles). Ces derniers sont sans doute à rapprocher de l'effort d'investissement précédemment signalé.

Le Royaume-Uni, devenu premier client donc, est également en 2001 premier pays fournisseur du Loir-et-Cher. C'est ici l'Espagne qui en a fait les frais. Les importations en provenance d'Allemagne sont en forte hausse elles aussi, les replaçant au deuxième rang. A noter que l'Irlande prend une place de plus en plus importante dans ce palmarès, se situant aujourd'hui au cinquième rang avec 11 % du total.

4 - Diminution de l'excédent commercial du département

La croissance des importations s'avérant nettement supérieure à celle des exportations, le solde commercial du département s'est de nouveau contracté. En 2001, il s'établit à 309 576 €, contre 414 286 € l'année précédente (- 25 %). Hormis l'Indre, les autres départements du Centre présentent tous cette année un excédent commercial. L'Eure-et-Loir se rapproche même de notre département. Ainsi, son taux de couverture des exportations sur les importations en valeur s'établit à 122,4 % contre 125,3 % pour le Loir-et-Cher. Le taux moyen régional est plus faible (104,4 %) et celui de la France est resté négatif (98,6 %).

Graphique 34 : Evolution de l'excédent commercial du Loir-et-Cher depuis 1992



D'après source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects – Centre

D - REPERCUSSIONS DES ACTIVITES SUR L'EMPLOI

1 - Les services ont tiré l'emploi

Année après année, les records tombent en matière de déclarations préalables à l'embauche (DPAE)¹⁴. En 2001, l'URSSAF et la MSA en ont enregistré 185 972, soit une nouvelle progression de 3,3 %. En revanche, le mouvement n'a pas été aussi uniforme qu'en 2000. Un tassement est nettement perceptible dans l'industrie, le commerce et la construction. Dans ces secteurs, on avoisine néanmoins les niveaux de 1999, voire on les dépasse comme dans l'industrie.

¹⁴ Les DPAE ont un caractère obligatoire ; elles concernent tous les employeurs, quels que soient leur statut et leur activité, ainsi que tous les salariés relevant du régime général de sécurité sociale, quelles que soient la nature et la durée du contrat de travail. Elles ne rendent donc compte qu'imparfaitement de l'évolution de l'emploi, mais donnent une indication intéressante sur les mouvements d'embauche.

A l'inverse, les déclarations liées à l'intérim augmentent encore de 4 %, approchant les 120 000, mais c'est dans les services que l'évolution est la plus marquante : + 8 % dans ceux aux particuliers et près de 30 % de mieux pour les services aux entreprises.

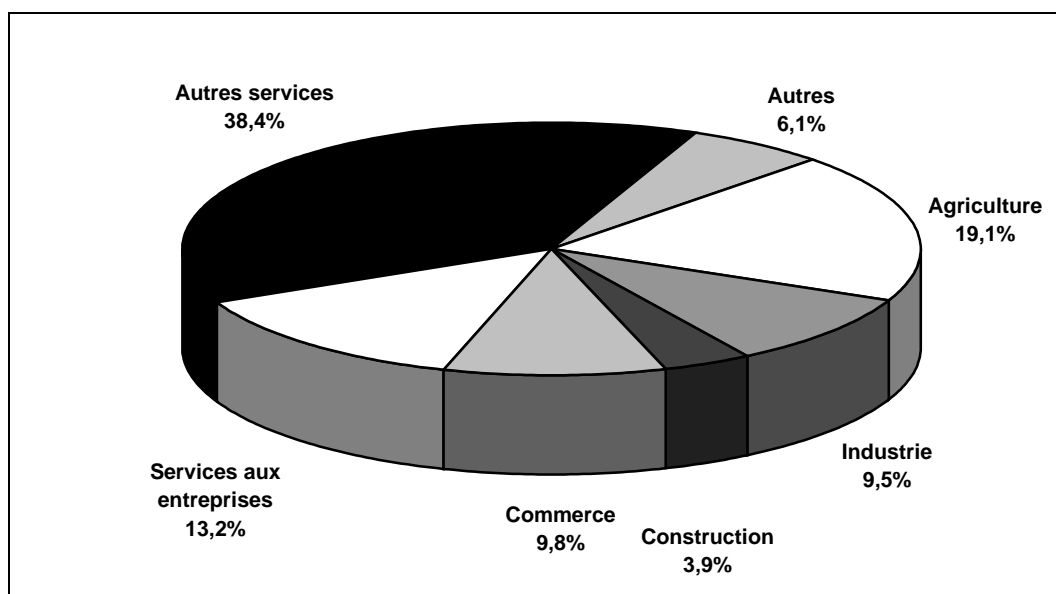
Tableau 17 : Evolution du nombre de DPAE par grandes branches d'activité

	1999	2000	2001	Variation 00/01	
				absolue	Relative (%)
Hors Travail Temporaire	60 798	65 395	66 744	+ 1 349	+ 2,1
<i>Agriculture</i>	12 796	13 620	12 757	- 863	- 6,3
<i>Industrie</i>	5 888	7 023	6 344	- 679	- 9,7
<i>Construction</i>	2 606	2 958	2 606	- 352	- 11,9
<i>Commerce</i>	6 541	6 890	6 523	- 367	- 5,3
<i>Services aux entreprises</i>	6 588	6 928	8 814	+ 1 886	+ 27,2
<i>Autres services</i>	22 346	23 728	25 658	+ 1 930	+ 8,1
<i>Autres</i>	4 033	4 248	4 042	- 206	- 4,8
Travail Temporaire	98 461	114 625	119 228	+ 4 603	+ 4,0
TOTAL	159 259	180 020	185 972	+ 5 952	+ 3,3

Sources : URSSAF et MSA

Le double mouvement de repli dans l'agriculture, la construction et l'industrie et de croissance continue dans les services, aux particuliers comme aux entreprises, entraîne un nouveau accroissement du poids de ces derniers dans la structure de répartition des DPAE. Les services aux personnes gagnent 2,1 points et ceux aux entreprises 2,6 points.

Graphique 35 : Répartition des déclarations préalables à l'embauche selon le secteur d'activité en 2001 (hors travail temporaire)



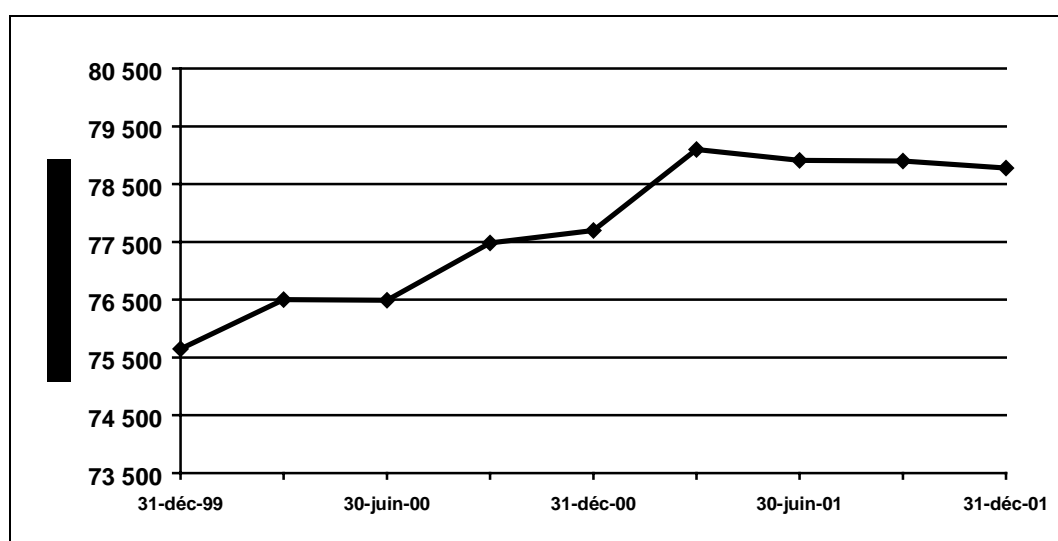
D'après sources : URSSAF et MSA

2 - L'emploi salarié¹⁵ privé progresse plus faiblement

L'évolution de l'emploi dans les établissements de 10 salariés et plus du secteur privé est calquée en 2001 sur celle de l'activité. Après un fort premier trimestre où il a atteint son maximum, il a ensuite régulièrement décliné. Au total, on observe une croissance de 0,8 % sur l'année, assez nettement inférieure aux résultats des deux exercices précédents (+ 2,2 % en 2000, chiffre définitif). Le quatrième trimestre a en effet vu un recul de 2,2 % ; une dégradation de cette ampleur n'avait plus été observée depuis fin 1995.

Le département fait cependant un peu mieux que l'ensemble de la région Centre, où la croissance de l'emploi salarié ne s'élève qu'à 0,5 %.

Graphique 36 : Evolution totale du nombre de salariés en données corrigées (Loir-et-Cher)

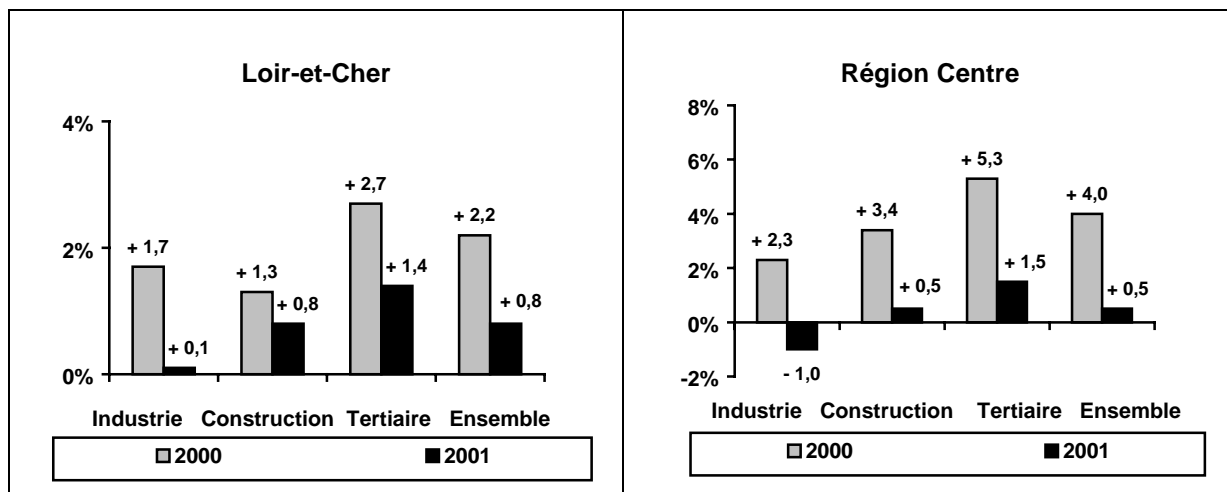


D'après source : ASSEDIC

Sur les trois grands secteurs, deux ont réalisé une performance très médiocre : en Loir-et-Cher, l'industrie termine l'année quasiment au même niveau que la précédente (croissance de 0,1 % seulement), mais dans le Centre, les effectifs diminuent de 1 %. De son côté, le tertiaire ne progresse que faiblement au regard des scores antérieurs. Dans notre département, il subit d'ailleurs un revers important en fin d'année avec un recul de 3,7 % au quatrième trimestre. La construction résiste proportionnellement mieux ; le volume des créations est certes limité (+ 0,8 %), mais la tendance demeure bonne et le second semestre s'avère dynamique en données corrigées des variations saisonnières.

¹⁵ Les statistiques trimestrielles produites par les ASSEDIC présentent l'évolution de l'emploi dans les établissements affiliés ayant au moins 10 salariés. Le champ couvre l'ensemble du secteur concurrentiel, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, mais exclut le secteur agricole et para-agricole, à de très rares exceptions près.

Graphique 37 : Evolution brute annuelle



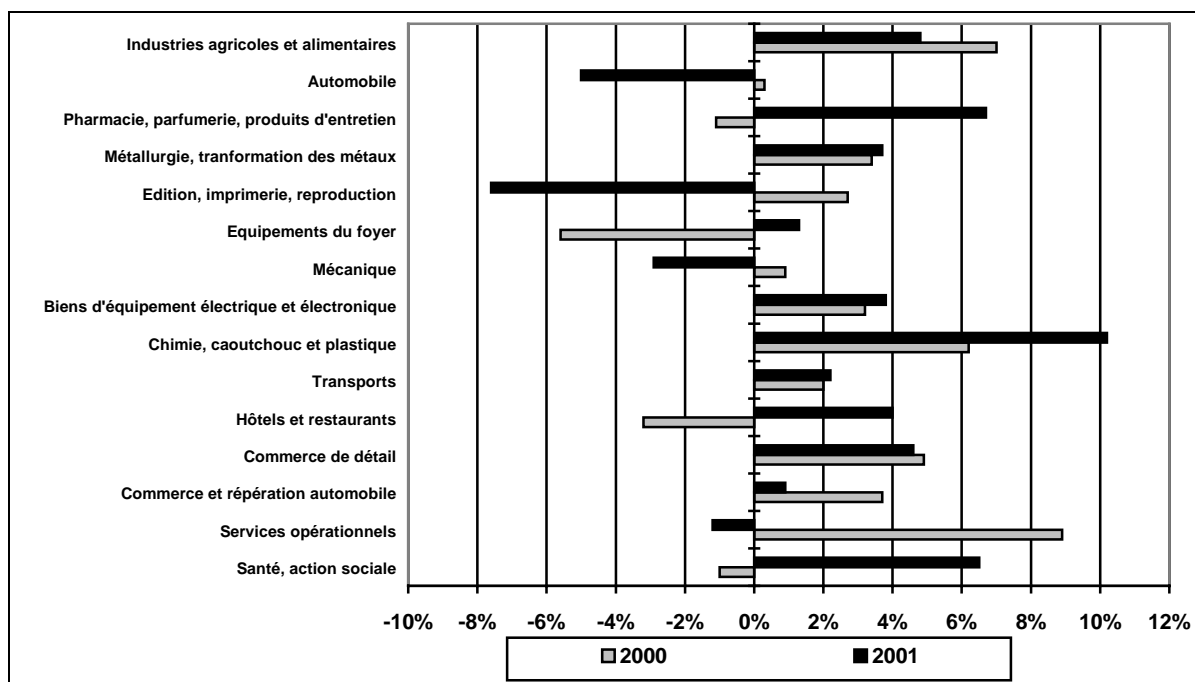
D'après source : ASSEDIC

Dans l'industrie, de nombreuses branches dont l'automobile, l'imprimerie et la mécanique voient leurs effectifs baisser assez fortement. A l'opposé, la pharmacie et l'ensemble chimie/matières plastiques sont en hausse très sensible.

Graphique 38 : Evolution des effectifs salariés dans quelques branches d'activités

(évolution brute cumulée sur quatre trimestres)

Loir-et-Cher



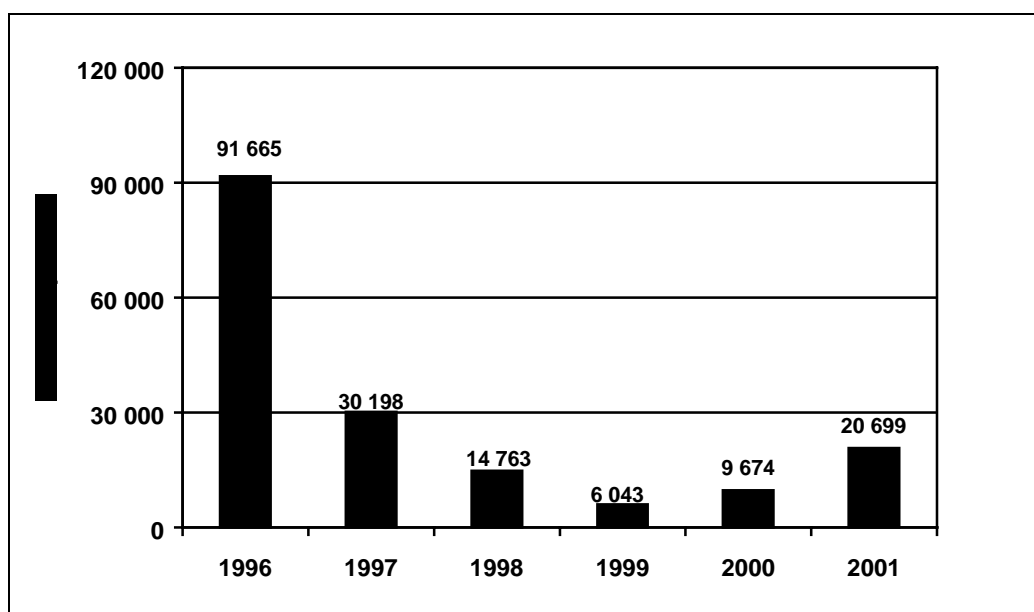
D'après source : ASSEDIC

Dans les services, la contre-performance d'une branche particulièrement importante comme les services opérationnels (parmi lesquels figurent les agences d'intérim) pèse lourdement sur le résultat d'ensemble. A noter la bonne réaction dans l'hôtellerie, ainsi que la santé et l'action sociale après un exercice 2000 déficitaire.

3 - Chômage partiel et licenciements : une fin d'année difficile

L'affaiblissement de la croissance n'a pas manqué d'avoir des répercussions dans certains secteurs industriels. Pour faire face à des baisses de charge temporairement importantes, quelques entreprises ont dû recourir au chômage partiel, en particulier à la fin de l'année. Le nombre de journées indemnisables à ce titre (20 700) est en conséquence plus de deux fois supérieur en 2001 à celui de l'année précédente. C'est même le plus mauvais résultat depuis 1997. Il faut toutefois se souvenir qu'au début des années 90, la barre était bien plus haute, souvent au-dessus de 100 000 journées, voire davantage. Il n'en reste pas moins que les informations fournies par cet indicateur ne sont pas bonnes et qu'il conviendra de le surveiller de près.

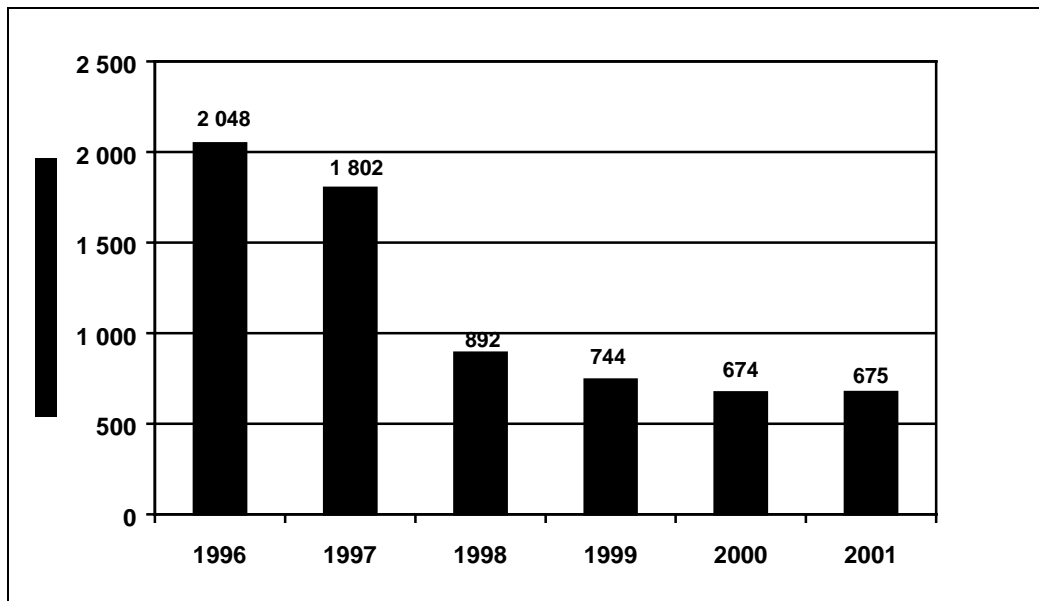
Graphique 39 : Evolution du nombre de journées indemnisables au titre du chômage partiel



D'après source : DDTEFP

Le nombre des licenciements économiques déclarés auprès de la Direction du Travail n'a pas suivi le même mouvement que le chômage partiel. Il est resté à son niveau historiquement faible puisque l'on comptabilise 675 déclarations dans l'année, soit seulement 1 de plus qu'en 2000. Il convient toutefois de préciser que les deux-tiers se sont concentrés sur le second semestre dont 40 % sur octobre et novembre. Cette tendance semble s'être prolongée sur le début de 2002 ; entre janvier et avril, le nombre des déclarations est deux fois plus élevé que durant la même période de 2001.

Graphique 40 : Evolution du nombre de licenciements économiques déclarés auprès de la Direction du Travail



Source : DDTEFP

4 - Perspectives 2002 : vers une reprise molle ?

La récession s'est terminée plus rapidement que prévu aux Etats-Unis. Les entreprises industrielles sont en outre contraintes de reconstituer leurs stocks. Une première embellie sur le marché des produits informatiques fait sortir du rouge les économies des pays d'Asie du Sud-Est. Le commerce mondial reprend du tonus. Néanmoins, l'investissement n'est pas encore reparti et la consommation des ménages est partout moins forte que l'année dernière, en raison notamment de la remontée du chômage. Le second semestre sera capital pour déterminer si la reprise est uniquement technique, donc éphémère, ou si le rebond de l'activité est durable.

En Loir-et-Cher, après un premier trimestre maussade, on semblait s'orienter au printemps vers une amélioration, ainsi qu'en atteste le nouveau gonflement des carnets de commande. Le contexte national et plus encore international risque fort de brider ce mouvement.

E - LE TOURISME

Sur la pleine saison (mai à septembre), l'année touristique 2001 s'est révélée plutôt bonne en région Centre. Les attentats du 11 septembre ont bien évidemment provoqué une vague d'annulations parmi la clientèle nord-américaine, compensée en partie seulement par d'autres visiteurs étrangers. La météo médiocre de juillet a cependant empêché un afflux supplémentaire, les familles recherchant de plus en plus des activités de plein air. A cet égard, les projets autour des circuits réservés au vélo, dont certains viennent d'être concrétisés par le Pays des Châteaux, ne pourront que renforcer l'attractivité de la Vallée de la Loire en général et du département en particulier.

En Loir-et-Cher, la saison se caractérise par un bilan contrasté, toujours en raison d'une météo instable qui a sérieusement nui à la fréquentation. Le mois d'août et une bonne arrière-saison ont néanmoins réussi à préserver l'essentiel.

1 - Grande stabilité du parc hôtelier

Selon les informations du Comité Régional du Tourisme et des Loisirs, le parc hôtelier du Loir-et-Cher est inchangé en 2001 avec 130 établissements homologués tourisme ou adhérant à une chaîne, pour une capacité d'accueil totale de 3 183 chambres (+ 8). A noter que la catégorie 3 étoiles s'enrichit d'un établissement.

Tableau 18 : Capacités d'accueil de l'hôtellerie de tourisme en Loir-et-Cher

Classement	2000		2001	
	Nombre d'établissements	Nombre de chambres	Nombre d'établissements	Nombre de chambres
4 étoiles	2	45	2	45
3 étoiles	23	717	24	734
2 étoiles	74	1 721	73	1 713
1 étoile	15	324	16	377
sans étoile	16	368	15	314
TOTAL	130	3 175	130	3 183

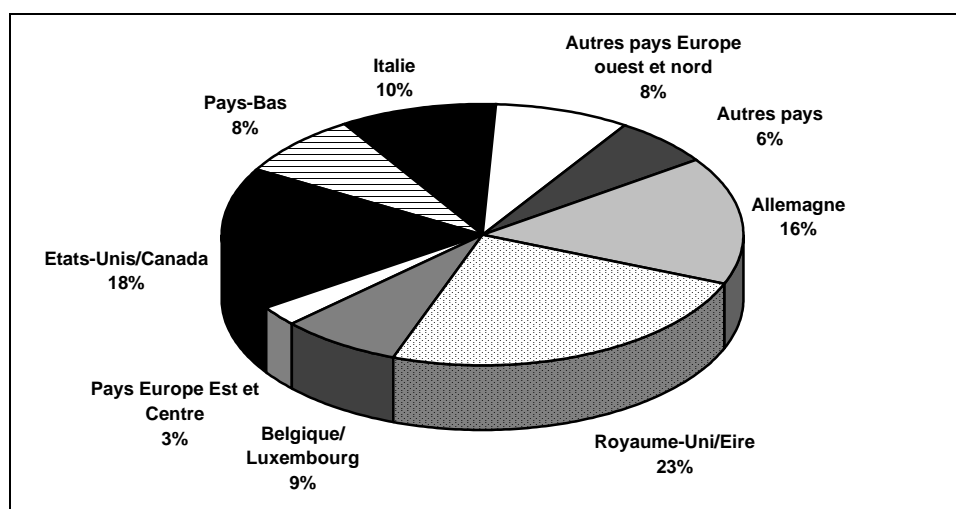
Source : CRTL

2 - Une moindre fréquentation des hôtels

La saison 2001 se situe en retrait par rapport à sa devancière. Les hôtels du Loir-et-Cher ont accueilli 598 500 personnes en 2000, soit environ 29 000 de moins qu'en 2000 (- 5 %). On est ainsi revenu légèrement en dessous des résultats de 1999. En revanche, la clientèle est restée plus longtemps en moyenne puisque les nuitées n'ont baissé que de 1 %. Pour les étrangers, elles sont même stables. C'est donc une désaffection de la clientèle française qui est pour l'essentiel à l'origine de ce recul. Parmi nos principaux visiteurs habituels, on note une très forte diminution des arrivées provenant des pays du Benelux : - 18 % pour la Belgique et - 19 % pour les Pays-Bas. Les Allemands (stabilité), les Américains du nord et les Britanniques (+ 1 %) sont restés fidèles. On observe parallèlement un accroissement de la clientèle des pays de l'Est et du Centre de l'Europe (+ 17 %), mais le volume reste encore faible, environ 5 000 personnes, à comparer avec les 48 000 Britanniques.

Graphique 41 : Répartition des arrivées des étrangers dans l'hôtellerie de tourisme

en Loir-et-cher en 2001



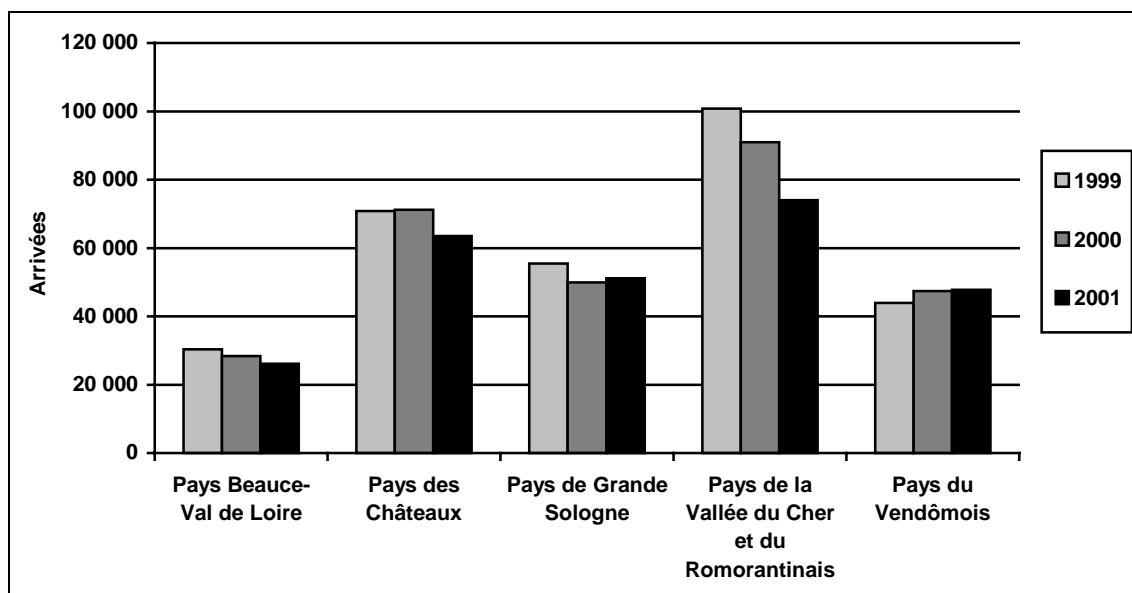
D'après sources : INSEE / CRTL (hôtels classés en catégorie tourisme)

Les hôtels une étoile ont été les plus boudés (- 3,1 %), tandis que les deux étoiles tiraient bien leur épingle du jeu, enregistrant une hausse de fréquentation de 1,1 %.

Globalement, le taux d'occupation des hôtels est resté identique (52 %), l'écart avec la moyenne régionale également (55,7 %). Ce taux recule de 1,1 % dans les établissements classés 3 et 4 étoiles, à 53,3 % .

Graphique 42 : Répartition des arrivées dans l'hôtellerie de tourisme par pays

en Loir-et-cher en 2001



D'après sources : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

L'enquête de fréquentation réalisée pour la troisième année par l'Insee-Orléans pour le compte du Comité Régional du Tourisme et des Loisirs permet de mettre en évidence que les différentes destinations ne subissent pas le même sort. La saison 2001 n'a pas été défavorable à la Grande Sologne et au Vendômois, alors que la Vallée du Cher et le Pays des Châteaux ont été moins attractifs. Pour la première, il s'agit d'une tendance déjà observée en 2000, qui s'est amplifiée. Par ailleurs, le Pays Beauce-Val de Loire subit une érosion lente mais régulière. L'agglomération Blésoise (qui comprend quelques communes figurant dans des Pays) enregistre pour sa part une baisse de fréquentation de 3 % en terme d'arrivées, mais une hausse de 3 % du nombre de nuitées.

3 - Baisse continue de la fréquentation des campings

Le parc départemental de l'hôtellerie de plein air a perdu de nouveau quelques unités et emplacements en 2001. Il comprend 66 terrains (- 3) et 5 628 emplacements (- 182). On observe néanmoins que l'amélioration de la qualité et du niveau de confort de l'offre se poursuit : sur les 720 emplacements qui restaient à classer en 1999 dans 4 campings, 400 ont intégré la catégorie deux étoiles, 60 celle des trois étoiles et près de 200 les quatre étoiles.

Rappelons que l'hôtellerie de plein air est le principal mode d'accueil des touristes tant dans le Centre qu'en Loir-et-Cher ; ce dernier détient d'ailleurs le parc le plus étoffé de la région, représentant près du quart des emplacements.

Tableau n° 19 : Evolution du parc de l'hôtellerie de plein air en Loir-et-Cher

	2000		2001	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
Aire Naturelle de Camping	7	170	7	170
1 étoile	9	382	8	302
2 étoiles	33	2 030	31	1 928
3 étoiles	12	1 589	11	1 363
4 étoiles	8	1 639	9	1 865
Total	69	5 810	66	5 628

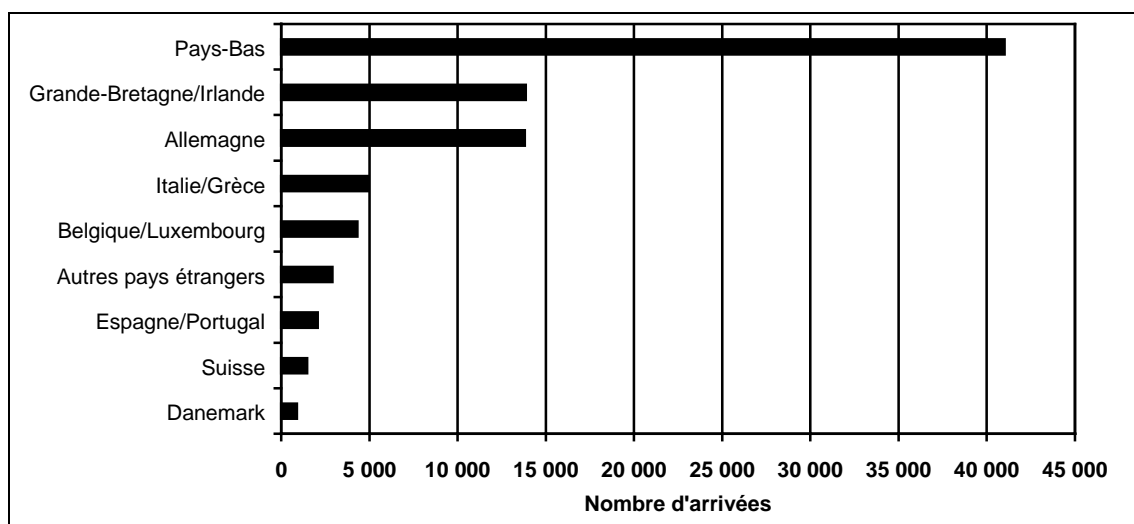
Sources : CRTL / CDT

Depuis plusieurs années, le nombre de campeurs se réduit, un peu plus encore en Loir-et-Cher que dans l'ensemble de la région. Des conditions climatiques souvent décevantes et la recherche de nouvelles sensations sont sans doute à l'origine de cette érosion qui s'est de nouveau constatée en 2001. En effet si le nombre des arrivées (133 277) est en progression de 3,4 %, grâce aux touristes étrangers, celui des nuitées (436 657) baisse en revanche de 8 %. La durée moyenne de séjour, qui avait atteint en 2000 l'un de ses meilleurs niveaux avec 3,7 jours est d'ailleurs revenue à 3,3 jours.

Le taux moyen d'occupation est en revanche en très légère augmentation, compte tenu d'un nombre d'emplacements inférieur. Toutes catégories confondues il s'établit à 25,4 % pour l'ensemble de la saison contre 24,1 % en 2000 et reste sensiblement plus élevé que celui de la région (20,9 %). Dans les trois et quatre étoiles, il atteint près de 29 %, mais l'on observe que même en juillet et août il ne dépasse pas les 50 %. Les campings une étoile apparaissent totalement délaissés avec un taux moyen d'occupation inférieur à 10 %.

Graphique 43 : Répartition des arrivées des étrangers dans l'hôtellerie de plein air

en Loir-et-cher en 2001

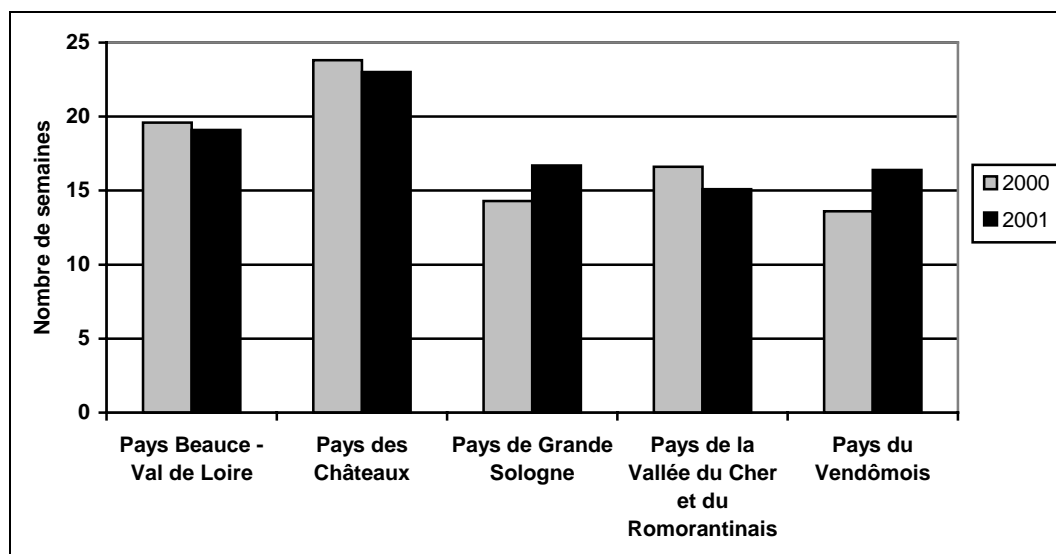


D'après source : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

4 - Léger mieux pour les gîtes ruraux

Dans un parc globalement stable, la fréquentation moyenne des gîtes ruraux (215 en service de réservation) a légèrement progressé et passé la barre des 18 semaines (17,6 en 2000). Elle reste néanmoins inférieure d'une semaine à la moyenne de 1999. On remarque des évolutions très similaires à celle des hôtels en ce qui concerne les destinations touristiques : hausse en Grande Sologne (+ 2 semaines) et en Vendômois (+ 3 semaines), recul dans les autres Pays. Celui des Châteaux demeure toutefois largement en tête avec 23 semaines d'occupation par établissement.

Graphique 44 : Fréquentation des gîtes en service de réservation selon les pays



D'après sources : Direction du Tourisme / CRTL / INSEE

5 - Monuments et animations : déclin sensible des châteaux

Hormis le château de Cheverny, les grands monuments du Loir-et-Cher ont reçu moins de visiteurs qu'en 2000. Pour Chambord, Blois et Chaumont, il s'agit du plus mauvais résultat depuis 11 ans. La maison de la Magie n'a toujours pas trouvé son public et l'aquarium Aliotis a traversé une très grave crise qui a abouti au dépôt de bilan et la reprise par l'un des salariés.

Des satisfactions sont néanmoins à retirer, notamment de la part des grandes manifestations et du Zoo-Parc de Beauval, qui offre chaque saison de nouvelles attractions tout en œuvrant efficacement pour la conservation d'espèces menacées. Le Festival des Jardins a retrouvé un nouveau souffle, le Game-Fair et le son et lumière de Blois gagnent des visiteurs. On remarque également que les curiosités telles que les Caves champignonnières de Bourré font de plus en plus recette.

Tableau 20 : Evolution du nombre d'entrées de quelques monuments, sites et manifestations du département

	2000	2001	Variation absolue	Variation relative (%)
Château de Chambord	749 217	716 654	- 32 563	- 4,3
Zoo-parc de Beauval	400 000	400 000	=	=
Château de Cheverny	350 000	360 000	Estimation	
Château de Blois	293 416	290 615	- 2 801	- 1,0
Festival International des Jardins – Chaumont-sur-Loire	134 000	163 000	+ 29 000	+ 21,6
Aquarium Aliotis - Villeherviers	122 000	85 000	- 37 000	- 33,0
Château de Chaumont-sur-Loire	116 798	98 687	- 18 111	- 15,5
Maison de la Magie - Blois	62 000	49 600	- 12 400	- 20,0
Game Fair - Chambord	86 800	90 000	+ 3 200	+ 3,7
Son et Lumière de Blois	31 835	33 312	+ 1 477	+ 4,6
Château de Beaugard	26 093	24 752	- 1 341	- 5,1
Caves champignonnières et ville souterraine - Bourré	21 800	30 000	+ 8 200	+ 37,6
Journées Gastronomiques de Sologne	16 000	16 000	=	=
Festival des Folklores du Monde	18 120	18 350	+ 230	+ 1,3
Château de Talcy	17 398	15 000	- 2 398	- 13,8
Musée et Caves des Confréries de Montrichard	18 800	16 000	- 2 800	- 14,9
Château de Villesavin	17 233	17 904	+ 671	+ 3,9
Château de Fougères-sur-Bièvre	14 116	11 506	- 2 610	- 18,5

Source : Comité Départemental du Tourisme (y compris les entrées gratuites)

F - L'AGRICULTURE

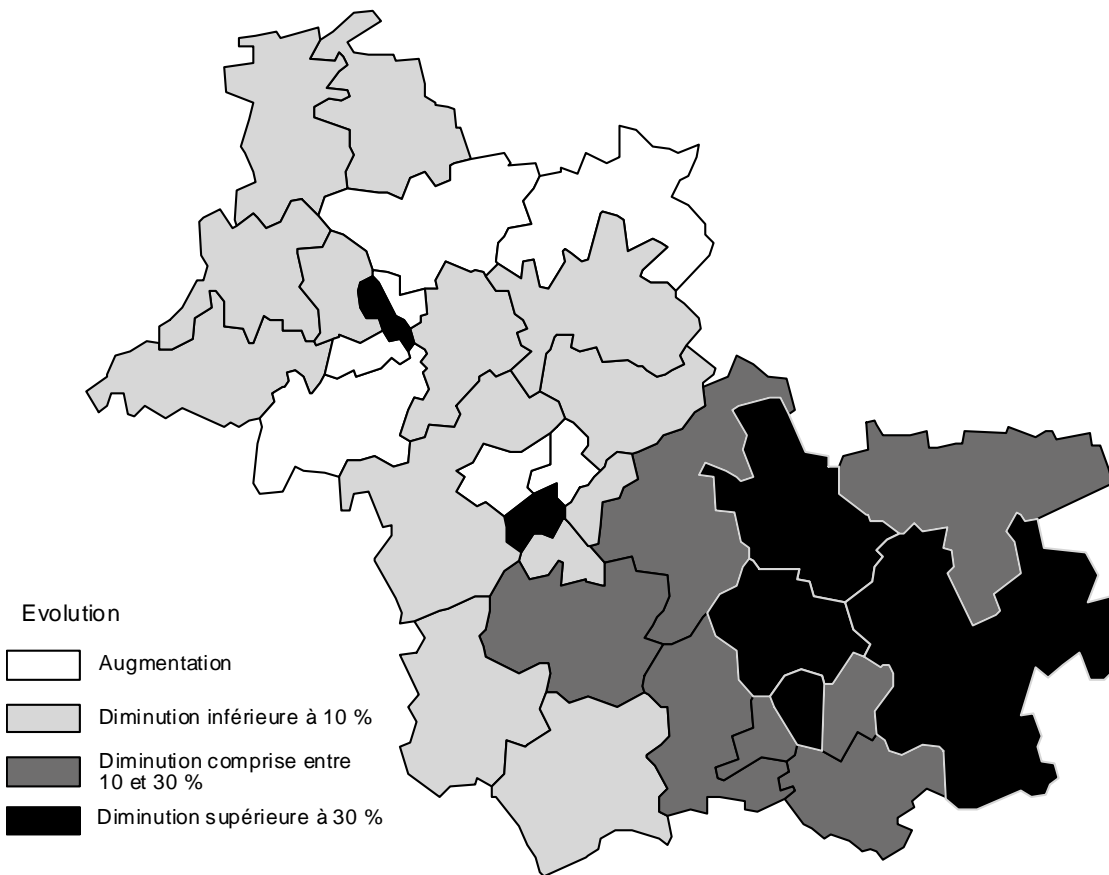
1 - Le sud du département fortement touché par la déprise agricole

Au Recensement Général Agricole de 2000, le Loir-et-Cher compte 3 189 exploitations professionnelles¹⁶, contre 5 619 en 1988, soit un recul de 43,2 %. L'évolution est bien loin d'être uniforme selon les différents territoires. Ainsi, dans une partie de la Beauce et de la Gâtine, ainsi qu'au nord de Blois, les surfaces détenues par ces exploitations ont très légèrement augmenté. Quelques hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène : poursuite du déboisement, récupération de haies et de chemins, regroupement de petites parcelles non comptabilisées parmi les surfaces professionnelles en 1988.

A l'opposé, la carte fait nettement apparaître le phénomène de déprise agricole qui touche particulièrement un grand quart sud-est du Loir-et-Cher, plus prononcé encore dans les cantons de Salbris, Neung-sur-Beuvron et Romorantin Nord. Par ailleurs, l'urbanisation a évidemment rogné beaucoup de place dans les trois chefs-lieux d'arrondissement.

¹⁶ Les exploitations professionnelles ont une dimension économique égale ou supérieure à 8 Unités de Dimension Européenne, soit 12 hectares-équivalent-blé et fournissent un travail équivalent à celui d'au moins une personne occupée à trois-quarts de temps pendant une année.

Carte 5 : Evolution de la superficie agricole des exploitations professionnelles entre 1988 et 2000 par canton

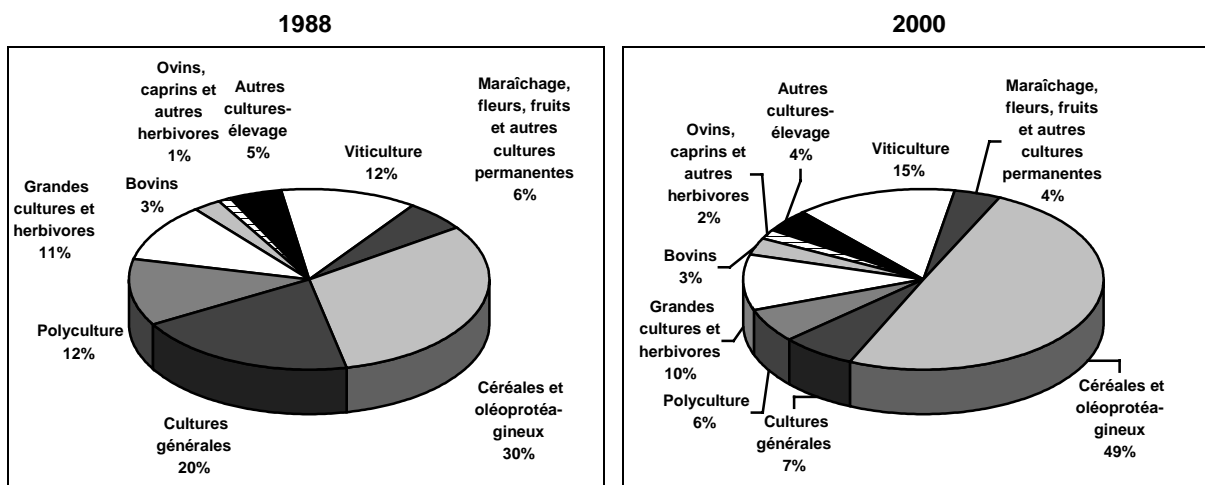


D'après sources : DDAF - INSEE - Recensements agricoles

2 - Une plus grande spécialisation des exploitations professionnelles

La réduction du nombre d'exploitations s'est accompagnée d'une transformation importante des orientations technico-économiques. Si toutes sont touchées, certaines le sont beaucoup plus que d'autres. C'est notamment le cas de la polyculture et des cultures générales, dont le poids diminue fortement entre les deux recensements agricoles. Les céréales et oléoprotéagineux ont bien résisté et près d'une exploitation sur deux y est désormais consacrée ; le poids de la viticulture se renforce également. On assiste ainsi à une spécialisation plus poussée.

Graphique 45 : Répartition des exploitations professionnelles selon l'orientation technico-économique en 1988 et 2000



D'après sources : DDAF - INSEE - Recensements agricoles

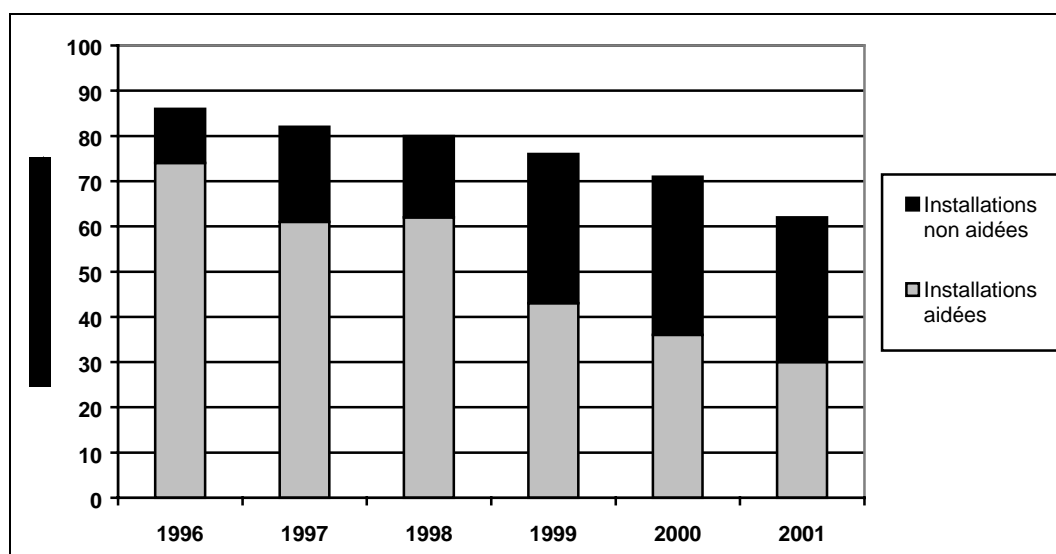
On observe également que les surfaces en légumes ont diminué de 25 %, principalement en raison du recul de la culture d'asperges. En revanche, des productions à plus forte valeur ajoutée telles que les plantes aromatiques ou médicinales, les fleurs et plantes ornementales, sont en pleine progression. Un phénomène similaire est constaté pour les fruits : les surfaces en verger se réduisent alors que celles consacrées aux petits fruits augmentent sensiblement.

3 - Une érosion constante des installations

Le nombre d'installations de jeunes agriculteurs (moins de 40 ans) ne cesse de s'éroder, mais ce mouvement semble s'accélérer depuis 1998, en particulier pour celles qui bénéficient d'une aide. Plusieurs raisons peuvent être avancées, la première étant démographique : les départs se raréfient avec l'arrivée de classes d'âge creuses (seconde guerre mondiale) ; de surcroît, les mesures de préretraite, achevées en 1998, ont induit auparavant une anticipation des transmissions. On constate par ailleurs une forte pression sur les terres libérables pour l'agrandissement des structures encore en place (céréales et vignes en particulier), mais aussi pour d'autres usages tels que les loisirs, en Grande Sologne par exemple.

On remarque que la part des installations non aidées, très faible en 1996 et encore peu élevée au cours des deux années suivantes, a brusquement augmenté à partir de 1999 ; en 2001, elle dépasse même les 50 %.

Graphique 46 : Installations de jeunes agriculteurs



D'après sources : ADASEA - MSA

Entre 1996 et 2000, les grandes cultures ont représenté près de la moitié des installations aidées, loin devant la vigne (18 %) et le lait (15,5 %). En 2001, la répartition est quelque peu différente ; la part des grandes cultures est nettement moindre (37 %), celle du lait est un peu supérieure, tandis que les installations en viticulture voient leur poids augmenter sérieusement à près de 27 %.

4 - La campagne 2001

En 2001, la superficie agricole utilisée a encore diminué de plus de 10 000 hectares. Les terres mises en jachère dans le cadre de la PAC ayant de surcroît augmenté elles aussi (+ 17 %), le total des terres cultivées ou utilisées en prairie se réduit nettement. Les protéagineux retrouvent leur niveau de 1990 ; les céréales sont sur une tendance régressive, bien que limitée. Les oléagineux perdent plus de terrain, mais ce sont les légumes de plein champ qui subissent le plus fort recul cette année, perdant d'un coup plus de 40 % de leur surface. La faible rentabilité et les difficultés croissantes que rencontrent les producteurs pour trouver de la main d'œuvre ne sont sans doute pas étrangères à ce phénomène.

Tableau 21 : Evolution de la superficie des principales cultures

	en hectares				
	1990	2000	2001	absolue	relative (%)
Céréales	185 100	166 800	163 700	- 3 100	- 1,9
Oléagineux	51 100	46 280	43 900	- 2 380	- 5,1
Protéagineux	11 700	10 380	11 400	+ 1 020	+ 9,8
Légumes de plein champ	5 800	6 700	3 900	- 2 800	- 41,8
Cultures fourragères	23 700	16 300	15 300	- 1 000	- 6,1
Jachères	10 000	27 250	32 000	+ 4 750	+ 17,4
Cultures permanentes	9 900	9 070	8 700	- 370	- 4,1
dont vignes	9 200	8 450	8 100	- 350	- 4,1
dont vignes en AOC	5 200	4 700	4 700	-	-
S.A.U.	333 100	316 500	306 040	- 10 460	- 3,3

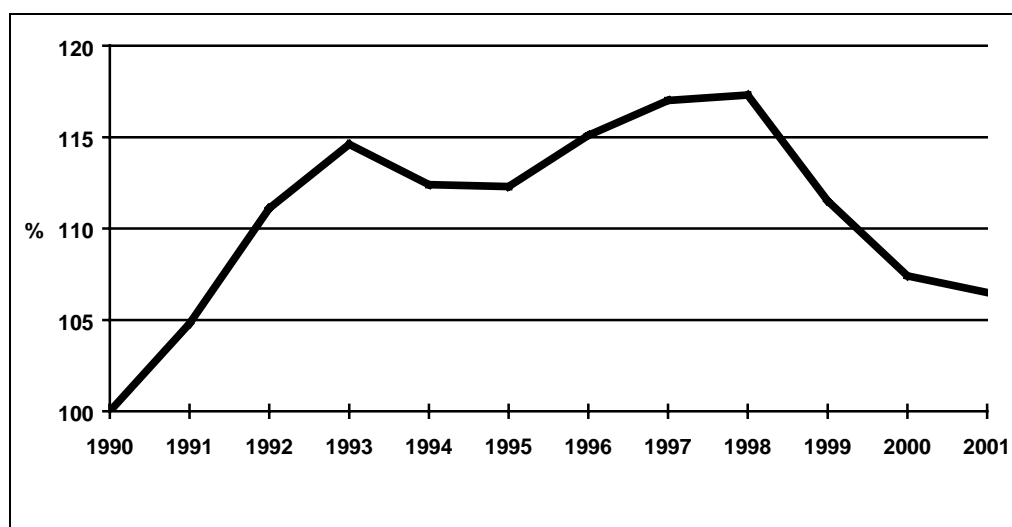
Source : DDAF - Service départemental de statistique agricole

En plus des diminutions de superficie, les rendements se sont révélés plus faibles en 2001. La récolte de céréales atteint à peine plus de 10 millions de quintaux (- 16 % en un an) et celle des oléagineux moins de 1,2 million de quintaux, en baisse de 13 %. La production viticole est inférieure de 20 % à celle de 2000.

Sur longue (1988/2000) comme sur courte période, le cheptel départemental se transforme. Les bovins disparaissent peu à peu, surtout en raison de la disparition accélérée des élevages laitiers alors que l'on observe une certaine stabilité pour les vaches allaitantes. Croissance en revanche pour les truies-mères. Parmi les volailles, les dindes et dindons sont de plus en plus prisés au détriment des poulets de chair.

5 - Baisse du nombre de salariés agricoles

Graphique 47 : Evolution de l'emploi salarié agricole (indice 100 en 1990)



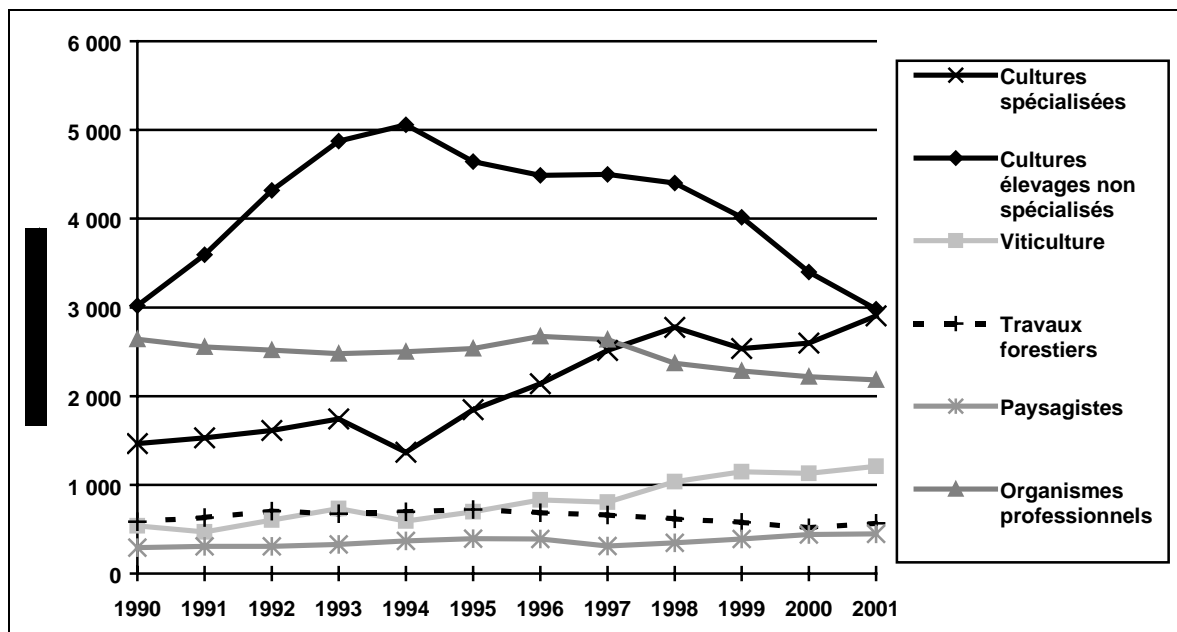
D'après source : MSA

Précision liminaire, le nombre des salariés agricoles recensés par la Mutualité Sociale Agricole de Loir-et-Cher à la fin de l'année 2000 a été revu à la baisse. On en comptait finalement 13 818 (au lieu de 14 294 en données provisoires), soit un repli de 3,7 % en un an. Cette tendance s'est poursuivie, mais sur un rythme moindre et à la fin de 2001, la MSA en recense 13 695, en recul de 0,9 %. Cette diminution est imputable en priorité aux saisonniers dont le nombre s'inscrit en baisse de 1,7 % en 2001 et de 6,4 % sur les deux dernières années. Les salariés permanents sont eux aussi moins nombreux, mais les pertes sont limitées. En revanche, le personnel à mi-temps ne régresse pas cette année (+ 1,6 %), contrairement à la tendance amorcée depuis 1997.

Les divergences entre activités restent très marquées. On enregistre un fort recul dans les organismes agricoles (- 6,1 % sur l'année) dont les effectifs se sont réduits de 24 % depuis 1991. Par ailleurs, il semble que dans l'élevage et les cultures, on aille de plus en plus vers la spécialisation ; en effet, le nombre de salariés est en chute persistante dans les cultures et élevages non spécialisés alors qu'il progresse dans les cultures spécialisées (+ 11,8 % en 2001, + 90 % depuis 1991) et l'élevage de gros animaux. Le gonflement régulier des effectifs dans les entreprises de travaux agricoles et chez les paysagistes participe du même phénomène.

La décreue du nombre total de salariés renvoie inévitablement à celle des employeurs. On en compte 2 029 fin 2001, soit 2,1 % de moins. C'est dans les cultures et élevages non spécialisés que le repli est le plus important : - 6,6 % sur l'année.

Graphique 48 : Evolution des emplois salariés agricoles dans quelques domaines depuis 1990



D'après source : MSA

4

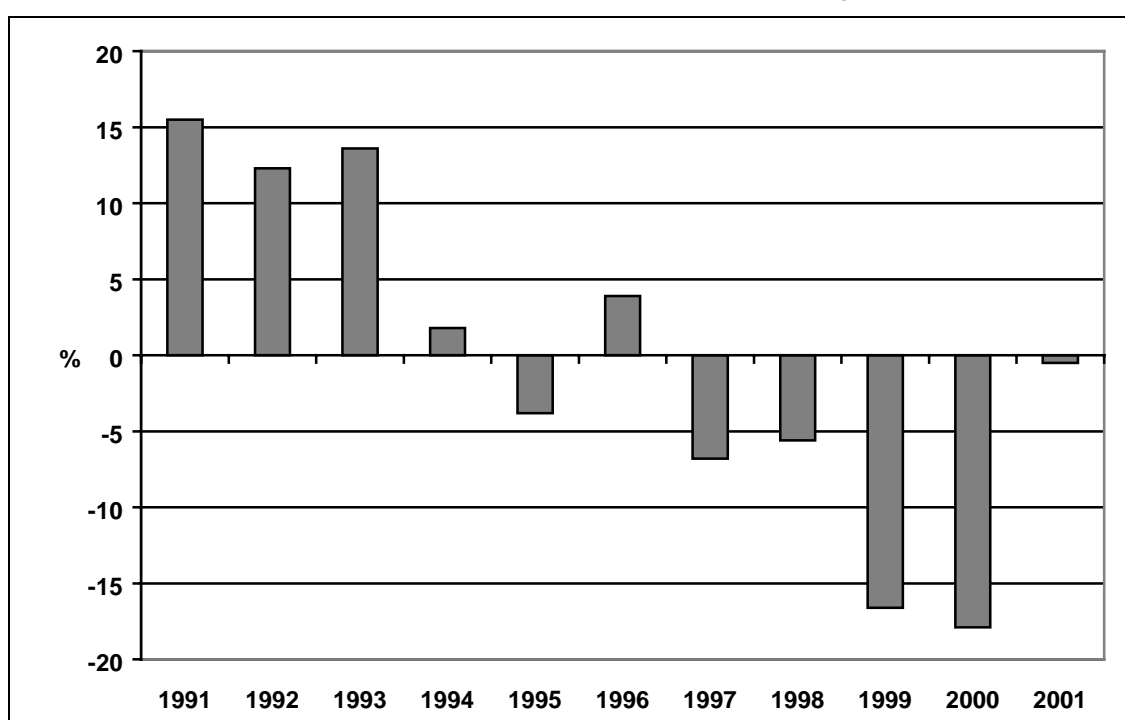
LE MARCHÉ DU TRAVAIL

A - LES DEMANDEURS D'EMPLOI

1 - Le chômage a cessé de reculer

Après deux années de très fort repli, le chômage s'est quasiment stabilisé au cours de l'année 2001. Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte 9 551 demandeurs d'emploi de catégorie 1¹⁷ en données brutes, en baisse de 0,5 % et 9 180 en données corrigées des variations saisonnières. C'est le seul département de la région qui échappe à cette date au retour d'une évolution défavorable. Limitée dans le Cher, l'Indre-et-Loire et l'Indre (entre 0,6 et 0,8 %), la hausse est forte dans le Loiret et l'Eure-et-Loir, dépassant largement les 7 %. La moyenne régionale s'établit à + 3,2 %, supérieure au résultat national (+ 2,5 %).

Graphique 49 : Evolution du chômage en Loir-et-Cher au 31 décembre
(Demandes d'Emploi en Fin de Mois catégorie 1 - données brutes)



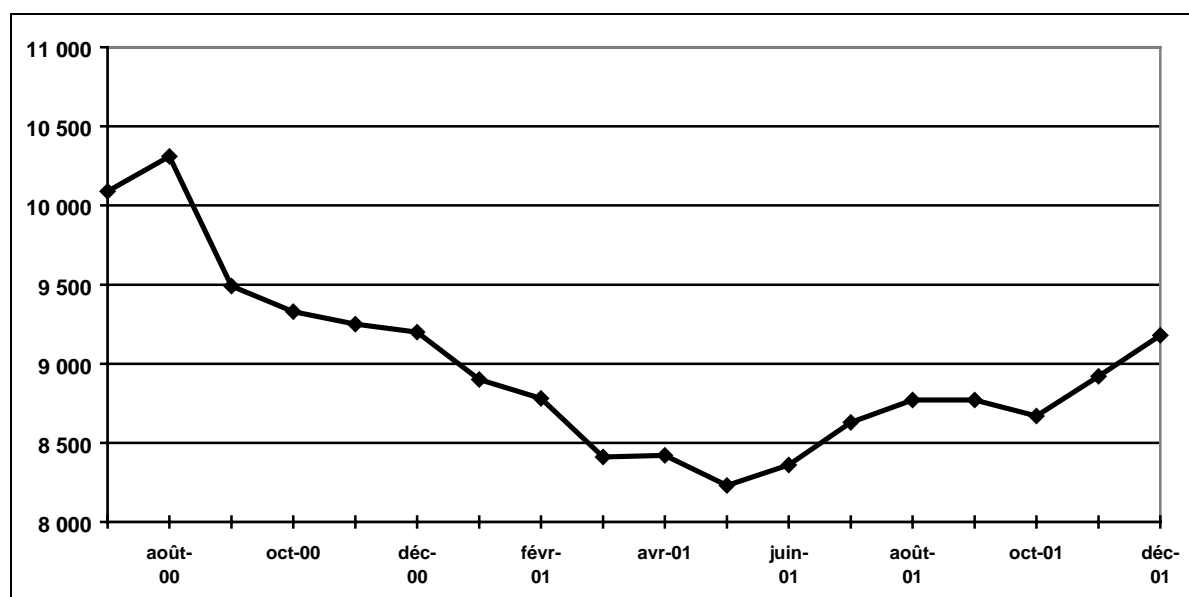
D'après sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - ANPE - INSEE

Le nombre des demandeurs d'emploi de la catégorie 6¹⁸ est toujours sur une tendance décroissante, certes moins marquée qu'en 2000, mais encore importante : - 12,3 % ; il s'établit à 1 991 personnes à la fin du mois de décembre. Le total des deux catégories 1 et 6 s'inscrit ainsi en recul de 2,8 % sur l'année en Loir-et-Cher.

¹⁷ Catégorie 1 : personnes immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à temps plein, n'ayant pas travaillé plus de 78 heures au cours du mois précédent.

¹⁸ Catégorie 6 : personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois (autres caractéristiques identiques à la catégorie 1).

**Graphique 50 : Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher
(en données corrigées des variations saisonnières)**



Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - INSEE

La courbe d'évolution du chômage en données corrigées des variations saisonnières permet de mieux saisir les différentes étapes qui ont marqué le marché du travail départemental en 2001. Jusqu'au mois de mai, la tendance est restée à la baisse ; une première reprise a ensuite été enregistrée entre mai et août, suivie d'un répit. Celui-ci a été de courte durée et les deux derniers mois de l'année portent l'empreinte d'un redémarrage puissant du chômage : + 2,9 % en novembre comme en décembre.

Contrairement à l'an dernier, les évolutions des zones d'emploi du Loir-et-Cher ont été contrastées. Le chômage a continué de baisser dans celle de Blois, de façon significative, tandis qu'il est reparti à la hausse dans les deux autres, celle de Romorantin-Lanthenay étant plus fortement atteinte.

**Tableau 22 : Evolution du nombre de demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)
par Agence Locale pour l'Emploi (ALE)**

DEFM	Catégorie 1			Catégories 1 + 6		
	déc. 00	déc. 01	évolution (%)	déc. 00	déc. 01	évolution (%)
ALE Blois	5 669	5 428	- 4,3	7 089	6 603	- 6,9
ALE Vendôme	1 869	1 934	+ 3,5	2 356	2 318	- 1,6
ALE Romorantin	2 063	2 189	+ 6,1	2 427	2 621	+ 8,0
Loir-et-Cher	9 601	9 551	- 0,5	11 872	11 542	- 2,8

Sources : DDTEFP - ANPE

De même, 2001 marque un brusque retournement dans plusieurs cantons. Une forte hausse affecte ceux de Saint-Amand-Longpré, Ouzouer-le-Marché, Mondoubleau, et Salbris. Elle est encore assez sensible (entre 6 et 10 %) dans 7 autres cantons. Il faut cependant souligner qu'en règle générale, le nombre des demandeurs d'emploi reste inférieur en décembre 2001 à ce qu'il était fin 1999.

A l'inverse, le chômage reflue encore, parfois fortement, dans plus d'une dizaine de cantons, la palme revenant à Herbault (- 13,2 %).

Tableau 23 : Chômage par canton au 31 décembre 2001

CANTON	Données caractéristiques (part en %)						
	Nombre de chômeurs	Evolution sur 1 an	Femmes	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	Inscrits depuis plus d'un an
Blois 1 *	133	- 5,0	47,4	14,3	68,4	17,3	27,8
Blois 2 *	178	+ 9,2	54,5	19,7	61,8	18,5	25,3
Blois 5 *	87	- 4,4	60,9	20,7	54,0	25,3	28,7
Commune de Blois	2 221	- 4,9	48,4	19,6	67,7	12,7	30,0
Bracieux	348	- 5,4	54,3	20,7	59,5	19,8	27,6
Contres	421	- 3,0	56,3	16,2	68,4	15,4	30,6
Droué	81	+ 8,0	58,0	14,8	66,7	18,5	28,4
Herbault	323	- 13,2	51,1	17,0	65,9	17,0	30,0
Lamotte-Beuvron	239	+ 7,2	52,3	18,4	66,5	15,1	23,8
Marchenoir	127	+ 1,6	53,5	16,5	64,6	18,9	33,1
Mennetou-sur-Cher	211	+ 6,6	52,6	20,4	66,8	12,8	28,4
Mer	373	- 3,9	49,6	21,2	57,4	21,4	38,9
Mondoubleau	155	+ 14,8	52,9	22,6	60,0	17,4	25,8
Montoire-sur-le-Loir	214	- 4,0	57,9	19,6	62,1	18,2	29,4
Montrichard	414	- 2,1	53,1	20,3	61,6	18,1	30,4
Morée	188	+ 8,7	53,7	26,6	54,8	18,6	22,3
Neung-sur-Beuvron	148	+ 8,0	50,7	13,5	68,9	17,6	21,6
Ouzouer-le-Marché	106	+ 21,8	50,0	18,9	66,0	15,1	28,3
Romorantin Nord *	48	+ 2,1	62,5	18,8	70,8	10,4	14,6
Romorantin Sud *	89	+ 3,5	56,2	16,9	67,4	15,7	28,1
Commune de Romorantin	766	+ 9,0	53,8	22,5	63,7	13,8	27,5
Saint-Aignan	490	- 9,1	58,8	15,7	64,5	19,8	34,9
Saint-Amand-Longpré	121	+ 26,0	63,6	19,8	63,6	16,5	33,1
Salbris	385	+ 11,3	51,2	17,1	64,7	18,2	28,8
Savigny-sur-Braye	167	+ 1,8	52,1	18,6	61,7	19,8	29,9
Selles-sur-Cher	298	- 7,7	57,4	21,5	63,4	15,1	26,8
Selommes	86	+ 4,9	50,0	17,4	72,1	10,5	26,7
Vendôme 1 *	151	+ 13,5	56,3	17,9	67,5	14,6	25,8
Vendôme 2 *	107	- 15,1	53,3	18,7	62,6	18,7	29,9
Commune de Vendôme	669	+ 1,1	51,0	24,8	63,5	11,7	24,7
Vineuil	206	+ 2,0	49,0	16,5	64,6	18,9	27,2
LOIR-ET-CHER	9 551	- 0,5	52,4	19,6	64,6	15,8	29,1

Source : ANPE

* hors ville centre

Les taux de chômage des trois zones d'emploi sont très proches les uns des autres et donc de la moyenne départementale fin 2001. L'évolution plus favorable de celle de Blois (baisse de 0,8 point) fait qu'elle présente le taux le plus faible, ce qui est rarement arrivé. En revanche, le taux est logiquement en hausse dans le bassin de Romorantin-Lanthenay.

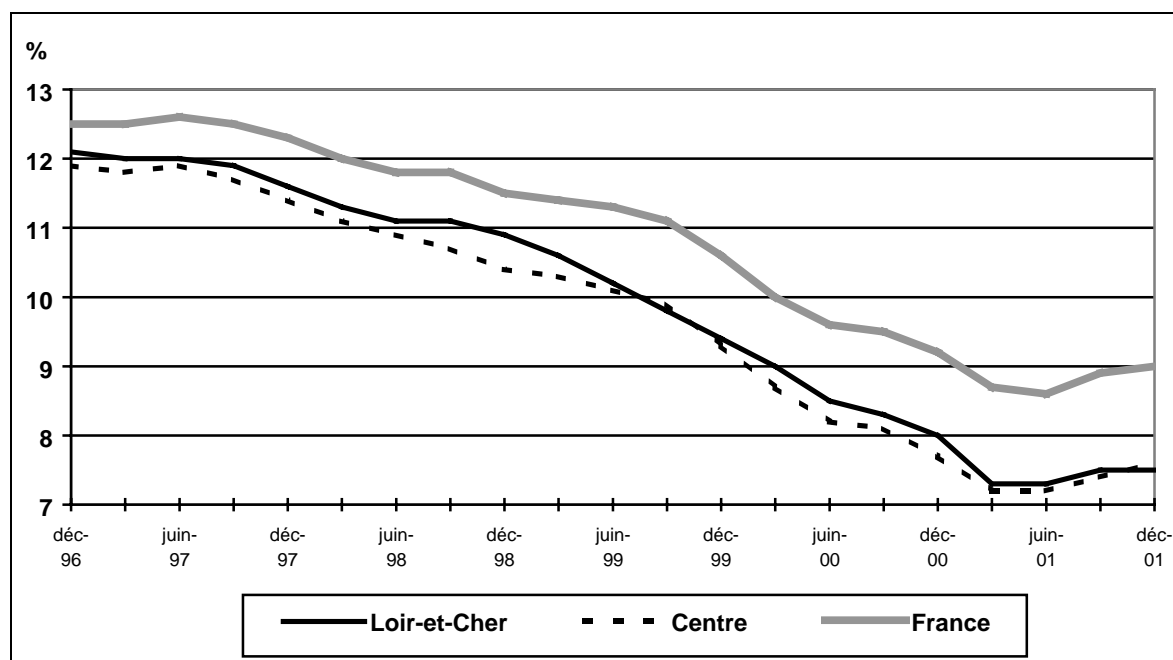
Tableau 24 : Taux de chômage en Loir-et-Cher

Zone d'emploi	Taux de chômage au 31/12/00 en %	Taux de chômage au 31/12/01 (données provisoires) en %
Blois	8,2	7,4
Vendôme	7,8	7,6
Romorantin	7,4	7,6
Loir-et-Cher	8	7,5

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité - INSEE

Relevant d'un calcul complexe, le taux départemental a encore perdu un demi-point sur l'année, repassant ainsi sous le taux régional (7,6 %). L'écart avec le taux moyen national (9 %) s'est de nouveau quelque peu agrandi. Au sein de la région, les évolutions sont très limitées : stabilité pour le Loiret, qui détient toujours le record régional à 6,5 %, et l'Eure-et-Loir ; faible baisse en Indre-et-Loire et Indre, faible hausse dans le Cher.

Graphique 51 : Evolution du taux de chômage



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

2 - Les demandes d'emploi en fin de mois : quelques caractéristiques

Les mouvements du marché de l'emploi en 2001, qui ont abouti à une quasi-stabilité globale, s'avèrent dans le détail tout à fait atypiques. En effet, le nombre des chômeurs femmes a poursuivi sa décade de façon assez sensible, tandis que celui des hommes repartait à la hausse sur une pente plutôt marquée elle aussi ; ce dernier mouvement est sans doute imputable à la conjoncture morose des branches industrielles. Les poids respectifs des deux sexes sont désormais plus proches : 52,4 % et 47,8 %. La part des femmes demeure néanmoins supérieure à la moyenne régionale (51,8 %), mais moins nettement qu'auparavant.

Mêmes divergences par tranche d'âge. Les moins de 25 ans sont les seuls dont les effectifs augmentent. En Loir-et-Cher (+ 6,5 %) plutôt moins qu'ailleurs puisque l'on enregistre des progressions spectaculaires dans le Loiret (+ 18 %) et l'Eure-et-Loir (+ 15,5 %). Autre phénomène flagrant au sein de cette tranche d'âge, l'écart entre sexe y est exacerbé : + 19,1 % pour les hommes dans le département (+ 32 % dans le Loiret), mais baisse de 3,8 % pour les femmes. On ne peut s'empêcher de penser que la disparition totale du service militaire prend une part non négligeable dans cet état de fait, les écarts s'avérant nettement moindres dans les autres catégories d'âge.

La baisse du nombre des demandeurs d'emploi de longue durée s'est poursuivie sur un rythme très soutenu et plus spécialement pour ceux inscrits depuis plus de deux ans. Cette tendance est générale dans la région. Elle résulte du retour à l'emploi de nombreux chômeurs de cette catégorie en 1999 et 2000, mais aussi de ceux inscrits depuis moins longtemps dont les rangs ne sont donc pas venus grossir leurs effectifs. La part des chômeurs de plus d'un an reste néanmoins supérieure à la moyenne régionale, 29,1 % contre 26 %, celle-ci étant tirée vers le bas par les résultats du Loiret (21,3 %).

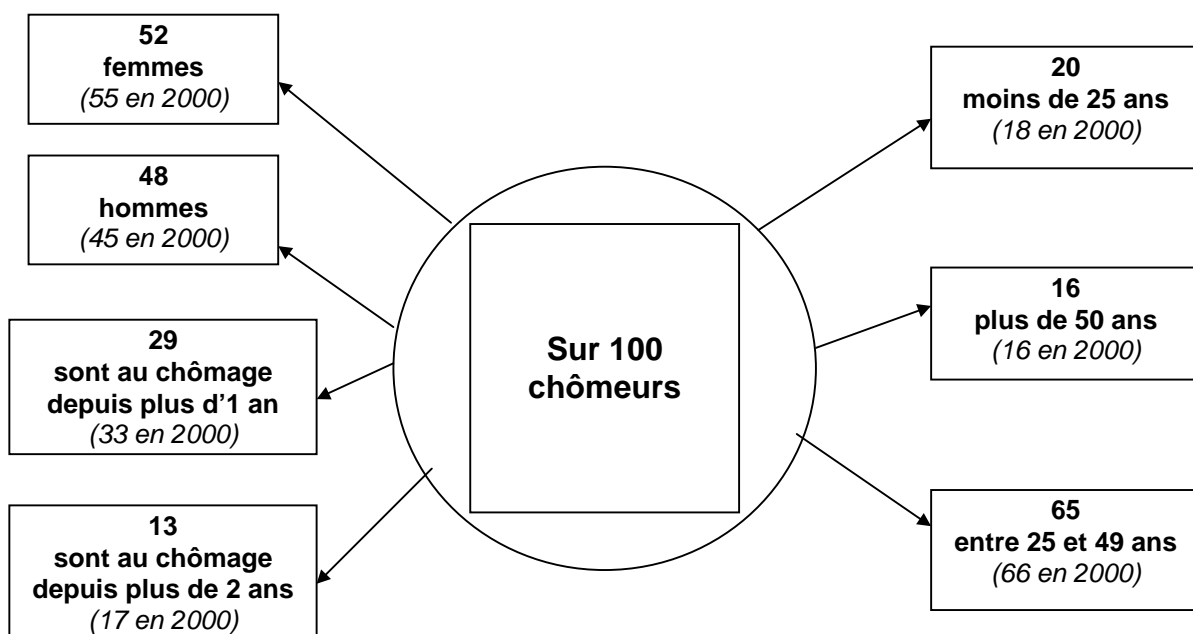
Tableau 25 : Evolution annuelle et poids relatif de quelques catégories

Catégories	Evolution annuelle des DEFM 1 (%)	Part dans les DEFM 1 au 31/12/01 (%)
Hommes	+ 6,1	47,8
Femmes	- 5,8	52,4
Moins de 25 ans	+ 6,5	19,6
De 25 à 49 ans	- 2,4	64,6
50 ans et plus	- 0,6	15,8
Inscrits depuis plus d'1 an	- 12,2	29,1
Inscrits depuis plus de 2 ans	- 21,9	13,0

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

Avec la mise en place du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi), le nombre des chômeurs indemnisés par les ASSEDIC (toutes catégories confondues) s'est inscrit en hausse de 3,9 % en 2001 pour atteindre 9 371 personnes au 31 décembre.

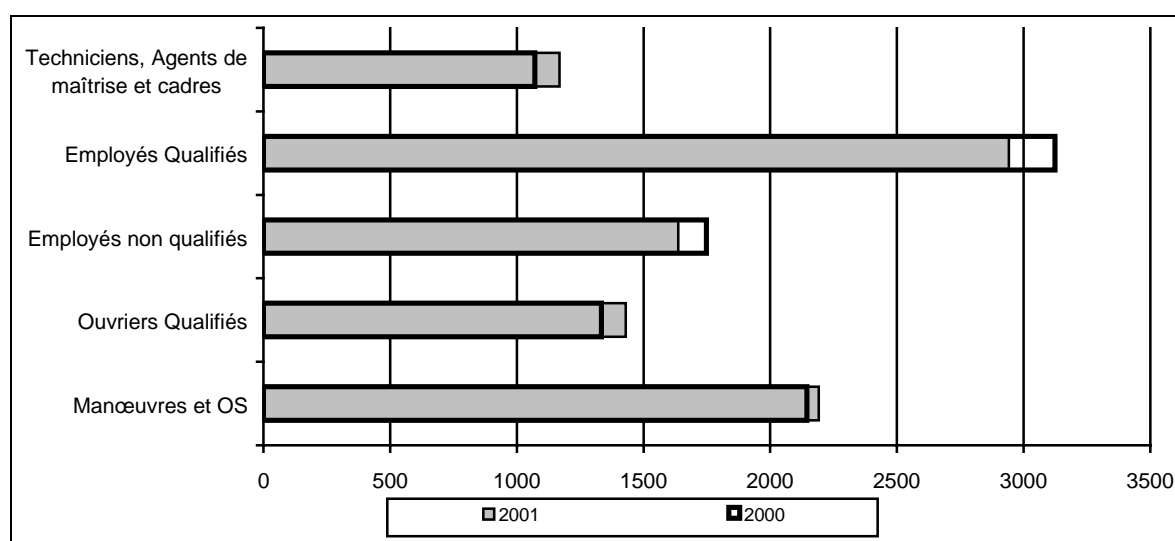
Typologie des demandeurs d'emploi au 31 décembre 2001



3 - Reprise du chômage pour les emplois de production et d'encadrement

Les employés au chômage sont moins nombreux qu'en 2000, avec un recul de 5,8 % pour les qualifiés et de 6,4 % pour les non qualifiés. En revanche, les effectifs des ouvriers se sont accrus, modestement pour les moins qualifiés mais de 7,2 % pour les qualifications plus élevées. Le résultat le plus négatif concerne cependant les techniciens et le personnel d'encadrement dont le nombre a progressé de 9,1 %. Au total, les catégories peu qualifiées ont bénéficié d'une évolution plus favorable que les autres.

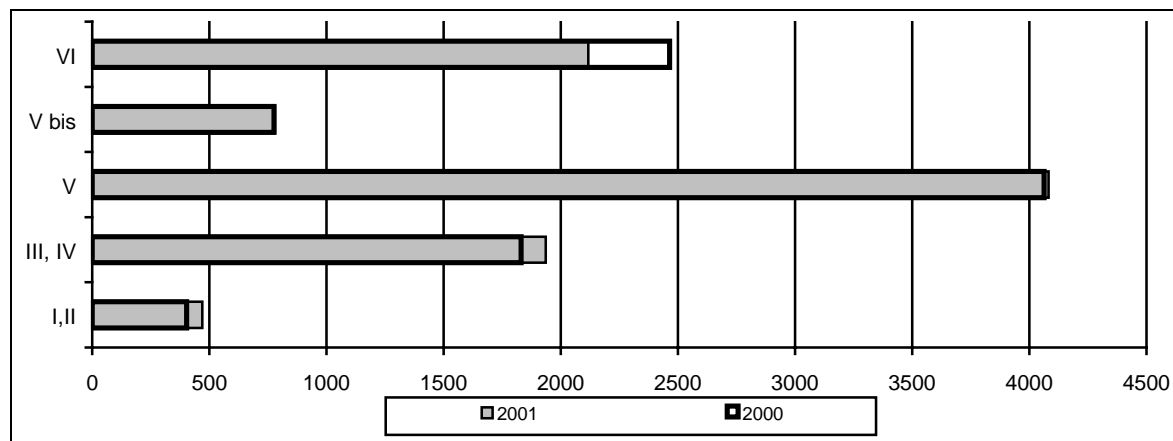
Graphique 52 : Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher par niveau de qualification



D'après source : ANPE

Cette évolution est confirmée par celle relative au niveau de formation. Les demandeurs d'emploi n'ayant aucune formation (niveau VI) ont vu leur nombre reculer au cours de l'année, alors que les augmentations touchent ceux qui disposent d'un diplôme équivalent ou supérieur au Bac, en particulier les niveaux IV et III (Bac à Bac + 2).

Graphique 53 : Evolution du nombre des DEFM (de catégorie 1) en Loir-et-Cher par niveau de formation



D'après source : ANPE

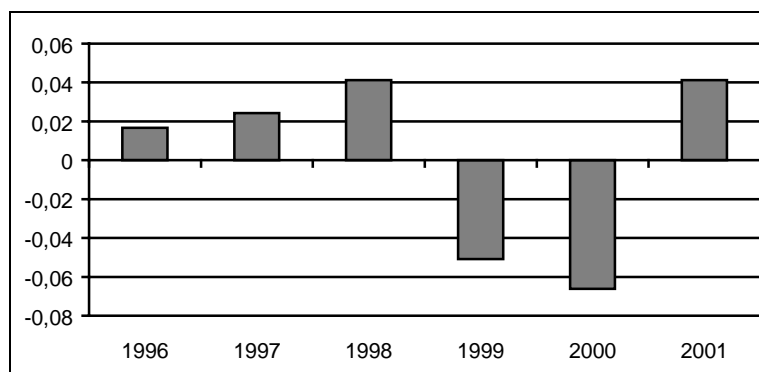
Niveau de formation

- I : diplôme de niveau Bac + 4 et au-dessus ;**
- II : diplôme de niveau Bac + 3 ;**
- III : diplôme de niveau Bac + 2 ;**
- IV : diplôme de niveau Bac ;**
- V : diplôme de niveau BEP, CAP ;**
- V bis : diplôme de niveau BEPC, fin de seconde ou de première sans diplôme ;**
- VI : certificat d'études, fin de formation générale ou aucune formation scolaire.**

4 - Fort tassement des sorties du marché du travail

Alors que le volume des nouvelles inscriptions (en catégorie 1) est équivalent à celui de l'année précédente, celui des demandes sorties a reculé de plus de 10 %. Le ratio sorties/entrées est en conséquence de nouveau inférieur à 100 avec 96 %. Au cours des années précédentes, il n'a été positif qu'en 1999 et 2000.

Graphique 54 : Evolution du ratio demandes enregistrées sur demandes sorties



D'après source : ANPE

Par rapport aux deux années précédentes, on observe une augmentation sensible des nouvelles demandes consécutives à une fin de mission d'intérim ; leur poids s'élève à 13,3 %, contre 10 % en 2000. Celui des fins de contrats à durée déterminée est également légèrement en hausse. En revanche, le nombre des premières entrées dans la vie active est en recul prononcé, alors que l'on a vu que le stock des demandes de moins de 25 ans se gonflait. Il semblerait donc que l'insertion des jeunes dans le monde du travail se soit brutalement ralentie.

Pour les demandes sorties, le recul le plus net concerne la reprise d'emploi qui perd 4 points en un an dans la structure à 32,4 %.

B - DES OFFRES D'EMPLOI DURABLE DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES EN LOIR-ET-CHER

Contrairement aux résultats enregistrés tant au niveau régional (- 2,6 %) que national (- 4 %), le nombre d'offres d'emploi collectées par l'ANPE s'est encore accru assez vigoureusement (+ 5,3 %) en Loir-et-Cher au cours de l'année 2001 pour dépasser les 14 000. On note de surcroît que cette progression est obtenue pour l'essentiel par une hausse de 8,5 % des offres de postes durables (Type A - plus de 6 mois), alors que les emplois occasionnels (Type C - moins de 3 mois) ont été moins nombreux qu'en 2000 ; les offres de type B (de 3 à 6 mois) sont en augmentation de 4,4 %.

Tableau 26 : Répartition par type des offres d'emploi recueillies par l'ANPE

en %

	Loir-et-Cher		Région Centre		France	
	2000	2001	2000	2001	2000	2001
Offres enregistrées						
Type A (+ de 6 mois)	47,2	48,6	43,0	43,9	46,1	45,4
Type B (3 à 6 mois)	41,6	41,2	44,4	44,1	39,0	39,1
Type C (- de 3 mois)	11,3	10,2	12,6	12,0	14,9	15,5

Source : ANPE

C - BILAN DES AIDES A L'EMPLOI EN LOIR-ET-CHER EN 2001

Nature de l'aide	2001	2000
Exonération de charges sociales pour l'embauche d'un premier salarié (embauches)	402	790
Exonération de charges sociales pour l'embauche du 1 ^{er} au 50 ^{ème} salarié		
en Zone de Revitalisation Rurale	204	207
en Zone de Revitalisation Urbaine	21	20
Abattement forfaitaire pour l'embauche de salariés à temps partiel (nombre de salariés)	402	464
CDE (aide régionale pour le recrutement de nouveaux salariés)	300	385
ARC (aide régionale pour le renforcement de l'encadrement)	9	7
	145 700 €	140 250 €
Contrats d'apprentissage	1 725	1 817
Contrats de qualification		
jeunes	307	334
adultes	32	31
Contrats d'adaptation	229	217
Contrats d'orientation	12	13
Contrats Initiative Emploi	393	554
Insertion par l'économique :		
Associations intermédiaires - personnes mises à disposition (moyenne mensuelle)	597	592
Entreprises d'insertion - contrats signés	33	32
CI (chantier d'insertion)	142	87
RQ (régie de quartier)	23	22
ETTI (entreprise travail temporaire d'insertion – heures travaillées)	48 541	33 973
Emplois familiaux (moyenne mensuelle) :		
Salariés sous régime mandataire	2 502	2 228
Salariés sous régime prestataire	1 177	1 183
Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprise (ACCRE - nombre de bénéficiaires)	148	201
Contrats Emploi Solidarité (total conventions initiales et avenants de reconduction)	1 054	1 259
Contrats Emplois Consolidés (total conventions initiales et avenants de reconduction)	614	584
Contrats Emploi Ville (avenants de reconduction)	3	13
Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi		
stages collectifs - nombre d'entrées en stage	604	681
stages individuels	44	59
Stages d'Accès à l'Entreprise (nombre d'entrées en stage)	173	136
A.R.E.J. (Aide Régionale pour l'Emploi des Jeunes)	33	30
Contrats emploi jeune (embauches prévues)	153	277

Sources : DDTEFP / ANPE / Conseil Régional

Comme en 2000, les plus gros efforts se sont portés sur les publics en difficulté, ce qui doit permettre de résoudre deux problèmes concomitants : leur permettre de se réinsérer dans la vie de travail et assurer aux entreprises un volant de main d'œuvre supplémentaire. C'est dans cette optique que l'insertion par l'économique évolue vers une logique de mise en condition réelle de travail, phénomène qui transparaît dans l'accroissement du nombre de personnes en chantier d'insertion et du nombre d'heures travaillées dans le cadre de l'entreprise d'intérim d'insertion. Par ailleurs, la tendance à une diminution des contrats emploi solidarité se trouve confirmée, voire amplifiée, tandis que les contrats emploi consolidé sont de nouveau en légère hausse.

La conjoncture a pesé sur l'embauche d'un premier salarié comme en témoigne le fort recul du nombre d'exonérations. On observe également un repli dans la formation par alternance, tant au niveau de l'apprentissage que des contrats de qualification jeunes.

D - PERSPECTIVES 2002

Le premier semestre de l'année 2002 a vu se poursuivre la remontée du chômage. Au 30 juin, on compte 8 506 demandeurs en données brutes, en hausse de 10,7 % sur douze mois. Cette reprise touche essentiellement les hommes (+ 18,3 %) et les moins de 25 ans (+ 15,8 %). Les jeunes hommes sont en conséquence particulièrement atteints : + 25,9 %. La raréfaction des créations d'emplois d'une part, la limitation des contrats de courte durée de l'autre (CDD et intérim) sont à l'origine de ce phénomène, sachant que la moitié des jeunes en situation de travail ne disposent que d'un contrat précaire.

Les écarts entre territoires sont particulièrement élevés. Le bassin d'emploi connaît une croissance plutôt limitée (+ 6 %), tandis que l'augmentation est sévère pour celui de Romorantin-Lanthenay (+ 14,2 %), mais plus encore celui de Vendôme (+ 21,6 %).

Point positif, le chômage de très longue durée est toujours en recul : - 11 % pour les personnes inscrites depuis plus de 2 ans à l'ANPE (- 17 % pour les plus de 3 ans) ; en revanche, il recommence à croître pour les inscriptions comprises entre 1 et 2 ans. Les offres d'emploi déposées à l'ANPE sont moins nombreuses qu'au premier semestre 2001 (- 7 %), en particulier celles de courte durée ; celles de moyenne durée (3 à 6 mois) sont en revanche en légère augmentation.

Une nouvelle règle de calcul du taux de chômage a été établie pour tenir compte des directives du Bureau International du Travail. Il en résulte une baisse importante, puisque le taux du Loir-et-Cher serait de 7,2 % au lieu de 7,7 %. Des séries vont être reconstituées, mais elles ne sont pas encore disponibles.

CONCLUSION

■ Une économie sous influence

Globalement, l'année 2001 ne semble pas avoir été un mauvais cru pour le Loir-et-Cher. Néanmoins, le ralentissement progressif de l'activité et un dernier trimestre décevant laissent l'observateur sur une impression désagréable. Parmi les points faibles qu'il faut évoquer figure évidemment la dépendance de notre pays vis-à-vis de l'économie mondiale. Il est inutile de revenir sur le rôle joué par les Etats-Unis ; en revanche, il convient d'insister sur le cas de l'Allemagne. Premier client et premier fournisseur de la France, elle subit une profonde crise structurelle : l'industrie, qui a fait sa force pendant la majeure partie du XX^{ème} siècle, est devenue aujourd'hui un handicap face aux pays à faible coût de main d'œuvre. S'y ajoute une étonnante incapacité à créer des emplois dans les services. La mutation risque donc d'être longue et douloureuse, d'autant que d'importantes capacités financières restent mobilisées pour moderniser les Länder de l'Est.

■ L'évolution du chômage en dit long sur la gestion de la main d'œuvre

La remontée du chômage qui a affecté les hommes de moins de 25 ans est très éclairante sur les modes actuels de gestion des ressources humaines. La généralisation du recours au travail temporaire, démontrée par l'explosion des déclarations d'embauche en 1999 et plus encore en 2000, facilite l'ajustement des effectifs en fonction du niveau d'activité. Le temps de réaction des entreprises est très court. En contrepartie, la précarité s'étend à un nombre croissant de salariés, les plus concernés étant les jeunes les moins diplômés. Pour eux, l'intérim devient un parcours obligé qui peut durer plusieurs années ; en découlent des conditions de vie difficiles avec notamment des problèmes pour avoir un logement, fonder une famille et acquérir les formations complémentaires qui leurs permettraient de s'insérer plus durablement.

■ La révolution économique du 21^{ème} siècle

Les grands médias et, par leur intermédiaire, le grand public, ont trop hâtivement fait l'amalgame entre la « nouvelle économie » et les entreprises internet, dont les revers retentissants ont fait un temps la une de l'actualité. Si celles-ci en font indéniablement partie, elles en masquent l'essentiel. Les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) s'apparentent en effet à une révolution technologique et industrielle qui s'impose rapidement à tous les secteurs. Moins spectaculaire que la machine à vapeur ou l'électricité, elle n'en est pas moins vigoureuse et impose de nouvelles normes de production, d'organisation du travail, de nouveaux rapports commerciaux.

C'est par exemple une casse automobile qui double son chiffre d'affaires à l'exportation grâce à son site. Ou une entreprise d'assurances qui revoit son organisation lors de la mise en place d'un intranet et donne à chaque salarié plus d'autonomie et de responsabilité, diminuant les niveaux hiérarchiques.

Car au cœur de la nouvelle économie se trouve l'humain et plus particulièrement sa matière grise, qui devient le principal facteur de production. La révolution, c'est la connexion de cette matière grise en un réseau mondial grâce à une norme unique.

Réduction des intermédiaires, des stocks, personnalisation des messages et des offres publicitaires, diffusion en temps réel des innovations, collaboration inter-entreprises, telles sont les caractéristiques les plus évidentes de cette mise en réseau. Pour en tirer le meilleur parti, elle nécessite de nos entreprises ouverture, réorganisation et réactivité. Car la concurrence sera encore plus rude.

**TABLE
DES
ILLUSTRATIONS**

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUE 1 :	REPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE EN 1999	20
CARTE 1 :	EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE AU LIEU DE TRAVAIL ENTRE 1990 ET 1999	21
CARTE 2 :	AIRES D'INFLUENCE DES POLES ET RELATIONS ENTRE POLES	24
GRAPHIQUE 2 :	REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE SELON LE TEMPS DE TRAVAIL	25
GRAPHIQUE 3 :	REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE OCCUPEE SELON LE STATUT	25
GRAPHIQUE 4 :	MIGRANTS ENTRE 1990 ET 1999 SELON QUELQUES CARACTERISTIQUES	26
GRAPHIQUE 5 :	EVOLUTION DU NOMBRE DES NAISSANCES ET DES DECES DEPUIS 1991	27
GRAPHIQUE 6 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PREMIER DEGRE EN LOIR-ET-CHER	28
GRAPHIQUE 7 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU PREMIER CYCLE EN LOIR-ET-CHER	29
GRAPHIQUE 8 :	EVOLUTION DES EFFECTIFS DU SECOND CYCLE EN LOIR-ET-CHER	29
GRAPHIQUE 9 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'ELEVES DU SECOND DEGRE PAR CLASSE	30
GRAPHIQUE 10 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'ETUDIANTS	32
CARTE 3 :	PART DES FOYERS NON IMPOSES PAR COMMUNE EN 1999	35
GRAPHIQUE 11 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DU RMI	36
GRAPHIQUE 12 :	REPARTITION DES ALLOCATAIRES DU RMI SELON LA COMPOSITION FAMILIALE AU 31/12/2001	37
GRAPHIQUE 13 :	REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DU RMI EN LOIR-ET-CHER	37
GRAPHIQUE 14 :	REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DE L'API	38
GRAPHIQUE 15 :	REPARTITION DES ALLOCATAIRES DE L'API SELON LA COMPOSITION FAMILIALE AU 31/12/2001	39
GRAPHIQUE 16 :	REPARTITION PAR CLASSE D'AGE DES ALLOCATAIRES DE L'AAH	39
GRAPHIQUE 17 :	REPARTITION PAR NATURE DES CRIMES ET DELITS EN 2001 EN LOIR-ET-CHER	40
GRAPHIQUE 18 :	EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS MIS EN CHANTIER EN LOIR-ET-CHER	41
GRAPHIQUE 19 :	EVOLUTION TRIMESTRIELLE DES TRANSACTIONS DANS L'IMMOBILIER ANCIEN	42
GRAPHIQUE 20 :	NOMBRE DE PRETS A TAUX ZERO ACCORDES DEPUIS LA CREATION DU DISPOSITIF	42
GRAPHIQUE 21 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL	44
CARTE 4 :	LOCALISATION DES PRINCIPALES ENTREPRISES IMPLANTEES OU DISPARUES EN 2001	48
GRAPHIQUE 22 :	EVOLUTION DU NOMBRE D'IMMATRICULATIONS ET DE RADIATIONS D'ENTREPRISES ARTISANALES	50
GRAPHIQUE 23 :	REPARTITION DES ENTREPRISES ARTISANALES PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITES EN 2001	51
GRAPHIQUE 24 :	L'AGE DES CHEFS D'ENTREPRISE ARTISANALE	52
GRAPHIQUE 25 :	CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES	54
GRAPHIQUE 26 :	MONTANT DE LA TVA COLLECTEE EN REGION CENTRE	55
GRAPHIQUE 27 :	MONTANT DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES ACQUITTE EN REGION CENTRE	55
GRAPHIQUE 28 :	INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES	56
GRAPHIQUE 29 :	LOCAUX D'ACTIVITES COMMENCES	56
GRAPHIQUE 30 :	SURFACES COMMENCEES DESTINEES A L'INDUSTRIE	57

GRAPHIQUE 31 : REPARTITION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES DE LOCAUX D'ACTIVITES SELON LEUR DESTINATION EN 2001	58
GRAPHIQUE 32 : EVOLUTION DES EXPORTATIONS EN 2001 PAR DEPARTEMENT	61
GRAPHIQUE 33 : REPARTITION DES EXPORTATIONS REGIONALES PAR DEPARTEMENT EN 2001	61
GRAPHIQUE 34 : EVOLUTION DE L'EXCEDENT COMMERCIAL DU LOIR-ET-CHER DEPUIS 1992	62
GRAPHIQUE 35 : REPARTITION DES DECLARATIONS PREALABLES A L'EMBAUCHE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITE EN 2001 (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE)	63
GRAPHIQUE 36 : EVOLUTION TOTALE DU NOMBRE DE SALARIES EN DONNEES CORRIGEEES	64
GRAPHIQUE 37 : EVOLUTION BRUTE ANNUELLE	65
GRAPHIQUE 38 : EVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIES DANS QUELQUES BRANCHES D'ACTIVITES	65
GRAPHIQUE 39 : EVOLUTION DU NOMBRE DE JOURNEES INDEMNISABLES AU TITRE DU CHOMAGE PARTIEL	66
GRAPHIQUE 40 : EVOLUTION DU NOMBRE DE LICENCIEMENTS ECONOMIQUES DECLARES AUPRES DE LA DIRECTION DU TRAVAIL	67
GRAPHIQUE 41 : REPARTITION DES ARRIVEES DES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME EN LOIR-ET-CHER EN 2001	68
GRAPHIQUE 42 : REPARTITION DES ARRIVEES DANS L'HOTELLERIE DE TOURISME PAR PAYS	69
GRAPHIQUE 43 : REPARTITION DES ARRIVEES DES ETRANGERS DANS L'HOTELLERIE DE PLEIN AIR	70
GRAPHIQUE 44 : FREQUENTATION DES GITES EN SERVICE DE RESERVATION SELON LES PAYS	71
CARTE 5 : EVOLUTION DE LA SUPERFICE AGRICOLE DES EXPLOITATIONS PROFESSIONNELLES ENTRE 1988 ET 2000 PAR CANTON	73
GRAPHIQUE 45 : REPARTITION DES EXPLOITATIONS PROFESSIONNELLES SELON L'ORIENTATION TECHNICO-ECONOMIQUE EN 1988 ET 2000	74
GRAPHIQUE 46 : INSTALLATIONS DE JEUNES AGRICULTEURS	75
GRAPHIQUE 47 : EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE AGRICOLE (INDICE 100 EN 1990)	76
GRAPHIQUE 48 : EVOLUTION DES EMPLOIS AGRICOLES DANS QUELQUES DOMAINES DEPUIS 1990	77
GRAPHIQUE 49 : EVOLUTION DU CHOMAGE EN LOIR-ET-CHER AU 31 DECEMBRE	81
GRAPHIQUE 50 : EVOLUTION DU NOMBRE DES DEFM DE CATEGORIE 1 EN LOIR-ET-CHER (EN DONNEES CORRIGEEES DES VARIATIONS SAISONNIERES)	82
GRAPHIQUE 51 : EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE	84
GRAPHIQUE 52 : EVOLUTION DU NOMBRE DES DEFM (DE CATEGORIE 1) EN LOIR-ET-CHER PAR NIVEAU DE QUALIFICATION	86
GRAPHIQUE 53 : EVOLUTION DU NOMBRE DES DEFM (DE CATEGORIE 1) EN LOIR-ET-CHER PAR NIVEAU DE FORMATION	87
GRAPHIQUE 54 : EVOLUTION DU RATIO DEMANDES ENREGISTREES SUR DEMANDES SORTIES	87

